Robert Pichette (1936 -)

Fonctionnaire, journaliste, écrivain et historien; Edmundston et Moncton, N.-B.

(1998)

Napoléon III, L'Acadie et le Canada français

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Robert Pichette, **Napoléon III, L'Acadie et le Canada français**. Moncton : N.-B. : Les Éditions d'Acadie, 1998, 222 pp.

M. Robert Pichette (1936 -) est fonctionnaire, journaliste, écrivain et historien; Edmundston et Moncton, N.-B., Canada.

Avec l'autorisation formelle de l'auteur, M. Robert Pichette, mercredi, 5 mai 2004.

Courriel : dauphin@nbnet.nb.ca

Un grand merci à M. Adolphe Leschevin, ex-consul de Belgique au Québec, pour toutes ses démarches, en particulier celles qui nous ont permis d'obtenir cette autorisation.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 11 mai 2004 à Chicoutimi, Québec.

Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Aux Éditions d'Acadie

- *Bâtie sur le roc: Mgr Numa Pichette, témoin d'une époque*, 1995.
- *L'Acadie par bonheur retrouvée: de Gaulle et l'Acadie*, 1994.
- Bellérophon*, 1987.
- *Chimères: poèmes d'amour et d'eau claire*, 1982.

Chez Michel Henry éditeur *Les religieuses pionnières en Acadie*, 1990.
Pour l'honneur de mon prince... 1989. Prix France-Acadie, 1990.

En collaboration

avec Chris Reardon, J.J.B. Johnston, *Louisbourg : reflet d'une époque*,
Halifax (Nouvelle-Écosse), Nimbus Publishing, 1997;

avec R.W. Keyserlink, « L'Ordre de Malte aux origines de l'Amérique », *The Order of Malta : Past and Present = L'Ordre de Malte: passé et présent*,
Montréal, Association canadienne des Chevaliers de l'Ordre de Malte, 1978 ;

avec Auguste Vachon, catalogue raisonné de *An Exhibition of Armorial Silver from The Henry Birks Collection of Canadian Silver = Exposition d'argenterie armoriée de la Collection Henry Birks d'argenterie canadienne*,
Ottawa, Société héraldique du Canada ; Archives publiques du Canada, 1976.

L'éditeur désire remercier le Conseil des Arts du Canada et la Direction des arts du Nouveau-Brunswick de l'aide accordée à son programme de publication. L'éditeur reconnaît également l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition pour ses activités d'édition.

Table des matières

[Du même auteur](#)

[Présentation du livre](#) (description au verso du livre)

[Présentation de l'auteur](#) (description au verso du livre)

[Remerciements](#)

[Avant-propos](#)

[Table des photos](#)

Chapitre 1 [D'Arcadie en Acadie](#)

Chapitre 2 [De l'oncle au neveu](#)

Chapitre 3 [Partant pour la Syrie en passant par Sydney](#)

Chapitre 4 [Des Tuileries à l'Acadie](#)

Chapitre 5 [Les débris de ce peuple infortuné](#)

Chapitre 6 [Le prince Napoléon Jérôme](#)

Chapitre 7 [Des Murat acadiens ?](#)

[Épilogue](#)

[Annexe:](#) Lettre de Rameau de Saint-Père à l'empereur Napoléon III
pour la promotion de l'instruction en français des Acadiens
du sud-est du Nouveau-Brunswick

[Repères chronologiques](#)

[Bibliographie](#)

Table des photos

[Retour à la table des matières](#)

- [Carte 1](#) Nicolas Bellin, « **L'Isle de Terre-Neuve, l'Acadie ou la Nouvelle-Écosse, l'Isle de St-Jean et la partie orientale du Canada** » [c. 1780], dans Prévost d'Exil, Histoire générale de voyages.
- [Carte 2](#) **Canada atlantique.**
- [Photo 1](#) Napoléon III, empereur des Français. Collection de la Fondation Napoléon, Paris.
- [Photo 2](#) Le sculpteur Constantin Spourdos dans son atelier parisien après la restauration du buste de Napoléon III aimablement prêté à la Société du Monument Lefebvre (Memramcook, Nouveau-Brunswick) par les Services culturels de la Ville de Paris.
- [Photo 3](#) L'honorable John George Bourinot (1814-1884). Sénateur du Canada; agent consulaire honoraire de France à Sydney, Nouvelle-Écosse, en 1850; vice-consul honoraire de France de 1854 jusqu'à sa mort. Photo: Paul-Émile Miot. Collection Fernand-A.-Lévi, Archives nationales du Canada, PA-188216.
- [Photo 4](#) **Le commandant de Belvèze** (1801-1875). Photo reproduite dans Armand Yon, Le Canada français vu de France 1830-1914.
- [Photo 5](#) La Capricieuse. Archives nationales du Québec à Québec
- [Photo 6](#) **Le baron Gauldrée-Boilleau**, premier consul de France dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique. Archives du Séminaire de Québec. Photo reproduite dans Pierre Savard, Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914.
- [Photo 7](#) **Résidence de John George Bourinot**, vice-consul honoraire de France à Sydney, Cap-Breton (Nouvelle-Écosse). Toile de J. Rallier [ca 1850]. Collection de la University College of Cape Breton, Sydney, Nouvelle-Écosse

- [Photo 8](#) **Edme Rameau de Saint-Père** (1820-1899). Collection du Centre d'études acadiennes, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick
- [Photo 9](#) **Napoléon III, empereur des Français**. Atelier de Winterhalter. Réplique du portrait officiel peint en 1853.
- [Photo 10](#) **L'abbé Georges-Antoine Belcourt** (1803-1874). Collection du Prince Edward Island Public Archives and Records Office.
- [Photo 11](#) Vue aérienne du village de Saint-Alexis-de-Matapédia, au Québec
- [Photo 12](#) Vue aérienne du centre du **village de Saint-Paul-de-Kent**, au Nouveau-Brunswick
- [Photo 13](#) **La Banque des fermiers de Rustico**, fondée par l'abbé Belcourt. À l'étage se trouvait la salle abritant la bibliothèque et les instruments de musique achetés grâce aux libéralités de Napoléon III. Photo des collections du Musée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard, à Miscouche.
- [Photo 14](#) Pages d'un livre acheté par l'abbé Belcourt pour la bibliothèque de Rustico qui bénéficia des dons de l'empereur. Rustico Library Collection, Prince Edward Island Public Archives and Records Office.
- [Photo 15](#) Gravure de l'église Saint-Augustin de Rustico. Illustrated Historical Atlas of the Province of Prince Edward Island, sous la direction de C.R. Allen, Philadelphia (U.S.A.), J.H. Meacham & Co., 1880, p. 89. CEA, PA2-359.
- [Photo 16](#) **Israël J.-D. Landry** (1843-1910), instituteur à Rustico, Î.-P.-É., fondateur du premier journal acadien, Le Moniteur acadien. Collection J.E. (Ned) Belliveau, CEA, P10-A47.
- [Photo 17](#) **L'abbé Hubert Girroir** (1825-1884). Collection du Centre d'études acadiennes, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick
- [Photo 18](#) L'ancien couvent d'Arichat, au Cap-Breton, qui abrita à l'origine l'Académie des frères des Écoles chrétiennes, pour laquelle l'abbé Girroir sollicita un don de l'empereur Napoléon III. Photo du Beaton Institute Eachdraidh Archives, University College of Cape Breton.
- [Photo 19](#) **S. A. I. le prince Napoléon Jérôme** (1822-1891). Photo reproduite dans Armand Yon, Le Canada français vu de France 1830-1914.
- [Photo 20](#) **Maurice, baron Dudevant** (1823-1889), dit Maurice Sand, vers 1860. Photo reproduite dans Armand Yon, Le Canada français vu de France 1830-1914.
- [Photo 21](#) Le château de Saint-Père, à Adon (Loiret), résidence de Edme Rameau de Saint-Père. Photo MédiaSys, Paris.

Robert Pichette

NAPOLÉON III

L'ACADIE ET LE CANADA FRANÇAIS

Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1998, 222 pp.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Pichette, Robert, 1936
Napoléon III, l'Acadie et le Canada français

Comprend des références bibliographiques. ISBN 2-7600-0361-2

1. Napoléon III, empereur des Français, 1808-1873 - Et les Canadiens français. 2. France-Relations-Canada. 3. Canada-Relations-France. 4. Acadiens-Histoire-19e siècle. 5. Canadiens français-Québec (Province)-Histoire-19e siècle. I. Titre.

Illustration de la couverture Grand sceau de Napoléon III. Archives nationales de France.

Présentation du livre

Jaquette au verso

[Retour à la table des matières](#)

L'intérêt de l'empereur Napoléon III pour les anciennes colonies françaises d'Amérique du Nord l'amena à contribuer au développement social, éducatif et commercial de l'Acadie et du Québec du 19^e siècle. Sympathique aux requêtes d'Edme Rameau de Saint-Père, il fit notamment d'importants dons de livres et d'instruments scientifiques. Il dota l'Acadie et le Québec d'agences consulaires, facilitatrices d'échanges commerciaux avec la France. L'empereur contribua à la fondation de nouvelles communautés francophones, en finançant une partie de la migration d'Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard vers de nouvelles contrées ; il participa ainsi à la fondation des villages de Saint-Paul-de-Kent, au Nouveau-Brunswick, et de Saint-Alexis-de-Matapédia, au Québec. Soucieux de ne pas froisser les autorités britanniques par des gestes d'éclat, il finançait ses actions en puisant à même sa cassette personnelle, évitant ainsi de toucher aux fonds du trésor public. Cette procédure plutôt discrète constitue peut-être l'une des raisons pour lesquelles l'apport substantiel de ce Français au développement de l'Acadie et du Québec a été presque totalement oublié au fil des générations.

Présentation de l'auteur

Jaquette verso du livre

[Retour à la table des matières](#)

Robert Pichette a étudié cet aspect méconnu de la vie de Napoléon III, ajoutant ainsi à la publication de *L'Acadie par bonheur retrouvée: de Gaulle et l'Acadie* (1994) une autre page de l'histoire de la coopération France-Acadie-Québec. L'auteur a également écrit plusieurs articles sur le sujet, qui contribuent à une importante bibliographie en héraldique et en histoire.

Remerciements

[Retour à la table des matières](#)

Écrire un livre est un combat. La bataille serait plus pénible encore si un auteur ne pouvait compter sur des dévouements pour le conseiller, l'encourager, lui faciliter la tâche.

En tête de liste de ces dévouements, je dois placer mon ami Philippe Rossillon, président fondateur des Amitiés acadiennes et secrétaire général émérite de l'Union latine, qui a eu l'idée de ce livre et qui n'a eu de cesse qu'il soit écrit. Hélas ! Il ne le lira pas en ce monde puisqu'il est décédé subitement le 6 septembre 1997.

Mes vifs remerciements s'adressent aussi à des collaborateurs que j'ai souvent mis à contribution et qui m'ont généreusement prêté leurs connaissances et, tout aussi aimablement, leur temps malgré leurs occupations: M. Ronnie-Gilles LeBlanc du Centre d'études acadiennes de l'Université de Moncton, dont la patience angélique n'a d'égale que l'obligeance; le professeur André Maindron, ancien directeur de l'Institut d'études québécoises et acadiennes de l'Université de Poitiers, ami qui sait châtier, surtout le français; le révérend Maurice Léger, de Barachois, dont la bibliothèque d'Acadiana est sans pareille et qui me l'ouvre obligeamment et généreusement; M. Alain Boumier, de Paris, président de l'Académie du Second Empire, pour ses utiles

conseils; M. Richard Saillant, d'Ottawa, dont les recherches antérieures pour un autre livre m'ont été particulièrement utiles. S'y ajoutent deux excellents amis, parmi les meilleurs, Thérèse Léveillé et Serge Martin, de Moncton, génies de l'informatique, secourables en tout temps, dépanneurs émérites, de bon conseil, de bonne humeur, irremplaçables.

Le professeur Andrew G. Gann, directeur du Département de langues et littératures modernes de l'Université Mount Allison à Sackville, Nouveau-Brunswick, m'a fort courtoisement donné accès à un remarquable mémoire universitaire établi par M. Matthew J. West, de Riverview, Nouveau-Brunswick. L'analyse systématique et fort bien faite par Monsieur West du *Moniteur Universel* de 1855 à 1868 s'est révélée pour moi une source de première main. Que MM. Gann et West trouvent ici l'expression de ma reconnaissance.

Il me reste le très agréable devoir de remercier mes amis, Stuart et Valerie Smith, qui, une fois de plus, m'ont accueilli en leur maison de Prades en Roussillon pour que je puisse y écrire ce livre dans une oasis de calme. Devoir agréable, certes, mais mâtiné de mélancolie puisqu'il faut dire définitivement adieu à Prades ; à son gros bon saint Pierre en majesté dans son magnifique retable catalan; au Canigou drapé à son gré dans des voiles et des brumes aussi roses que le marbre des portails et des trottoirs de Prades, grises, bleues, ou blanches selon les caprices du soleil qui seul connaît les mystères des pics et des cimes du mont Sacré.

Il est bien vrai, pour moi et pour les Smith, qu'il n'y a plus de Pyrénées. Il me restera toujours de cette ville hospitalière et de cette splendide région, si particulière, où je me suis toujours cru chez moi, le regret de jours heureux parmi des gens de qualité.

Et finalement, je veux remercier Hélène Cadieux Johanny et Jacques Johanny qui ont bien voulu m'héberger tout fin seul dans leur auberge Chez Françoise, à Shédiac, en fin d'hiver, où j'ai pu terminer ce livre libre des contraintes urbaines du terrible quotidien.

Car dans la mort, il n'est plus personne qui se souviendra de vous: Qui vous glorifiera dans le séjour des morts 2 Psaume 6, verset 6.

En hommage à deux amis trop tôt disparus: Léger Comeau (1920-1996), prêtre, éducateur, patriote, le meilleur des honnêtes hommes, l'ami sûr et délicat ; Philippe Rossillon (1931-1997), Bayard sans peur de la francophonie, Acadien de cœur, bon, généreux, et incomparable ami qui fut l'instigateur de ce livre.

[Retour à la table des matières](#)

Napoléon III, empereur des Français.
Collection de la Fondation Napoléon, Paris.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 1](#).

[Retour à la table des matières](#)

Avant-propos

Il y a bien de la différence entre un livre
que fait un particulier,
et qu'il jette dans le peuple,
et un livre que fait lui-même un peuple.
On ne peut douter que le livre
soit aussi ancien que le peuple.
Pascal

[Retour à la table des matières](#)

Que Louis Napoléon, d'abord comme président de la République française, puis comme empereur des Français, se soit occupé du Canada et de l'Acadie a de quoi surprendre. Son intérêt actif pour les communautés acadiennes de la côte atlantique du Canada actuel, pour discret et feutré qu'il ait été, n'en a pas moins été efficace et survint à point nommé.

Ce qui restait du peuple acadien, décimé par la tragédie de la Déportation entreprise en 1755, cherchait à affirmer son identité française dans un territoire géographiquement partagé avec le conquérant et les immigrants venus à sa suite. Après les avanies du XVIII^e siècle, tout était à faire au XIX^e pour rétablir la dignité d'un peuple spolié par l'histoire, mais qui s'acharnait à maintenir les valeurs identitaires françaises contre vents et marées.

Pour les Acadiens, traumatisés par une déportation massive au point où cet événement est resté la référence de son histoire contemporaine, le XIX^e siècle

sera un siècle d'effervescence, de grands travaux *nationaux*, qui deviendront les bases d'une affirmation de la spécificité acadienne à l'intérieur d'un pays qui se forge. Ce qu'on a appelé la Renaissance acadienne correspond à la révolution industrielle en Europe comme en Amérique. Les règnes de Victoria et de Napoléon III sont des règnes modernes.

De la France de cette époque, Octave Aubry affirme sans ambages et sur évidence : « jamais sans doute le pays n'a eu d'années plus heureuses que le Second Empire. » Le sort des Acadiens, occupés à écrire leur livre en dépit d'obstacles quasi insurmontables et, de surcroît, dans un climat d'hostilité, ne pouvait manquer de susciter la sympathie de l'empereur.

La discrétion avec laquelle il entoura ses dons, tant au Québec qu'en Acadie, afin de ne pas provoquer de réactions négatives de l'Angleterre, a bien servi Canadiens français et Acadiens. Loin d'être un simple fait divers à peine mentionné par l'histoire, l'action de l'empereur dans les domaines de l'éducation, de l'immigration et du commerce, a été assez importante en Acadie pour qu'elle mérite une étude. Si importante qu'à elle seule, elle aurait suffi à faire de Napoléon III Louis *Napoléon le Grand* si Philippe Séquin, son plus récent biographe, ne s'était chargé de rétablir la réputation du second empereur des Français qualifié par Victor Hugo de *Napoléon le Petit*.

Il est bon et utile de rappeler en cette fin de siècle morose et corrosive, pour enrayer le danger de l'amnésie historique, l'apport étonnant de l'empereur, mal aimé des Français et méconnu des autres, à la Renaissance acadienne comme au développement prodigieux de ce que l'on a longtemps appelé *le fait français* au Québec. Ce n'est que justice, car cette contribution à l'essor d'un peuple, attaché avec ténacité aux valeurs pérennes de la France, fait mentir l'opiniâtre fausse légende d'un abandon par la France des anciens Français du Canada et de l'Acadie après qu'elle eût perdu ses anciennes colonies d'Amérique « pour causes d'épreuves européennes », disait pudiquement le général de Gaulle.

La contribution de l'empereur est l'une de ces pierres vives qui s'ajoutent à l'édifice si péniblement reconstruit au cours des siècles. Plus qu'une page de l'histoire canadienne-française et acadienne, elle est un chapitre essentiel de ce livre que continue d'écrire le peuple lui-même. Il est donc juste de restituer à l'empereur la place qui lui revient de droit dans l'histoire de l'Acadie et du Canada français.

Cette place, Napoléon III l'occupe parce qu'il a voulu, dès lors qu'il fut devenu président de la République, redonner à la France son rôle de puissance maritime et commerciale. Le hasard a fait le reste avec le concours de deux curés canadiens à poigne, les abbés Belcourt et Girroir, et d'un Français, disciple de l'économiste Le Play, Edme Rameau de Saint-Père, qui avait ses

petites et discrètes entrées aux Tuileries. C'est ainsi que l'empereur fut amené à prendre une part considérable à la fondation de deux paroisses canadiennes, Saint-Alexis-de-Matapédia, au Québec, et Saint-Paul-de-Kent, au Nouveau-Brunswick.

Ce devoir de mémoire envers un chef d'État trop mésestimé est dû à la volonté de feu mon ami Philippe Rossillon, secrétaire général émérite de l'Union latine, président fondateur de l'association française Les Amitiés acadiennes, docteur d'honneur de l'Université de Moncton. Celui qui fut le principal instigateur de l'intérêt que le général de Gaulle portait à l'Acadie, a souhaité que l'action de l'empereur en faveur du peuple acadien soit dépoussiérée et mise en valeur.

D'entrée en matière, disons ce que ce livre n'est pas: il n'est pas une biographie de l'empereur Napoléon III, ni des étonnants protagonistes acadiens et français, tels Rameau de Saint-Père et les abbés Girroir et Belcourt, ni non plus le récit détaillé au jour le jour des établissements de Saint-Alexis-de-Matapédia et de Saint-Paul-de-Kent. Il existe pour chacun de ces sujets d'excellents ouvrages recensés dans la bibliographie que j'ai voulue aussi complète que possible.

En revanche, je me suis attaché à démontrer l'influence qu'a exercée au Canada français et en Acadie le prince Louis Napoléon, d'abord en qualité de président de la République, puis comme empereur des Français. On aura la surprise de constater que Rameau de Saint-Père, qui fut une sorte *d'introducteur des ambassadeurs* de l'Acadie auprès de l'empereur, était loin d'être un bonapartiste !

Le long silence de l'oubli qui recouvre la mémoire de l'empereur, des abbés Belcourt et Girroir et, jusqu'à un certain point, de Rameau de Saint-Père, est enfin rompu depuis qu'un buste de Napoléon III a été placé dans l'une des salles du Monument Lefebvre à Memramcook, au Nouveau-Brunswick. Ce fut Philippe Rossillon qui se mit en tête de faire honorer la mémoire de l'empereur en Acadie. Rossillon avait été le *deus ex machina* de l'invitation faite par le général de Gaulle, en 1968, à quatre éminents Acadiens qu'il reçut officiellement comme mandataires du peuple acadien.

L'idée de commémorer les dons de l'empereur en Acadie lui était venue après avoir lu l'essai que j'avais rédigé sur cette visite mémorable qui marqua un tournant dans les relations internationales des Acadiens. À peine débarqué de l'avion, à Moncton, en 1994, où il était accueilli en ami par le professeur Roger Ouellette, alors président de la Société nationale de l'Acadie et énarque comme lui, et par moi-même, Rossillon décida que rien n'était plus urgent que d'aller visiter le village de Saint-Paul-de-Kent.

Saint-Paul est un paisible et coquet village situé non loin de Moncton. Aussitôt dit, aussitôt fait. Les enthousiasmes de Rossillon étaient subits autant qu'irrésistibles. Il faisait un temps splendide et, dans les rues du village, pas âme qui vive. On visita l'église sise en face de la petite école. Sur cette placette, Rossillon envisageait rien de moins que l'érection d'une statue équestre de Napoléon III. On sonna en vain au presbytère comme au couvent voisin. Enfin, c'est dans une maison de retraités que l'on obtint le nom d'un notable, M. Marcel Henri, qui s'intéressait à l'histoire de Saint-Paul.

L'accueil de M. Henri fut naturellement chaleureux. Rossillon se sentait parfaitement à l'aise, et notre hôte n'était pas le moins du monde perturbé par cette visite inopinée, ni même étonné par le projet que Rossillon inventait et développait au fil de la conversation.

La beauté des lieux, l'hospitalité courtoise avec laquelle il était reçu par un parfait étranger aussi racé qu'un duc et pair d'ancien régime avivait, si c'est possible, la verve de Rossillon qui jamais n'en manqua. Le projet prenait corps dans le salon, se développait dans la cuisine et prenait son essor dans la voiture sur le chemin du retour. Rossillon avait trouvé une autre cause digne de son intérêt. Tout le contraire d'un rêveur, il voulait passer immédiatement à l'action.

Il avait jugé providentiel que l'histoire de Saint-Paul ait été écrite par M. Euclide Daigle, l'un des quatre délégués reçus à l'Élysée par le général de Gaulle. Il fallut coûte que coûte lui trouver sur le champ un exemplaire de ce livre devenu rare depuis sa publication en 1983 pour marquer le centenaire de Saint-Paul¹. Nous eûmes de la chance auprès de M. Daigle lui-même. Rossillon distribua alors les tâches; il s'occuperait à Paris de dénicher la statue équestre de l'empereur - il devait bien s'en trouver une quelque part - et j'écirais d'office le livre que voici.

À l'époque, Jacques Chirac était maire de Paris, énarque comme Rossillon qu'il avait connu comme condisciple au lycée Carnot, à Paris, puis à Sciences po et ensuite à l'École nationale d'administration, et avec qui il était resté ami. Hélas ! les statues équestres de Napoléon III sont plutôt rares et, en y réfléchissant, Rossillon se rendit compte que la statue de l'empereur sur le tertre en face de l'église détonnerait incongrûment dans la paix bucolique de Saint-Paul. Il allait donc se rabattre sur un buste de l'empereur; il devait bien s'en trouver quelques-uns dans les caves ou les greniers de l'hôtel de ville de Paris. C'était oublier que la Commune était passée par là et que l'hôtel de ville de l'époque avait flambé.

¹ Le livre a été réédité depuis.

En dépit de cette difficulté historique, il trouverait son buste. Il le trouva en effet en sollicitant M. Jean Gautier et M. Daniel Imbert, respectivement directeur et conservateur des Affaires culturelles de la Ville de Paris. Ces messieurs dénichèrent un très beau buste en marbre, sculpté par Alexandre Lequien ¹ en 1868 et qui ornait, sous l'Empire, le Tribunal de commerce de Paris. Le buste lauréat, oublié depuis longtemps, avait grand besoin d'une cure de jouvence. Le sculpteur Constantin Spourdos procéda au nettoyage aux frais des Amitiés acadiennes. M. Spourdos dut restaurer l'une des célèbres moustaches impériales ainsi qu'une partie du socle.

Le sculpteur Constantin Spourdos dans son atelier parisien après la restauration du buste de Napoléon III aimablement prêté à la Société du Monument Lefebvre (Memramcook, Nouveau-Brunswick) par les Services culturels de la Ville de Paris.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 2](#).

Restait à trouver un lieu qui convint et à la dignité impériale et à sa sécurité. Rossillon, à Moncton pour recevoir un doctorat *honoris causa* en études acadiennes, se mit en tête que le buste impérial serait du plus bel effet dans la salle de lecture de la Bibliothèque Champlain du campus universitaire de Moncton. Je lui objectai que les moustaches impériales risquaient en cet endroit d'être sérieusement outragées par des étudiants peu enclins à respecter des monarques, morts ou vivants. Il songea au Centre d'études acadiennes situé dans le même édifice. Hélas! les locaux étaient beaucoup trop exigus et l'empereur, s'il s'y fût trouvé, se serait morfondu dans le silence studieux du Centre.

Je suggérai le Monument Lefebvre, ancienne salle académique de l'Université Saint-Joseph, fondée en 1864, précurseur à Memramcook de l'Université de Moncton. L'édifice, inauguré en juin 1896, a été nommé en l'honneur du fondateur de l'Université Saint-Joseph, le père Camille Lefebvre, c.s.c. Il avait été entièrement restauré par le gouvernement fédéral canadien et sa gestion avait été confiée à la Société du Monument Lefebvre, organisme à but non lucratif dirigé par un conseil formé de bénévoles. L'édifice, spacieux et, par un heureux hasard, construit dans le style du Second Empire, comprenait, en plus d'un superbe amphithéâtre, plusieurs salles qui servaient autrefois de laboratoires et de salles de cours, et qui aujourd'hui constituent un centre d'interprétation de l'odyssée acadienne depuis la Dispersion.

¹ Alexandre-Victor Lequien (1822-1905), sculpteur officiel de Napoléon III, qui fit au moins trois bustes connus de l'empereur.

Rossillon s'y fit conduire en trombe par le secrétaire général de la Société nationale de l'Acadie, René Légère, improvisé chauffeur de cet homme remuant et toujours en mouvement. Il visita les lieux en compagnie d'un fonctionnaire du ministère du Patrimoine canadien. Rossillon fut enchanté par les lieux et déclara séance tenante, juste avant de prendre un avion qui l'amenait Dieu sait où en mission pour l'Union latine, que l'empereur serait mieux apprécié par plus de visiteurs en ce lieu qu'ailleurs.

Le site se recommandait aussi du fait que l'abbé Belcourt est enterré dans une fosse presque anonyme dans le cimetière voisin et que Rameau de Saint-Père fut parmi les premiers bienfaiteurs du Collège Saint-Joseph lors de sa fondation. Qui plus est, le père Lefebvre, correspondant de Rameau, avait songé à s'adresser à l'empereur afin d'en obtenir un appui financier pour son institution et, de surcroît, il avait fait du ministère paroissial auprès des colons fondateurs de Saint-Paul.

Restait à terminer le livre et à faire expédier le buste. Mais rien n'est simple. Que d'échanges de téléphones et de télécopies entre Rossillon à Paris, et moi-même à Moncton ! La veille même de sa mort subite, Rossillon s'enquérât péremptoirement des progrès du livre. Convaincre la Société du Monument Lefebvre de signer une convention de dépôt avec les Affaires culturelles de la Ville de Paris ne fut pas difficile. Le président, M. Bertholet Charron, s'en chargea et la convention fut dûment signée et expédiée à Paris où elle devança de justesse une énième grève des postes canadiennes. Le buste reste la propriété de la Ville de Paris qui en confie le dépôt sans limite de temps à la Société du Monument Lefebvre.

Entre-temps, Philippe Rossillon mourut brusquement à Paris. M. Bernard Oswald, vice-président des Amitiés acadiennes, se chargea de l'expédition du buste de Napoléon III. C'est ainsi que de procédures administratives en procédures administratives, l'empereur, symboliquement, traversa l'Atlantique pour la seconde fois, mais cette fois en avion.

De nouvelles péripéties administratives attendaient le buste à Moncton. Aucun problème pour les douanes. Toutefois, les fonctionnaires devaient trancher la délicate question de la taxe de vente fédérale-provinciale, car une exemption pour une oeuvre d'art prêtée à un organisme sans but lucratif n'était pas prévue dans le complexe code qui régit l'application de la loi. Heureusement, les fonctionnaires préposés à la collecte de la taxe dite « harmonisée » furent d'une grande courtoisie et tout à fait coopératifs, aidés par le tact de Denis Laplante, secrétaire général adjoint de la Société nationale de l'Acadie, chargé des délicates tractations.

Enfin le buste impérial fut libéré et transporté sans autre cérémonie à Memramcook. Il y occupe depuis l'hiver 1998 une place d'honneur, qui lui

revient de droit puisque Napoléon III fut l'un des artisans actifs de l'odyssée acadienne.

La générosité de l'empereur était proverbiale. Philippe Séguin écrit:

Du cœur, Louis Napoléon en aura jusqu'à l'excès, au risque de desservir ses propres intérêts. Il aspirera, pathétiquement, à être aimé, comme sans doute il l'eût mérité, et du coup sera souvent enclin aux générosités les plus folles, aux concessions les plus extrêmes. Mais cela n'explique pas tout. Nombre de ses gestes resteront discrets, sans espoir de contrepartie ¹.

Désormais les gestes discrets de l'empereur en faveur de l'Acadie ont trouvé une honorable contrepartie.

¹ Philippe Séguin, *Louis Napoléon le Grand*, Paris, Grasset, 1990, p. 28.

Nicolas Bellin, « L'Isle de Terre-Neuve, l'Acadie ou la Nouvelle-Écosse, l'Isle de St-Jean et la partie orientale du Canada » [c. 1780], dans Prévost d'Exil, Histoire générale de voyages.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [carte 1](#).

[Retour à la table des matières](#)

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre 1

D'Arcadie en Acadie

La terre y est plantureuse pour rendre la gent
heureuse qui la voudra cultiver

Lescarbot

[Retour à la table des matières](#)

En 1828, Eugène, comte Ney ¹, débarquait à Halifax, capitale de la Nouvelle-Écosse, « la plus jolie ville qu'on puisse imaginer ² ». Le jeune homme de 23 ans, troisième fils du maréchal duc d'Elchingen et prince de la Moskowa, était en visite privée sur les côtes de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, colonies britanniques à l'époque, après avoir rendu visite à un ami, nouvellement nommé gouverneur de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ney apprécia l'accueil éminemment courtois que lui firent les autorités coloniales britanniques. Hôte du commandant en chef de l'escadre navale

¹ 1808-1845. Il fut chargé d'affaires de France au Brésil. Mort de la fièvre jaune. Son frère, Edgar Ney, duc d'Elchingen et prince de la Moskowa, fut grand veneur à la cour de Napoléon III.

² Eugène Ney, « Voyage à la Nouvelle-Écosse », *La Revue des deux mondes* (avril-juin 1831), pp. 390-409.

britannique d'Amérique et des Antilles, le vice-amiral sir Charles Ogle, il logea à l'amirauté de Halifax « où tout était fort somptueux ».

Le valet de pied en habit blanc et or, l'immensité du salon de réception de la Admiralty House « magnifiquement meublé », les hautes fenêtres drapées de rideaux de soie rouge et blanche, la belle voix de lady Ogle qui chantait magnifiquement, et en français, l'amenaient à constater que tout « y était fort différent de l'appartement du gouverneur de Saint-Pierre; le gouvernement anglais a été plus généreux que le nôtre », constatait-il avec une pointe d'amertume.

Durant son séjour, il fut témoin d'un incident aux relents d'alcôves royales : au cours d'un dîner, un valet remit à l'amiral un écrin contenant une parure et des bracelets. Les bijoux avaient été trouvés sur les rives du Cap-Breton - l'ancienne île Royale de la France - par un paysan qui les avait remis aux autorités locales. Sur l'écrin se lisait encore une dédicace : À Mme ... *de la part du duc de Clarence, à Québec.*

Si les éléments avaient effacé le nom de la dame, le donateur, lui, était bien connu. Le prince William Henry, duc de Clarence, était l'un des neuf enfants de George III. Entré dans la Marine britannique en 1779, le prince avait même commandé le *Pegassus* dans l'escadre d'Amérique et des Antilles, ce qui l'avait amené à Halifax et à Sydney, au Cap-Breton, en 1786, puis à Québec, en 1788. Surnommé Silly Billy, contre-amiral puis amiral de la flotte, ce bon vivant, trousseur de jupons invétéré et qui ne comptait plus ses bonnes fortunes dans tous les ports où il était descendu, avait dû garder un excellent souvenir d'une liaison à Québec où il se trouvait en 1827. On présuma, écrivait Ney, que la parure avait sombré à proximité du Cap-Breton, en route pour Québec. En 1830, le prince montait sur le trône de Grande-Bretagne sous le nom de Guillaume IV. Sept ans plus tard, sa nièce, Victoria, lui succédait.

Pour piquant qu'ait été cet épisode pour un jeune diplomate français, et en dépit de son anglophilie confortée par l'accueil fastueux qui lui avait été réservé, Eugène Ney allait faire durant son séjour en Nouvelle-Écosse une découverte qui le bouleversa. Ney avait appris qu'il se trouvait encore des Français en ancienne Acadie. Il n'eut de cesse de les rencontrer. Ce fut le juge Thomas Chandler Haliburton, auteur de *Sam Slick*, sympathique aux Acadiens, qui lui raconta leur histoire. Son informateur était bien choisi : Haliburton sera plus tard l'un des informateurs du poète Longfellow, ce qui permettra à celui-ci d'écrire le romantique poème épique *Évangeline*.

Ney visita Grand-Pré puis se rendit à la baie Sainte-Marie où les Acadiens s'étaient établis après la grande spoliation de 1755. Le récit du Grand Dérangement choqua profondément le fils du maréchal. En 1831, pour les lecteurs de *La Revue des deux mondes*, cet admirateur du parlementarisme anglais

écrivait: « On se demande, en lisant ces détails, si c'est bien un peuple civilisé qui a pu ainsi arracher une population entière à ses foyers, chasser des cultivateurs paisibles des champs fertiles que leurs ancêtres avaient conquis sur les forêts, qu'ils avaient défrichés et arrosés de leurs sueurs ¹. »

Si son histoire a été marquée d'une tragédie si énorme qu'elle en porte encore les traces, l'Acadie est née sous les meilleurs auspices. Elle doit son nom à un Florentin, Giovanni da Verrazzano, qui, frappé de la beauté de l'immense littoral de la côte atlantique de l'Amérique du Nord qu'il explorait pour le compte de François 1er, depuis Terre-Neuve jusqu'à la Floride, lui donna, en 1524, le nom bucolique d'Arcadie, d'après le poème *Arcadia*, de Iacopo Sannazaro.

Bien que le nom fut, très tôt, amputé d'un *r* - *Champlain* écrira indifféremment Acadie ou Arcadie - on préférera ce rattachement idyllique à la Renaissance plutôt que l'étonnante explication toponymique qu'en fit, en 1888, le romancier et essayiste Rémy de Gourmont qui écrivait dans un petit livre dont Rameau de Saint-Père avait été l'une des sources : « Ce mot, d'origine indienne, vient du mot *aquoddie*, sorte de morue, qui a donné l'anglais cod ² » !

Certes, la morue sera pendant des siècles la reine des Grands Bancs et de l'île Royale, mais les colons français qui viendront s'établir en Acadie seront avant tout de prodigieux agriculteurs plutôt que des pêcheurs. Ils s'établirent dans le territoire qui constitue aujourd'hui les trois provinces maritimes du Canada: la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, l'ancienne île Saint-Jean du Régime français.

Sa véritable histoire commence le 8 novembre 1603, lorsque Henri IV donna commission à Pierre du Gua, sieur de Monts, pour « la découverte & habitation des costes & contrées de Lacadie, tant pour la température des lieux, bonté des terres, commodité de la situation de ladite province, communication & amitié la encommencée avec aulcuns peuples qui se trouvent en icelle ».

Port-Royal, premier établissement permanent, fut fondé avant Québec, ce qui fera de l'Acadie la fille aînée de la France en Amérique du Nord. Richelieu s'intéressa activement et personnellement à son développement au point d'y établir sur sa cassette un séminaire pour les enfants des colons comme pour ceux des Amérindiens, et Théophraste Renaudot, propagandiste de Louis XIII

¹ Ibid., pp. 406-407.

² Rémy de Gourmont, *Les Français au Canada et en Acadie*, Paris, Firmin-Didot, 1888, p. 42, note, étymologie « Acadie ».

et du cardinal, signala dans sa *Gazette* le départ pour l'Acadie de 300 hommes qualifiés d'élite.

Très tôt, on chanta les charmes de cette nouvelle Acadie on s'extasia sur l'abondance de ses terres, de ses gibiers, de ses eaux. Marc Lescarbot, qui y vécut et qui en fut le premier historien, le premier poète, le premier metteur en scène, écrivit : « Le paradis terrestre n'eut sceu être plus agréable que ce séjour ¹. » Nicolas Denys, seigneur et gouverneur en ces lieux, parlait d'un pays de Cocagne. Un autre en fit « une terre de bénédiction » et Robert Challe, écrivain de la Marine intéressé dans une pêche sédentaire en Acadie, écrivit en 1708 : « Que de gens vont prendre ceci pour le royaume imaginaire de Don Quichotte. Ce n'est pourtant pas une plaisanterie ² ! »

Hélas ! l'incurie chronique de la métropole fera que l'Acadie sera prise, échangée, reprise, remise constamment entre 1604 et 1713 alors qu'elle sera cédée définitivement à l'Angleterre par le néfaste *traité d'Utrecht* qui fut, en quelque sorte, le signal lointain de la domination future du continent nord-américain par l'Angleterre. Entre ces deux dates, l'Acadie fut l'enjeu constant de la convoitise des provinces de la Nouvelle-Angleterre.

Les colonies n'eurent pas bonne presse au Siècle des lumières. Montesquieu n'a-t-il pas écrit dans *Les lettres persanes* : « L'effet ordinaire des colonies est d'affaiblir les pays d'où on les tire, sans peupler ceux où on les envoie. Il faut que les hommes restent où ils sont ³. » Colbert et ses successeurs ne pensaient pas autrement.

Les colons acadiens, aidés par une natalité phénoménale, apprirent à vivre en autarcie tant et si bien qu'ils développèrent assez tôt une indépendance de caractère qui les fit qualifier de républicains par un commandant effaré de leur propension à la liberté sous les feux couchants du Roi-Soleil.

Après 1713, suivirent 30 années Paisibles, ou presque, jusqu'à ce que l'occupant décide, en 1755, de chasser ces Français neutres pour donner leurs riches terres aux colons de la Nouvelle-Angleterre. Ce sera la Déportation, le Grand Dérangement, épisode historique qui traumatisera longtemps les générations acadiennes à venir.

L'événement, échelonné sur plusieurs années, vida l'Acadie de ses premiers habitants. Ils furent 18 000 à quitter des terres et un mode de vie séculaire. Montcalm, à Québec, dira que les Acadiens sont les « malheureuses

¹ Cité par Bernard Émont, « Les mythes édéniques dans les premières relations acadiennes », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. II, n° 2 (mai 1978), p. 49.

² Cité par Bernard Émont, op. cit., p. 51.

³ Lettre CXXI.

victimes de leur attachement pour la France ¹ ». C'est qu'ils avaient accepté un serment d'allégeance mitigé à la Couronne britannique, assorti d'une clause par laquelle ils déclaraient ne pas prendre les armes contre les Français ou contre leurs alliés, les Amérindiens.

Ils furent déportés en masse dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre et même du Sud, prisonniers en Angleterre, rapatriés au Poitou et en Bretagne, réfugiés au Québec, expédiés en Louisiane, à Saint-Domingue, en Guyane et même aux Malouines. En France, Louis XV leur accorda des pensions, et de grands seigneurs, comme le marquis de Pérusse des Cars, voulurent les établir sur leurs terres. Ce fut aussi le cas de Chateaubriand père qui en voulait pour Combourg. On les établit à Belle-Île-en-Mer, à Archigny au Poitou, d'autres habitèrent Nantes, mais, à vrai dire, ces républicains d'avant la République regretteront toujours leur éden d'outre-mer.

La République ne sera pas insensible à leur sort et maintiendra les pensions accordées par la monarchie, à la suite d'un décret adopté par l'Assemblée nationale, présidée par Dupont, le 21 février 1791. La République, cependant, ne fut pas toujours prompte à payer les pensions, et c'est à un Bonaparte qu'ils devront le règlement des arriérés. Le 17 Floréal de l'an X (le 7 mai 1802), Lucien Bonaparte ², frère de Napoléon, président du Tribunal, se fit leur éloquent défenseur. Ne disait-il pas devant ses collègues: « Rien n'est plus affreux comme la position de l'homme qui se trouve placé entre la prospérité passée et la prospérité à venir. Les colons réfugiés ressemblent à ces matelots qui longtemps battus par la tempête, découvrent enfin le port, objet de toutes leurs espérances ³. »

Le Tribunal ⁴ soutint la pétition des Acadiens auprès du gouvernement malgré les objections de Boissy d'Anglas qui, tout en appuyant « la proposition très humaine de notre collègue Bonaparte », préférerait que la question soit soumise à l'étude d'un comité plutôt qu'au gouvernement ! Pour les Acadiens, l'intervention de Lucien Bonaparte marqua le premier appui que divers membres de la famille leur accorderont, et le récit que publia Eugène Ney dans *La Revue des deux mondes* est la première mention en France de

¹ Cité par Guy Frégault et Marcel Trudel, *Histoire du Canada par les textes*, tome I : 1534-1854, Ottawa, Fides, 1963, p. 93.

² Lucien fut élu au conseil des Cinq-Cents sous le Directoire. Il en était le président lors du coup d'État du 19 Brumaire an VIII (9 novembre 1799) qui permit à Bonaparte de devenir premier consul. Par la suite, il sera ministre de l'Intérieur puis ambassadeur à Madrid. Brouillé avec Napoléon, il vécut à Rome où il avait d'excellentes relations avec le pape Pie VII, qui le créa prince de Canino.

³ Cité par Narcisse-Henri-Édouard Faucher de Saint-Maurice, *En route... sept jours dans les provinces Maritimes*, Québec, Imprimerie générale A. Côté, 1888, pp. 210-211.

⁴ Le Tribunal était une assemblée délibérante instituée par la Constitution de l'an VIII (1800), formé à l'origine de 100 membres nommés pour cinq ans par le Sénat. Les projets de lois lui étaient soumis par le premier consul après avis du Conseil d'État. Le Tribunal transmettait ses recommandations au Corps législatif.

l'existence oubliée d'un peuple qui avait été français et qui s'efforçait, avec une opiniâtreté acharnée, à le rester ¹.

Par le traité d'alliance entre la France et les nouveaux États-Unis entrés en rébellion contre l'Angleterre, en 1763, la France, sans peut-être s'en rendre compte, permit aux Acadiens de retourner dans leur ancien pays. Par l'article 13 du traité d'alliance, à la suite du *traité de Paris*, la France, oubliant que la perte de l'île Royale et du Canada était le fait des colons anglais nord-américains, renonçait « à jamais » à ses anciennes colonies reconnues comme appartenant à la Couronne de la Grande-Bretagne ².

Ils furent nombreux ceux qui, par nostalgie pour leur ancien pays rayé de la carte, voulurent y retourner. À partir de 1764, l'hypothèque de l'ancienne nationalité française des anciens « Français neutres » étant dorénavant levée, ceux de la Nouvelle-Angleterre, du Québec et de la France furent autorisés par l'Angleterre à revenir dans leur ancienne patrie, mais non sur leurs anciennes terres, spoliées et occupées comme de droit. Tout était à recommencer. Tout était à faire. Napoléon III fut l'un de ceux qui, à l'instar de son oncle Lucien, s'efforça d'amener les Acadiens trop longtemps battus par la tempête au « port objet de toutes leurs espérances ».

¹ La Revue des deux mondes, fondée en 1829, contribua puissamment à faire connaître le Canada en France. Jean-Jacques Ampère, fils du savant, lui-même membre de l'Académie française et professeur au Collège de France, y avait d'abord publié « Promenade en Amérique » à la suite d'un court séjour qu'il fit au Canada en 1851.

² Maurice Besson, Histoire des colonies françaises, Paris, Boivin, 1931, p. 170.

Chapitre 2

De l'oncle au neveu

When Satan saw his power advance,
And Frenchmen in his cause so hearty;
Resolv'd at once, he went in France,
And was received in *bona parte*.

*La Gazette de Québec, 1804*¹

[Retour à la table des matières](#)

L'épopée impériale ! Avant de parler du neveu², il convient de parler de l'oncle, car le souvenir napoléonien était bien vivace dans les colonies britanniques de l'Amérique du Nord avant que Louis Napoléon ne fût élu président de la République française, en 1848, avant le coup d'État de décembre 1850 et le rétablissement de l'Empire le 2 décembre 1852.

Halifax, capitale de la Nouvelle-Écosse, gardait en mémoire un souvenir encore frais des guerres du Premier Empire puisque la ville avait servi de prison à 700 militaires français, parmi lesquels le gouverneur du petit archipel

¹ Lorsque Satan vit son pouvoir augmenter / Et les Français à sa cause si dévoués / En France il résolut de suite d'aller / Où il fut reçu en *bona parté*.

² Charles Louis Napoléon Bonaparte naquit à Paris dans la nuit du 20 au 21 avril 1808, fils de Louis Bonaparte, roi de Hollande, frère de Napoléon 1er, et de Hortense de Beauharnais, fille de Josephine Tascher de Lacy, impératrice des Français, de son premier mari, le vicomte Alexandre de Beauharnais. Il existe plusieurs biographies de Napoléon III, mentionnées dans la bibliographie. La plus récente, qui donne de l'empereur un portrait sympathique, est celle de Philippe Séguin, *Louis Napoléon le Grand*, Grasset, 1990.

de Saint-Pierre-et-Miquelon, reliquat de l'ancien empire français d'Amérique. Incarcérés par l'amirauté britannique, ces malheureux ne recouvrèrent leur liberté qu'à la chute de Napoléon, en 1814.

La bataille d'Aboukir, en 1798, gagnée par l'amiral Nelson, fut saluée comme une glorieuse victoire. Par proclamation affichée aux portes des églises du Québec, le gouverneur général ordonna que le 10 janvier 1799 soit consacré comme journée d'action de grâces pour le succès des armes anglaises. Un mandement de l'évêque de Québec, Mgr Pierre Denaut, attribuait cette victoire à l'action de Dieu :

Le Dieu tout-puissant, qui tient dans sa main les destinées des Rois et des Empires, vient de donner encore des marques non équivoques de cette protection soutenue qu'il daigne accorder aux armes de notre gracieux souverain. Que de maux ne se préparaient pas à nous faire ressentir les formidables ennemis, contre lesquels nous avons à soutenir cette guerre si longue et si sanglante ? Sur combien de désastres n'aurions-nous pas eu à gémir s'ils eussent pu, comme ils le prétendaient, s'emparer des possessions éloignées de la mère patrie [lire l'Angleterre], ruiner son commerce, tarir la source de ses richesses, et diminuer par là les moyens qu'elle peut opposer à leurs vues d'agrandissement et de domination ? Et jusqu'à quel point aurait monté leur orgueil, si le succès eut couronné leurs desseins ambitieux ¹ ?

À l'époque, l'Angleterre n'avait pas de soutien plus loyal que le clergé catholique de l'ancienne Nouvelle-France, resté profondément royaliste, effrayé par les excès de la Révolution, dégoûté par les débordements du Directoire, et convaincu que seul un loyalisme sans faille à la Couronne britannique permettrait de maintenir les libertés culturelles catholiques, comme aussi les droits et libertés politiques.

Le gouverneur fut écouté au-delà de ses espérances. On célébra la victoire d'Aboukir de façon grandiose avec le *Te Deum* et le chant du *Domine salvum fac Regem*. On avait simplement changé de monarque. Le coadjuteur désigné de l'évêque de Québec, Mgr Joseph-Octave Plessis, alla encore plus loin dans son sermon en la cathédrale de Québec. Tout le mal était venu de la Révolution, « conquérante, sanguinaire, commencée par le feu, continuée par les massacres, que de têtes hélas en ont été les malheureuses victimes ² », tonnait le prélat.

Mais la nostalgie de la France d'autrefois persistait néanmoins. Il importait de la ménager dans la mémoire collective. Admirons comment le prélat se tira d'affaires aux dépens de l'astre naissant : « Tout ce qui affaiblit la France tend à l'éloigner de nous. Tout ce qui l'en éloigne assure nos vies, notre liberté,

¹ Cité par J.-Edmond Roy, « Napoléon au Canada », Mémoires de la Société royale du Canada, 3e série, section 1 (1910), pp. 72-73.

² Cité par J.-Edmond Roy, op. cit., p. 72.

notre repos, nos propriétés, notre culte, notre bonheur. Rendons-en au Dieu des victoires d'immortelles actions de grâces.¹ » Au verbe sonore des discours et des sermons officiels se greffèrent des chansons populaires chantées sur des airs à la mode.

Les nouvelles n'arrivaient pas vite à Québec à l'époque. La victoire d'Aboukir n'y fut connue que cinq mois après l'événement. Il n'y avait également qu'un seul journal, *La Gazette de Québec*, feuille officieuse du gouvernement, et les journaux de France étaient, naturellement, interdits. *La Gazette* avait donc beau jeu pour intoxiquer ses lecteurs et ne s'en fit pas faute. Napoléon eut mauvaise presse. Ses victoires étaient imputées à ses généraux et non à son génie. Les rumeurs les plus invraisemblables étaient publiées et, premier consul ou empereur, il était systématiquement qualifié d'usurpateur, de tigre, de monstre et, bien entendu, d'affreux Corse.

Aboukir ne fut rien en comparaison de la victoire de l'amiral Nelson à Trafalgar. Aussitôt la nouvelle connue, l'oligarchie marchande et politique montréalaise lança une souscription publique pour l'érection d'une statue de Nelson. C'est ainsi que, bien avant Londres, Montréal eut sa colonne Nelson².

On ignorait qu'un Québécois, Jacques Bedout, né à Québec en 1751, était devenu à la faveur de la Révolution, contre-amiral et qu'il s'était distingué, notamment en 1796. Retraité en 1816, il mourut à Bataillé, dans la Gironde, en 1818.

Au moment de la proclamation de l'Empire, *La Gazette* s'insurgea contre ce parvenu qui osait ceindre une couronne « sous le manteau spécieux d'un patriotisme républicain ». Que Napoléon fonde une dynastie répugnait particulièrement :

L'espérance d'établir une lignée d'empereurs ou de rois dans la famille des Bonaparte lui a fait commettre des crimes dont le souvenir troublera à jamais son repos. Vaine et trompeuse espérance! Le peuple français a vu trop longtemps d'un œil indifférent des cruautés horribles, mais le jour des rétributions approche ; et si la nation n'a pas renoncé à toute vertu héroïque, à tout sentiment d'honneur, ce dernier acte d'usurpation fera naître un esprit de justice vengeresse, qui précipitera le tyran de son trône, et écrasera sa puissance et sa gloire³.

On ne s'en tint pas qu'à des prophéties. Sans doute inspirée par des journaux d'Angleterre, *La Gazette* se surpassa en écrivant :

¹ Ibid., p. 75.

² Du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, d'où le général de Gaulle lança son retentissant « Vive le Québec libre ! », le général faisait face à la colonne Nelson.

³ *La Gazette de Québec*, 26 juillet 1804, cité par J.-Edmond Roy, op. cit., p. 83.

Un bel empire militaire, arbitraire et héréditaire, vient d'être formé sur les ruines de la République, en faveur d'un Corse et d'une Martiniquaise! Les débris de la Monarchie française sont devenus la proie d'une hyène du Golo, sous les auspices du législateur Curée. Une vieille Colombine, rebut de tous les Paillasses de la Révolution, est chargée du soin de l'hérédité de cette nouvelle dynastie, dans laquelle figurent déjà avec éclat, des pendus, des marqueurs de billard, des cardinaux, des musulmans, des princes romains, des danseuses d'opéra, des garçons d'écurie, des servantes de cabaret, des courtiers de galanterie, des voleurs, des sans-culottes amnistiés, des empoisonneurs, des étrangleurs ¹ [...]

Pour mieux stigmatiser le nouveau couple impérial, faisant flèche de tout bois, on emprunta à l'Antiquité : « Deux échappés de deux îles règnent aujourd'hui et sur la France et sur le Continent. L'auguste Napoléon et la *livide* Joséphine vont retracer les jours d'Auguste et de Livie ² ». Même Philippe Aubert de Gaspé, vieux seigneur de Saint-Jean-Port-Joli, très vieille France d'ancien régime, comparait Napoléon dans ses Mémoires à rien de moins que l'antéchrist ³.

On ignorait certainement que l'impératrice Joséphine avait d'importantes attaches *canadiennes* du fait de son premier mariage avec le général vicomte Alexandre de Beauharnais, qui avait pris part à la guerre d'Indépendance des États-Unis. Celui-ci était fils de François de Beauharnois (C'est la graphie utilisée par les membres de cette famille au Canada), marquis de la Ferté-Aurain, gouverneur de la Martinique et de la Guadeloupe. Il était lui-même fils de Claude de Beauharnois, sieur de Beaumont et de Villechauve, frère du lieutenant général Charles de La Boische, marquis de Beauharnois, gouverneur général de la Nouvelle-France de 1726 à 1747, dont le propre frère, François de La Boische de Beauharnois, avait été intendant de la Nouvelle-France de 1702 à 1704.

Une seigneurie située en face du lac Saint-Louis, au Québec, avait été concédée, en 1729, au gouverneur général marquis de Beauharnois. Elle passa à son frère, Claude, grand-père d'Alexandre. Sur son site s'élève aujourd'hui la ville de Beauharnois.

Cette courte expédition dans les méandres de la généalogie a une certaine importance ⁴. On sait que les enfants du premier mari de l'impératrice Joséphine, Eugène et Hortense, furent adoptés par l'empereur. Eugène, qui se couvrit de gloire à la Moskova et à la Berezina, fut vice-roi d'Italie et marié à

¹ Ibid., 23 août 1804, cité par J.-Edmond Roy, op. cit., p. 43.

² Ibid., p. 88.

³ Ibid., p. 89.

⁴ Pour une généalogie des Bonaparte, consulter Jean-Charles Volkmann, *Bien connaître les généalogies des rois de France*, Paris, Éditions Jean-Paul Gisserot, 1996, pp. 115-127, collection « Bien connaître ».

une fille du roi de Bavière. Hortense, mère de Napoléon III, mariée à Louis Bonaparte, frère de Napoléon, fut reine de Hollande; à la chute de l'Empire, elle fut titrée duchesse de Saint-Leu. Ce mariage, arrangé par Joséphine, fut l'un « des plus mauvais ménages de l'Histoire ¹ ». Napoléon III eut donc des ancêtres qui servirent la France avec distinction en Amérique et, particulièrement, au Canada ².

Lorsqu'un journal rédigé en français, *Le Canadien*, fut fondé, l'oligarchie anglaise soupçonna qu'il était subventionné secrètement par les agents de l'empereur. Or, selon le *Quebec Mercury*, il aurait été « impolitique d'encourager tout ce qui aurait pu avoir tendance à perpétuer un langage dans cette province qui devra, nécessairement, à chaque instant y faciliter les intrigues françaises, si on le tentait jamais ³. »

Pour couper court aux fictions alarmistes, il fallut que les Canadiens français fassent assaut de loyalisme et qu'ils se démarquent sans ambages du despotique Napoléon dont le règne, en l'ex-Nouvelle-France, n'aurait pas soutenu la comparaison avec les institutions des anciens rois de France, ni avec la liberté dont jouissaient dorénavant les Canadiens français. *Le Courrier de Québec*, affirmait donc que :

si le gouvernement de Buonaparte est despotique et continue de l'être, son règne ne pourra jamais faire l'objet de nos désirs. Or rien de plus clair ni de plus certain. L'histoire de sa vie l'atteste à chaque page, et quelles que soient les raisons des panégyristes rampants de l'esclavage, pour nous procurer les principes constitutionnels qui opposent un frein aux abus de son pouvoir, il n'en sera pas moins vrai de dire, qu'on ne connaît point de limites à la puissance de l'empereur des Français ⁴.

Survint un nouveau gouverneur, l'atrabilaire sir James Craig, militaire en fin de carrière, sans tact, et méprisant les Canadiens français qu'il ne chercha nullement à se concilier, bien au contraire. Soupçonneux de nature, convaincu par la cabale qui l'entourait que les Français du Canada ourdissaient un complot pour favoriser un débarquement des troupes françaises, l'irascible gouverneur fit part à Londres, en 1808, de ses craintes d'une descente de Napoléon au Canada. Craig était convaincu de l'imminence de « l'apparition des Français dans ces parages » pour la bonne raison que

¹ Duc de Castries, « Un des plus mauvais mariages de l'histoire: Hortense et Louis Bonaparte », *Historia*, n° 448 (mars 1984), p. 18.

² Après la chute de l'Empire, le prince Eugène fut titré duc de Leuchtenberg et prince d'Eichstätt. Deux de ses descendants, les ducs Constantin et Dimitri de Leuchtenberg, émigrèrent au Canada après la Seconde Guerre. Lire René le Clère, « Les Beauharnais, ducs de Leuchtenberg, de l'Europe à l'Amérique du Nord », *Souvenir Napoléonien* (section canadienne), bulletin no 12 (1979), p. 3-10.

³ *Quebec Mercury*, décembre 1806, cité par J.-Edmond Roy, op. cit., p. 100.

⁴ *Le Courrier de Québec*, 21 janvier 1807, cité par J.-Edmond Roy, op. cit., p. 103.

Bonaparte ne perd jamais de vue un objet sur lequel il a une fois fixé son attention. En saine politique, cette colonie devrait être l'objet de sa première tentative. Il y trouverait un climat sain, un pays rempli d'approvisionnements, une population amie qui lui fournirait au moins pour son armée de grandes ressources en hommes et une bonne base d'opération pour forcer les Américains à ses vues ¹.

Cependant, le gouverneur estimait que Napoléon, dans la crainte de perdre ses vaisseaux, dirigerait plutôt ses opérations du côté de la Floride ou de la Louisiane. Le général était plus à l'aise dans le domaine militaire qu'en politique ². Si convaincu était-il du danger, et si peu sûr de la loyauté des Canadiens français, qu'il revint à la charge auprès de son ministre, lord Castlereagh :

Dans le cas où nous aurions à combattre une armée française, nous n'avons pas de secours à attendre de cette province ; au contraire, il serait dangereux de mettre des armes entre les mains des habitants. Ils sont encore Français de cœur. Quoiqu'ils ne nient pas les avantages dont ils jouissent, cependant, il n'y aurait pas cinquante voix dissidentes si la proposition leur était faite de retourner sous la domination française. L'opinion générale, ici, parmi les Anglais, est qu'ils joindraient même les Américains si leur armée était commandée par un officier français ³ [...]

Peut-être avait-il raison quant aux dispositions du peuple canadien-français, car assurément, celui-ci était resté Français de cœur, mais, on l'a constaté, le clergé veillait au grain. Il n'empêche que quelques habitants de Saint-Constant, localité du comté de Napierville, non loin de Montréal, adressèrent, en mars 1805, un étonnant mémoire des « Habitants du Canada à Sa Majesté l'empereur Napoléon premier », le suppliant de reprendre l'ancienne colonie française ; acte isolé et sans importance, signé par quelques paysans illettrés ⁴. Il n'empêche qu'ils avaient du panache!

Le spectre de Napoléon conquérant, conjugué à sa francophobie viscérale, auxquels s'ajoutait sa paranoïa des conspirations hantaient sir lames à tel point que, pour subjuguier le parti canadien-français, il séquestra les presses du *Canadien* et mit arbitrairement en prison ses rédacteurs. Il s'en expliqua à lord Liverpool en prétextant que la foi catholique des Canadiens français « les rend ennemis secrets de l'Angleterre et les amis de la France, et même de Bonaparte, depuis le concordat avec Rome ».

¹ *Ibid.*, p. 107.

² La France céda la Louisiane à l'Espagne en 1763 par le traité de Paris qui reconnaissait également la perte du Canada. Napoléon, par le *traité de San Ildefonso*, força l'Espagne à rétrocéder la Louisiane à la France, en 1800. En 1803, Napoléon vendit la Louisiane aux États-Unis contre 15 millions de dollars, estimés à 80 millions de francs de l'époque.

³ Le Courrier de Québec, 21 janvier 1807, cité par J.-Edmond Roy, op. cit., p. 107.

⁴ *Ibid.*, pp. 116-117.

Après avoir décrit les Canadiens français en termes peu amènes - les classes laborieuses sont composées d'ignares crasses, ironiques, insolents et lâches ; la classe dirigeante d'avocats et de notaires sans principes -, le gouverneur concluait que tout ce beau monde devenait « d'autant plus audacieux que Bonaparte remporte de grands succès sur l'Europe ; et ils préméditent de rétablir le drapeau français en Canada ¹ ».

Craig était d'une mauvaise foi avérée, car *Le Canadien* publiait régulièrement de fort mauvaises rimes, tels le *Testament de Napoléon* et l'ode *À l'injuste dominateur de l'Europe* qui auraient dû rassurer le gouverneur. De plus, aucune subvention secrète n'aidait le journal. Les craintes de Craig n'étaient donc nullement justifiées, même si une dizaine de Canadiens français, et non des moindres, servaient dans l'armée impériale, notamment en Espagne et au Portugal.

Avec le temps, surtout après le *Concordat* comme l'avait compris Craig, l'hostilité envers l'empereur s'amenuisa. Il y eut à Montréal, en 1835, une société qui regroupait des Français et qui prit le nom de Société Napoléon. Sans doute s'agissait-il de nostalgiques du Premier Empire puisqu'on y célébrait la Saint-Napoléon le 15 août chaque année.

L'hostilité contre l'empereur finit par disparaître entièrement comme en témoigne la popularité du prénom Napoléon au Canada français, qui est bien davantage un hommage à l'oncle plutôt qu'au neveu. Louis-Joseph Papineau, seigneur de la Petite-Nation, sur la rive nord de la rivière Ottawa, avait donné, en 1854, le nom de Montebello à sa seigneurie héritée de son père, en hommage au deuxième duc de Montebello, fils du maréchal Lannes, duc de Montebello, qu'il avait connu à Paris lors de son exil après le soulèvement des Patriotes ².

Il y eut même une Québécoise qui devint duchesse de Bassano: Clara Symes, était la fille d'un marchand anglophone de Québec et d'une mère appartenant à la vieille bourgeoisie canadienne-française. Née à Québec en 1845, elle épousa en 1871, le vicomte de Bassano, fils de Napoléon-Hughes-Joseph Maret, deuxième duc de Bassano, chambellan de Napoléon III, ministre plénipotentiaire et sénateur de l'Empire.

Le vicomte succéda au titre ducal à la mort de son père (1898). Après la chute de l'Empire, il quitta la carrière diplomatique pour se consacrer au service de l'impératrice exilée en Angleterre. Il l'accompagna en Afrique du

¹ *Ibid.*, p. 108.

² La fille de Papineau, Marie-Azélie, épousa Napoléon Bourassa (1827-1916), homme de lettres et artiste qui fut le père d'Henri Bourassa, fondateur du Devoir. Napoléon Bourassa écrivit le premier roman « acadien », Jacques et Marie, en 1866.

Sud lorsque l'impératrice visita le lieu où son fils avait trouvé la mort aux mains des Zoulous.

Finalement, coïncidant avec l'affirmation politique croissante des Canadiens français, le plus important, c'était le raffermissement du lien privilégié avec la France. On parlerait de nos jours de francophonie. Les Canadiens français avaient, eux aussi, « une certaine idée de la France ». Napoléon III, ignorant sans doute ses attaches généalogiques et historiques avec le Canada, s'appliquera avec infiniment de doigté à renouer le lien relâché, pour ne pas dire inexistant depuis 1760 entre les Français du Canada et les Français de France.

Chapitre 3

Partant pour la Syrie en passant par Sydney

La guerre et le commerce ont civilisé le
monde. La guerre a fait son temps ; le commerce
poursuit aujourd'hui ses conquêtes.
Donnons-lui une nouvelle route.

Louis Napoléon (1844)

[Retour à la table des matières](#)

Napoléon III, passionné plus qu'aucun de ses prédécesseurs à la tête de l'État par les questions sociales et économiques, est incontestablement le père de la France moderne. Il avait soigneusement étudié les mécanismes et les ressorts de la révolution industrielle en Angleterre dont il admirait les institutions qu'il connaissait bien. Louis Napoléon a séjourné en Angleterre à cinq reprises entre 1831 et 1846. Il y fera, avec l'impératrice Eugénie, une visite officielle en 1855. Il s'y était fait un important réseau d'amis. Finalement, il y trouvera asile après la chute de l'Empire, en 1871, et il y mourra en 1873.

Philippe Séguin souligne avec justesse qu'il a prisé les institutions de l'Angleterre, « son organisation sociale, son mode de vie, il a été sensible à la cohésion de ce peuple autour de la couronne ¹ ». Il a été profondément marqué par ses expériences britanniques, et l'Angleterre « lui a permis de comprendre ce qu'était une grande nation moderne et de mesurer la complexité des phénomènes économiques et sociaux. il a aimé sincèrement ce pays, qui lui a beaucoup apporté et qui l'aura toujours dignement reçu ². »

Il faut nuancer, cependant; Louis Napoléon emprunta à l'Angleterre ce qui lui convenait et négligea le reste, comme le parlementarisme par exemple, et l'habitude des contrepouvoirs qui maintiennent l'équilibre. Il faudra attendre l'Empire libéral, en 1870, et qui ne durera que quelques mois, pour qu'un modèle anglais du parlementarisme soit adopté en France ³.

Louis Napoléon connaissait les ouvrages d'Owen, de Proudhon, de Say et d'Adam Smith et, surtout, il avait retenu l'enseignement économiste du comte Henri de Saint-Simon. Il s'autoproclamera socialiste. Prisonnier au fort de Ham, il sut mettre à profit sa captivité pour y élaborer un programme économique, social et politique. Ce sera, comme il le dit, son « Université de Ham ».

Un de ses livres, *Des idées napoléoniennes*, résume l'essentiel de sa future politique économique: « L'idée napoléonienne va vivifier l'agriculture; elle invente de nouveaux produits; elle emprunte aux pays étrangers les innovations qui peuvent lui servir. Elle aplanit les montagnes, traverse les fleuves, facilite les communications, et oblige les peuples à se donner la main. »

Dans son essai, *Louis Napoléon revisité*, Alain Minc souligne avec raison qu'il « est le premier chef de l'État à faire de la réussite économique l'ambition de son règne ⁴ ». Ce souci, ancien et constant, se marie fort bien à son concept de la grandeur de la France qu'illustreront à merveille les expositions internationales de 1855 et de 1867.

Au contraire de Napoléon 1er, son neveu préconisera que « L'Empire, c'est la paix », car les « grands hommes ont, par leurs guerres, mêlé les différentes races et laissé quelques-uns de ces impérissables monuments tels que l'aplanissement des montagnes, le percement des forêts, la canalisation des rivières, monuments qui, en facilitant les communications, tendent à rapprocher et à réunir les individus et les peuples. La guerre et le commerce ont civilisé le

¹ Philippe Séguin, *Louis Napoléon le Grand*, Paris, Grasset, 1990, p. 239.

² *Ibid.*, p. 74.

³ Avec cette différence de taille, cependant, que la Chambre des communes est encore à l'époque élue au suffrage censitaire tandis qu'en France l'Assemblée est élue au suffrage universel.

⁴ Alain Minc, *Louis Napoléon revisité*, Paris, Gallimard, 1997, p. 191.

monde. La guerre a fait son temps; le commerce poursuit aujourd'hui ses conquêtes. Donnons-lui une nouvelle route ¹. »

Louis Napoléon se situe dans la lignée directe du cardinal de Richelieu qui affirmait dans son *Testament politique* : « C'est un dire commun, mais véritable, qu'ainsi que les États augmentent souvent leur étendue par la guerre, ils s'enrichissent ordinairement dans la paix par le commerce ². » Cette nouvelle route n'exclurait pas l'Amérique où Louis Napoléon projetait d'établir des « comptoirs », estimant les « colonies onéreuses en temps de paix, désastreuses en temps de guerre ³ ».

Des comptoirs, la France en possédait déjà en Amérique du Nord : l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, premier territoire français libéré par la Marine de la France libre en 1941. La France avait aussi des droits de pêche sur le littoral ouest de Terre-Neuve, communément appelé le *French Shore*. Ces droits historiques existaient depuis le *traité d'Utrecht* et avaient été reconnus de nouveau par le *traité de Versailles*, en 1784. C'était tout ce qui restait des anciennes possessions historiques de la France en Amérique du Nord.

Or, Louis Napoléon, élu président de la République en 1848 ⁴, allait donner un formidable essor au commerce extérieur de la France, en créant un vaste réseau de consulats et d'agences consulaires partout dans le monde, d'autant plus que, depuis 1849, les colonies britanniques de l'Amérique du Nord avaient obtenu la liberté de commercer avec d'autres pays que la Grande-Bretagne et ses colonies. Le traité de commerce conclu en 1860 entre le gouvernement impérial et l'Angleterre, première amorce de libre-échange, favorisa grandement les ambitions commerciales de l'empereur.

Autre facteur, non négligeable qui seconda le dessein de Louis Napoléon; la guerre de Crimée, survenue en 1854, créa, pour un temps, une véritable entente cordiale entre la France et l'Angleterre ; entente qui, faute d'effacer la méfiance traditionnelle des Anglais envers la France, surtout aux colonies, s'amenuisa considérablement dans l'euphorie de l'alliance militaire des deux puissances. Napoléon III réussit à faire oublier Napoléon 1er, hôte involontaire de Sainte-Hélène.

¹ Cité par Louis Girard, *Napoléon III*, Paris, Fayard, 1986, p. 74.

² *Testament politique d'Armand du Plessis cardinal duc de Richelieu*, Paris, Bibliothèque de philosophie politique et juridique, Textes et documents, Centre de philosophie politique et juridique, 1985, p. 360.

³ Cité par Louis Girard, *op. cit.*, p. 66.

⁴ Le coup d'État eut lieu les 2, 3 et 4 décembre 1850. Le rétablissement de l'Empire survint le 2 décembre 1852.

Cette guerre, d'ailleurs, a laissé des séquelles permanentes au Canada, particulièrement dans les provinces Maritimes. C'est ainsi que plusieurs localités, fondées à cette époque, portent les noms des victoires criméennes. Au Nouveau-Brunswick, pas moins de quatre localités rappellent l'alliance franco-anglaise-turque contre la Russie : Alma, paroisse civile fondée en 1855, Inkerman, paroisse établie également en 1855, Malakoff, fondée vers 1866, et le hameau de Sébastopol dans le comté d'Albert. En Nouvelle-Écosse, une localité du comté de Pictou porte le toponyme d'Alma ¹.

La Marine française et les consulats furent les fers de lance de la politique commerciale et économique de Louis Napoléon dans les colonies qui composaient alors l'Amérique britannique du Nord: la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve, le Bas-Canada et le Haut-Canada, c'est-à-dire le Québec et l'Ontario. Leur complémentarité étayait un dessein conçu à Ham et devenu politique pragmatique dès le coup d'État qui donna au prince président les coudées franches pour appliquer sa politique.

Les stations navales, qui avaient mission de veiller aux intérêts nationaux, patrouillaient en permanence dans les diverses régions du monde. Ce réseau atteignit son apogée sous Napoléon III. Dans l'Atlantique-Nord, la station couvrait les Antilles, les côtes de Guyane et Cuba. La station de Terre-Neuve protégeait les pêches, mais elle patrouillait aussi à l'occasion sur les côtes américaines.

Elles avaient deux buts : faire respecter les intérêts de la France et l'honneur national, et recueillir des renseignements politiques et scientifiques. De volumineux rapports détaillant l'état politique et économique des pays étaient transmis au ministre tout comme des relevés hydrographiques, des renseignements ethnologiques ou des observations astronomiques. La station de Terre-Neuve, souvent commandée par des marins de grande envergure, joua longtemps ce double rôle et elle fut aussi un excellent motif pour déployer le tricolore dans les colonies britanniques côtières.

Quant aux agences consulaires, deux furent établies, dès 1850, l'une à Québec et l'autre à Sydney, en Nouvelle-Écosse. D'autres agences furent établies à Saint John's, Terre-Neuve, en 1854, à Miramichi et à Saint John, au Nouveau-Brunswick, en 1856, une autre à Charlottetown, capitale de l'Île-du-Prince-Édouard, en 1865, à la demande expresse des marchands. Celle de Halifax, envisagée en 1852, fut créée en 1854 avec comme titulaire le célèbre

¹ Par ailleurs, la ville d'Alma, au Québec, créée comme municipalité en 1912, n'a rien à voir avec la guerre de Crimée. Le nom provient de l'antienne latine de l'avent, *Alma Redemptoris Mater*.

armateur, négociant et banquier, sir Samuel Cunard, fondateur de la ligne de paquebots.

À Québec, l'agence consulaire, créée en même temps que celle de Sydney, fut confiée à un armateur originaire d'Irlande, Edward Ryan. Il resta en poste jusqu'en 1859 - année de Magenta et de Solferino - alors qu'un consulat général était établi. Ryan représentait également les intérêts des villes hanséatiques de Lubeck et de Hambourg. En 1855, son frère, l'honorable Thomas Ryan, conseiller législatif puis sénateur du Canada, homme d'affaires prospère et lieutenant-colonel de la milice, devint agent consulaire de France à Montréal.

Les premiers agents consulaires, tous sujets britanniques, relevaient de l'ambassadeur de France à Londres jusqu'à l'établissement du consulat général à Québec. Ils donnaient à la France « une vision plus sérieuse et plus concrète du Canada ; par eux elle y a des oreilles et des yeux mais se garde d'y vouloir une bouche ¹ ». Sans l'autorité d'un consul relevant de l'administration française, ces agents étaient « peu voyants, peu spectaculaires, mais ils peuvent discrètement, trop peut-être, accroître la connaissance de la France sur le Canada, sans jamais inquiéter les autorités anglaises ² ».

La création d'une agence consulaire à Sydney, ancienne capitale de la colonie britannique du Cap-Breton, rattachée à la Nouvelle-Écosse, montre l'étroite imbrication entre les intérêts de la station navale de Terre-Neuve et les impératifs commerciaux de la France sur la côte est de l'Atlantique. Le choix de Sydney comme une agence consulaire de la France s'imposait naturellement.

Port de mer vaste et protégé, la petite ville est située dans une région où les charbonnages abondent. Sa proximité de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Terre-Neuve pouvait admirablement servir de base de ravitaillement en denrées, eau et charbon pour les navires de la station navale de Terre-Neuve. Le dernier fait d'armes opposant la France à l'Angleterre dans les parages de Sydney avait eu lieu en 1781, lorsque La Pérouse, commandant une grosse frégate, livra avec succès, en vue du havre de Sydney, un combat naval contre quatre navires de guerre anglais nettement inférieurs.

Le choix du premier titulaire de l'agence consulaire fut également un choix heureux à plus d'un titre. Le capitaine de marine Thomas Ducos de la Grandière, commandant de la station navale, suggéra à Paris « qu'il serait utile que soit conféré à M. Bourinet [sic], notaire de cette ville, le titre gratuit d'agent consulaire » puisqu'il parlait français et que sa nomination faciliterait

¹ Jacques Portes, *La France, quelques Français et le Canada 1850-1870: relations politiques, commerciales et culturelles*, 1974, p. 41. Thèse de doctorat de 3^e cycle, Université de Paris.

² *Ibid.*, p. 42.

« le service des lettres et aide aux achats qu'ont à faire les marins français dans cette ville ¹ ». Ce qui fut fait.

En réalité, le titulaire de cette première agence consulaire s'appelait John Bourinot. Il était né en 1814 dans l'île anglo-normande de Jersey et s'était établi très jeune au Cap-Breton. Il n'était pas notaire mais juge de paix, surintendant du trafic maritime du port de Sydney, marchand et armateur. En 1859, Bourinot fut élu député de Sydney à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, à Halifax. Ce Jersiais avait fait ses études à Caen. Un journal de l'opposition disait de lui, en 1867, qu'il était si parfaitement bilingue qu'il parlait l'anglais avec un fort accent français. Initialement opposé à la Confédération canadienne, il s'y rallia au grand dam de l'opposition. Pour prix de son appui, Bourinot fut nommé par la reine Victoria au nouveau Sénat canadien. La France, en le désignant comme agent consulaire, s'était attaché un personnage aussi considérable qu'efficace. Il représenta superbement, et gratuitement, les intérêts de la France jusqu'à sa mort.

À peine nommé, Bourinot soumit à l'ambassadeur de France à Londres un long rapport portant sur les relations commerciales de la France et de ses colonies avec l'ancienne Acadie et le Canada ². Son enthousiasme fut si apprécié que le ministère des Affaires étrangères lui décerna, en 1854, un brevet de vice-consul honoraire en récompense de son zèle.

L'honorable John George Bourinot (1814-1884). Sénateur du Canada; agent consulaire honoraire de France à Sydney, Nouvelle-Écosse, en 1850; vice-consul honoraire de France de 1854 jusqu'à sa mort. Photo: Paul-Émile Miot. Collection Fernand-A.-Lévi, Archives nationales du Canada, PA-188216.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 3](#).

Ce zèle gratuit ne se démentit jamais, mais sans doute cet armateur et fournisseur de navires y trouva-t-il quand même son profit.

Est-ce à lui que l'empereur et l'impératrice durent de déguster, en 1862, des homards expédiés vivants par des marchands de la Nouvelle-Écosse qui cherchaient à mousser leurs exportations vers l'Europe, commencées en 1850 ?

¹ *Correspondance consulaire et commerciale, Londres, vol. 37, folio 124 ; vol. 39, folio 483*, Archives nationales de France, archives du ministère des Affaires étrangères.

² La correspondance consulaire et commerciale en provenance de Londres conservée aux Archives nationales de France comprend les volumes 10 à 48, de 1793 à 1858, et englobe les agences consulaires de Miramichi, de Halifax et de Sydney.

Mais ce sera grâce aux navires de la station navale de Terre-Neuve, toujours reçus officiellement dans les ports de Terre-Neuve, de Sydney et de Halifax, où non seulement ils se ravitaillaient, mais encore où ils assumaient une représentation quasi diplomatique, que la France renoua spectaculairement avec le Québec où, depuis la perte de la Nouvelle-France, en 1760, ratifiée par le *traité de Paris*, en 1763, aucun navire de guerre français n'avait paru.

La mission fut minutieusement préparée avec l'aval de la Grande-Bretagne. Ce fut un événement d'une très grande importance, pratique autant que symbolique, qui galvanisa le Canada français. Il survenait la même année où l'académicien Jean-Jacques Ampère, fils du grand savant, publiait dans *La Revue des deux mondes* son « Promenade en Amérique ».

La mission avait été confiée au capitaine de vaisseau Paul-Henry de Belvèze ¹, commandant la station navale de Terre-Neuve depuis le 8 janvier 1855, et réputé aussi bon diplomate que marin. « Me voilà exilé dans les régions hyperboréennes de la morue », écrivait Belvèze ².

La Capricieuse était, en 1855, une corvette portant 250 hommes d'équipage. La mission se rendit d'abord à Halifax pour participer aux manifestations traditionnelles en l'honneur de la fête de la reine Victoria, le 24 mai 1855. Belvèze nota que les célébrations de « l'alliance intime de la France et de l'Angleterre, la présence d'un bâtiment de guerre français sur cette rade ont donné à cette fête un caractère qu'elle n'avait jamais eu ³. »

Le commandant de Belvèze (1801-1875). Photo reproduite dans Armand Yon, *Le Canada français vu de France 1830-1914*.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 4](#).

Les commandants successifs de la station navale rencontraient toujours les autorités coloniales civiles et militaires des colonies visitées. Il y avait rencontres et entrevues, notamment avec le gouverneur et, parfois, l'évêque. La Saint-Napoléon, célébrée le 15 août, donnait lieu à des festivités solennelles.

¹ Né à Montauban en 1801, décédé à Toulon en 1875.

² Cité par Armand Yon, *Le Canada français vu de France (1830-1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, p. 28, collection « Vie des lettres québécoises ».

³ Cité par Jacques Portes, op. cit., pp. 81-82.

La mission était délicate de par sa nouveauté même. A tel point que le ministre de la Marine avait cru nécessaire de préciser dans ses instructions que « ce n'est pas sans une certaine hésitation que le gouvernement de l'Empereur a pris la résolution de faire apparaître le pavillon français dans ces contrées qui, à la suite d'une guerre malheureuse, ont cessé d'appartenir à la France ¹. »

La Capricieuse se mit en route pour Québec où elle mouilla le 13 juillet 1855. Elle y fut accueillie dans un enthousiasme populaire délirant. Même si le tricolore avait remplacé les royales fleurs de lis de l'ancien régime, l'émotion n'en fut pas moins intense. Dans le rapport de sa mission, Belvèze en a laissé un éloquent témoignage :

L'arrivée de *La Capricieuse* était connu d'avance et partout les populations accouraient à la côte la saluant de leurs hourras et de salves de mousqueterie ; le long de la magnifique île d'Orléans, malgré une pluie battante, les habitants, tous d'origine française, saluaient de l'intérieur des maisons ou bravaient le mauvais temps, en courant le long du rivage, pour suivre plus longtemps les mouvements de la corvette ².

Le gouvernement canadien avait envoyé à la rencontre de *La Capricieuse* le vaisseau *Admiral* sur lequel avaient pris place trois ministres pour accueillir dignement le capitaine de Belvèze. Depuis l'île Verte, dans le bas du fleuve Saint-Laurent, *La Capricieuse* fut remorquée par le steamer *Advance*. À Québec, la corvette salua de 21 coups de canons le *Union jack* au grand mât de la citadelle, salut aussitôt rendu.

La Capricieuse. Archives nationales du Québec à Québec

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 5](#).

Le lendemain, 14 juillet, une foule immense se pressait au quai de la Reine pour y accueillir officiellement, maire et son conseil en tête, Belvèze et son équipage. Après l'accueil, on se rendit à l'hôtel du gouvernement où, entouré du gouvernement et de l'état-major, le gouverneur général, sir Edmund Walker Head, reçut le commandant. Immédiatement après, celui-ci se rendait chez l'archevêque.

Le Moniteur universel, journal officiel du gouvernement français, dans un long compte rendu de l'arrivée à Québec de la mission du capitaine de Belvèze, précisait que le gouverneur général avait « reçu M. de Belvèze, non comme un simple capitaine de la marine impériale, mais comme le représen-

¹ Cité par Armand Yon, *op. cit.*, p. 28.

² *Le Canadien*, 27 août 1856, cité par Séraphin Marion, *Les lettres canadiennes d'autrefois*, tome V, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1947, p. 135.

tant de la grande puissance alliée de l'Angleterre ¹ », ajoutant que les troupes étaient sous les armes, toutes les autorités civiles et militaires réunies dans les salons du gouverneur et que « la population tout entière faisait cortège à la voiture qui transportait au palais l'état-major de *La Capricieuse* ». Après cette réception solennelle « Son Excellence a invité les officiers français à un grand dîner; et le jour suivant, à un bal où elle avait convié l'élite de la société de Québec ».

Belvèze et son état-major visitèrent Montréal, Ottawa, Toronto, les chutes du Niagara, inévitablement, et Trois-Rivières. *Le Moniteur universel* accorda une large couverture à la visite, en reproduisant des articles du *journal de Québec* et du *Daily News*. Il y est dit clairement que les déplacements du capitaine de Belvèze et de son état-major dans les principales villes du Canada avaient pour but de « s'y enquérir des diverses ressources commerciales qu'elles peuvent offrir ² ».

Le Moniteur, dans un long article daté de Québec, le 20 juillet 1855, précisait que la mission avait pour but de « renouer avec la colonie anglaise des relations commerciales longtemps interrompues ³ ». Cet aspect de la mission bien souligné n'empêcha nullement la tenue d'une cérémonie à caractère historique peu banale. Sur les plaines d'Abraham, site de la défaite de Montcalm, des ossements de soldats avaient été retrouvés. L'archevêque catholique les avaient fait enterrer décemment « sans distinction de drapeau ou de croyance ».

Depuis un bon moment, le gouvernement, qui avait déjà fait ériger un monument au marquis de Montcalm et au général Wolfe, envisageait d'honorer les morts « des deux armées, qui furent également braves, sinon également heureuses ». La pose de la première pierre du monument fut reportée jusqu'à l'arrivée de *La Capricieuse*. C'est ainsi que le commandant de Belvèze, son état-major, ses troupes « aux costumes pittoresques portant les armes de combats de mer », participèrent à la pose solennelle de la première pierre du monument dit Aux Braves, par le gouverneur général Head entouré de militaires britanniques et des « Hurons de Lorette en toilette de guerre ». Quelques années plus tard, Gobineau rappellera cette cérémonie inusitée.

Ce ne seront pas les seuls Autochtones que Belvèze rencontra. À l'époque, la visite de réserves amérindiennes était obligatoire pour tout voyageur au pays. Aussi, n'est-il pas surprenant que Belvèze ait visité le village iroquois de

¹ *Le Moniteur universel*, 8 août 1855, p. 917, cité par Matthew J. West, *The Official Image : Reporting on Canada in Le Moniteur universel, Organ of the Second Empire from 1855 to 1868, vol. II*, Sackville, Mount Allison University, p. 2.

² *Le Moniteur universel*, 8 août 1855, p. 875, cité par Matthew J. West, op. cit., vol. II, p. 1.

³ *Le Moniteur universel*, 19 août 1855, cité par Matthew J. West, vol. II, op. cit., p. 2.

Caughnawaga (aujourd'hui Kahnawake), non loin de Montréal. Il eut l'occasion de voir dans l'église de cette réserve, confiée depuis le Régime français aux prêtres de Saint-Sulpice, de riches ornements liturgiques offerts l'année précédente par l'impératrice.

Dans le registre habituel de l'époque, Belvèze ne manqua pas de noter que les habitants de Caughnawaga constituaient ce qu'il appelait « le dernier reste de ces tribus aborigènes qui furent alternativement pour nous de cruels ennemis et des alliés fidèles, et qui ont définitivement conservé dans leurs traditions un respect et un amour pour leurs pères *français* ¹ ».

Durant toute la durée de la mission, partout, ce ne furent que festins, banquets, bals, feux d'artifice, qui redoublèrent à Montréal, où le conseil municipal recevait très dignement les visiteurs au moment où l'on apprenait la chute de Redan, suivie peu après par celle de Sébastopol. Le 2 août, 10 000 personnes acclamaient la mission Belvèze sur le Champ-de-Mars.

À Ottawa, qui était en passe de devenir la capitale du Canada uni, la réception fut somptueuse. Maire anglophone en tête, avec le juge du comté et le shérif à sa suite, l'entourage du capitaine de Belvèze fut amené sur la colline où se dressent aujourd'hui les édifices du Parlement. Ils y furent salués de 19 coups de canon. Belvèze dut prendre place sur une sorte de trône sous un dais d'où on le harangua, en français et en anglais. Dans sa réponse, Belvèze ne manqua pas de souligner l'alliance anglo-française en Crimée et la bonne entente qui régnait entre l'empereur et la reine Victoria.

Sa mission accomplie, et brillamment, *La Capricieuse* quitta Québec le 25 août pour retourner à Terre-Neuve. Cette parade triomphale du tricolore français inspira un poète canadien, Octave Crémazie ². Son célèbre poème, *Le vieux soldat canadien*, fut longtemps appris par cœur par des générations d'écoliers canadiens. Au départ de la mission Belvèze, Crémazie, qui devait mourir en exil volontaire en France à la suite d'une banqueroute non frauduleuse, y alla d'un autre poème dans lequel il exprime son regret, très certainement partagé par l'ensemble de la population française du Canada, du départ de cette mission sans précédent. Si le souffle poétique laisse à désirer, le sentiment, lui, est parfaitement authentique :

Adieu, noble drapeau! Te verrons-nous encore
Déployant au soleil ta splendeur tricolore ?
Emportant avec toi nos vœux et notre amour,
Tu vas encore sous d'autres cieux promener ta puissance.
Ah ! du moins, en partant, laissez-nous l'espérance

¹ Le Moniteur universel, 1856, p. 78, cité par Matthew J. West, op. cit., vol. II, p. 8.

² Né à Québec en 1827, décédé au Havre en 1879. Durant l'occupation de Paris, il rédigea un journal du siège de Paris dans lequel il manifeste sa sympathie pour Napoléon III.

De pouvoir, ô Français, chanter votre retour ¹.

En 1955, les postes françaises émirent un timbre de 30 francs pour commémorer le centenaire de la mission Belvèze.

C'est indéniablement à Napoléon III, profitant d'une situation exceptionnelle, que l'on doit, au Canada, et surtout au Québec comme en Acadie, ce renouveau de ferveur pour la France. À telle enseigne que le tricolore, avant d'être supplanté par le drapeau fleurdelisé du Québec, fut considéré, au XIXe siècle, comme le drapeau national du Québec, en dépit de ses origines révolutionnaires.

Les Acadiens, soucieux de se démarquer et d'affirmer leur propre identité depuis 1871, adoptèrent en congrès, en 1884, le tricolore frappé d'une étoile d'or, symbole d'espérance, comme leur drapeau national. Le tricolore, grâce aux vaisseaux de la station navale de Terre-Neuve, leur était familier depuis longtemps.

Le succès foudroyant de la mission Belvèze - de très larges extraits de son rapport officiel furent publiés dans le journal officiel de l'Empire, *Le Moniteur universel* - eut comme résultat concret le remplacement d'une simple agence consulaire par un consulat général en Amérique britannique du Nord avec résidence et chancellerie à Québec. Dans son rapport au ministre, en date du 1er novembre 1855, Belvèze plaidait avec insistance pour l'établissement d'un consulat, employant avec habileté l'argument moral autant que l'argument commercial. Après avoir constaté que l'éducation se donnait en français au Bas-Canada et flairé la possibilité d'une éventuelle fédération des colonies britanniques, le commandant de Belvèze écrivait:

s'il peut y avoir dans l'avenir un intérêt moral et politique à ne pas laisser s'anglifier complètement le Bas-Canada, qui est une des grandes portes du continent américain, l'établissement du Consulat et de l'intercourse sont leurs objets d'une importance majeure, et, si l'Amérique britannique devenait une fédération indépendante ou faisait la faute de s'annexer au grand corps hybride des États-Unis, la France aurait dans son représentant et dans les relations commerciales qu'elle se serait créées, des moyens de ne pas laisser tout à fait disparaître sa nationalité ².

Belvèze ajoutait: « Il est donc essentiel d'établir immédiatement ce consulat. » Il prévoyait que la tâche du premier titulaire du poste serait difficile au début, mais, avec le temps, celui-ci pourrait étendre son influence et son action dans les autres provinces, colonies autonomes dont les intérêts étaient « assez divergents, et où la grande Bretagne établit comme à plaisir des

¹ « Envoi aux marins de La Capricieuse », cité par Séraphin Marion, op. cit., p. 204.

² Archives nationales du Canada, Division des manuscrits, MG 24, F 42, pp. 69-70.

indépendances politiques à peine reliées par la soumission fictive des lieutenants-gouverneurs au gouverneur général du Canada ¹ ».

Bien que la France ait été représentée par trois agents consulaires, tous étrangers, à Québec, à Halifax depuis l'année précédente note Belvèze, et à Sydney, c'était trop peu pour un aussi vaste pays. Aussi arguait-il du fait que le commerce français « en se développant exigera un bien plus grand nombre d'agents et une direction supérieure qui les guide et les soutienne ² ». Mais il n'y avait pas que le commerce qui devait intéresser la France au Canada ; les valeurs culturelles spécifiquement françaises devaient y être représentées. Le consulat général de France, dans l'esprit de Belvèze, ne traiterait pas uniquement d'affaires, mais serait un salon français où l'on entretiendrait le culte des arts, des lettres et des belles et bonnes choses qui faisaient le renom de la France.

Par ailleurs, en 1853, des Français établis au Canada avaient fait la promotion de l'établissement d'un consulat. L'un d'eux, J.-Guillaume Barthe, écrivait alors: « Les Français qui habitent Montréal sont si convaincus de l'heureuse ressource qu'offre leur patrie d'adoption à leurs compatriotes, qu'ils viennent d'y conférer sérieusement, dans une assemblée des leurs, sur la convenance plus que jamais opportune pour la France d'établir les liens d'amitiés entre les deux pays en établissant des relations intellectuelles et commerciales plus étroites entre eux ³. »

C'était aussi le vœu du gouvernement du Canada-Uni qui avait été représenté à l'exposition universelle de 1855 sur l'initiative du *Board of Trade* de Londres. Il y avait fait très bonne figure. Seul parmi les colonies britanniques, le Canada avait décroché l'une des cinq grandes médailles d'honneur. De plus, comme *Le Moniteur universel* se plaisait à le rapporter quelques années plus tard :

« sur dix-sept récompenses diverses obtenues par huit villes du Canada pour l'industrie agricole, sept reviennent à Montréal; enfin sur les quatre-vingt-onze récompenses de tous genres obtenues par une vingtaine de villes du Canada pour toutes les industries de la colonie figurant à l'exposition universelle de Paris, la ville de Montréal, à elle seule, en revendique quarante-six ⁴ ».

¹ *Ibid.*, p. 70.

² *Ibid.*, p. 71.

³ *Le Canada reconquis par la France*, Paris, 1855, p. 292, cité par Francis-J. Audet, « Les représentants de la France au XIX^e siècle », *Les Cahiers des Dix*, n° 4 (1939), p. 202.

⁴ *Le Moniteur universel*, 1860, p. 1119, cité par Matthew J. West, op. cit., vol. II, p. 21.

Cette première et triomphale apparition du Canada-Uni sur la scène européenne, et particulièrement en France, ne contribua pas peu à faire redécouvrir en quelque sorte une ancienne colonie fort oubliée ¹.

En février 1856, le commissaire des terres de la Couronne du Canada, Joseph Cauchon, recommandait à ses collègues du ministère qu'une démarche soit faite auprès de la métropole pour que la France soit autorisée à établir un consulat général. Pour ne pas perdre les fruits de l'exposition universelle, le ministre avançait les raisons suivantes :

L'Exposition de Paris a montré le développement du commerce avec la France. La mission spéciale de M. de Belvèze a trouvé que le moment était propice au développement des relations commerciales entre les deux pays. Plusieurs maisons de commerce de France et du Canada demandent l'extension du commerce, surtout celui des bois du Canada et des manufactures de Paris. Il faut supprimer les obstacles et les restrictions. L'ambassadeur de France à Londres est trop loin. Il faudrait ici un consul général au fait des affaires et qui serait en mesure d'aider au commerce ².

Le gouvernement anglais se rendit aux raisons du gouvernement canadien, ce qui permit au gouvernement de l'empereur de créer un consulat à Québec. Le comte Waleski, ministre des Affaires étrangères, qualifiait le nouveau poste de « très important pour nos intérêts commerciaux et maritimes ³ ». Henri-Philippe Gauldrée-Boilleau, jusque-là en poste à Washington, en fut le premier titulaire ⁴. Heureuse coïncidence, le nouveau consul, fils d'un général de division, comptait dans sa généalogie paternelle un ancêtre qui avait servi dans les troupes du chevalier de Lévis à la bataille de Sainte-Foy, dernier fait d'armes de la France au Canada.

Gauldrée-Boilleau arriva à Québec avec sa famille en septembre 1859. *La Minerve*, journal de Montréal, donna le ton en l'accueillant dans tout le pays

qui fut autrefois la Nouvelle-France, pays où ils retrouveront un peuple de compatriotes dans le cœur duquel le temps et les événements n'ont effacé ni les

¹ Le commandant de Belvèze (1801-1875) ne profita pas beaucoup du succès de sa mission. En dépit des félicitations officielles, ce marin marié à Louise Émériau, fille d'un amiral, n'obtint pas la promotion au rang de contre-amiral auquel il aspirait. En 1861, âgé de 60 ans, il fut admis à la retraite. Bien que l'on ait spéculé quant aux causes de cette disgrâce apparente, alléguant sans d'une preuve que Belvèze aurait été blâmé pour ne s'être pas cantonné strictement au caractère commercial officiel de sa mission, il n'existe aucun document dans son dossier, selon Savard, indiquant la ou les causes de cette mise à l'écart dont Belvèze ressentit cruellement l'injustice. Il se retira à Toulon où il accueillait avec plaisir des Canadiens qui lui rendaient visite.

² Cité par Francis-J. Audet, op. cit., p. 207.

³ Cité par Pierre Savard, *Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, p. 14, collection « Les Cahiers de l'Institut d'histoire ».

⁴ Le premier consul général désigné, M. Blancheton, consul de France à Bahia, au Brésil, mourut à Paris avant de prendre son poste à Québec.

souvenirs d'une noble origine ni les affections qui naissent d'une communauté de croyances, de langage et d'aspirations ¹.

Il ne s'agissait pas de vaines paroles ou de vœux romantiques puisqu'on retrouve le même sentiment exprimé dans les colonnes du *Moniteur universel* dans une longue et minutieuse étude du commerce du et vers le Canada, entreprise par les très sérieuses *Annales du commerce*. On y lit en effet:

Les produits de nos manufactures auraient surtout de l'écoulement dans le Bas-Canada, où les souvenirs de l'ancienne mère patrie sont encore assez vivants pour qu'un objet venant de France obtienne, à égalité de prix et de qualité, une préférence marquée sur l'article similaire anglais ou américain.

Le baron Gauldrée-Boilleau, premier consul de France dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique. Archives du Séminaire de Québec. Photo reproduite dans Pierre Savard, *Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 6](#).

L'étude, très fouillée et précise, accompagnée de tables de comparaisons, concluait:

Cependant notre marine marchande n'aurait, en été, que peu de concurrence à redouter dans les eaux du Saint-Laurent, et tout fait présumer que si elle y venait dans des conditions qui ne fussent point trop chères, elle y trouverait des bénéfices. Peut-être parviendrait-elle à combiner le commerce du Canada avec celui des Antilles, où les bois, les farines, les viandes salées et le poisson fumé sont très recherchés. Dans ce cas, elle aurait encore plus de garantie de succès ².

C'était prôner, sans le savoir sans doute, un aspect de la politique commerciale de la France du XVIII^e siècle, qui avait fait de Louisbourg non seulement une ville citadelle, gardienne du golfe Saint-Laurent, mais encore et surtout la plaque tournante et l'entrepôt du commerce triangulaire entre la France, le Québec et les Antilles.

Dans un climat aussi cordial, la réception du nouveau consul à Québec se fit en grande pompe comme ne manqua pas de le rapporter *Le Moniteur universel*. Le maire offrit un banquet au nouveau consul accompagné de son chancelier, M. Feer, à l'hôtel Clarendon, où il avait convié tous les anciens maires de Québec et tous les journalistes. Ce fut une ahurissante noria de

¹ Cité par Francis-J. Audet, op. cit., p. 207.

² *Le Moniteur universel*, 1861, p. 87, cité par Matthew J. West, op. cit., vol. II, p. 23.

toasts, dont celui du consul qui profita de l'occasion pour faire des vœux pour le succès de sa mission.

Il réussit si bien que, trois ans plus tard, le consulat sera érigé en consulat général. Quelques mois à peine après son arrivée à Québec, Gauldrée-Boilleau fut créé officier de la Légion d'honneur par décret de l'empereur.

Le nouveau consul général semble avoir été un homme tout à fait remarquable si l'on en juge par les *satisfecit* qu'en donnèrent Maurice Sand et le prince Napoléon Jérôme lors de la visite que fit le prince au Canada, en 1861, et qui fait l'objet d'un chapitre séparé.

L'ancien ingénieur des mines, sorti second de l'École polytechnique, apparut au prince comme « homme d'une grande instruction générale et spéciale, agent tout à fait remarquable; il a été aux Indes pendant deux ans, fait beaucoup, parle bien quand on l'interroge, mais ne laisse pas bien deviner ses opinions ni son caractère ¹ ». Qualités essentielles d'un bon diplomate, assurément. Toutefois, le prince, toujours à sa manie anticléricale, le trouva « un peu cléricale ou plutôt religieux » ; heureuse distinction !

Selon le prince, Gauldrée-Boilleau habitait une jolie maison. Par lui, on sait que sa femme, Susan, était la fille d'un sénateur américain, Thomas Hart Benton, et que sa sœur, Jessie, était mariée au général John Charles Fremont que le prince avait déjà rencontré à Saint-Louis, ou Missouri ². Toujours à sa marotte anticléricale, le prince, tout en trouvant le consul général très instruit, ne put s'empêcher d'ajouter que sa femme s'était « faite catholique, est très fervente, a une grande influence et dirige son mari tout à fait ³ ».

Maurice Sand, lui, sans s'enfermer dans des questions de religion, trace un portrait du consul général qui rejoint celui du prince. Le fils de George fut « très frappé par les mérites de l'homme : esprit avancé et solide, intelligence nette et généreuse, cela se voit tout de suite. Ajoute aux qualités morales une instruction très étendue et une clarté remarquable dans l'expression ⁴. » À

¹ Prince Jérôme Napoléon, « Voyage du prince Napoléon aux États-Unis », La Revue de Paris (1er octobre 1933), p. 579.

² Fremont était le fils d'un Français de la Caroline du Sud et d'une mère américaine de la Virginie. Aventurier extraordinaire, il avait exploré le For West, avait été, en 1856, candidat républicain antiesclavagiste à la présidence des États-Unis, gouverneur puis sénateur de la Californie. Au moment où le prince Napoléon Jérôme le rencontra, il était général de division dans l'armée du Nord, avec quartier général à Saint-Louis, au Missouri.

³ Prince Napoléon Jérôme, « Voyage du prince Napoléon aux États-Unis », p. 582. L'abbé Henri-Raymond Casgrain décrit la baronne sans complaisance comme étant un esprit étroit, bas-bleu et « l'épreuve de son mari ». Cité par Pierre Savard, op. cit., p. 16, note 13.

⁴ Maurice Sand, Six mille lieues à toute vapeur, préface de George Sand, Paris, Michel Lévy, 1862, p. 195.

l'évidence, le consul général de France répondait exactement aux qualités évoquées par *La Minerve*. C'est par lui que transiteront les fonds envoyés par l'empereur pour les diverses fondations qu'il assistera au Canada et en Acadie.

Sa carrière, si brillante, prit fin tragiquement. Nommé consul général de France à New York, en 1863, il se rendit à Paris durant l'hiver 1868-1869 pour s'occuper des affaires de la compagnie *Memphis, El Paso and Pacific Railroad* dont son beau-frère, le général Fremont, chevalier d'industrie de haut panache, était l'un des principaux actionnaires. La société ferroviaire fit une faillite scandaleuse. Le baron ¹ fut accusé d'avoir touché illégalement une commission de 150 000 dollars. Il fut incarcéré à la Conciergerie en 1873. Cependant, en 1875, un tribunal américain le déchargeait de toute imputation dans l'affaire. Relaxé, Gauldrée-Boilleau s'exila à Pise.

Durant son séjour au Canada, ce disciple de Le Play avait pris de copieuses notes sur une famille paysanne du village de Saint-Irénée de Charlevoix. Durant son incarcération, semble-t-il, il rédigea une étude sociographique à partir de ses notes. La revue *Les Ouvriers des deux mondes* publia son étude en 1875. Savard la qualifie de « premier monument de la sociographie canadienne ² ».

La France était donc fort bien représentée en Amérique du Nord. À Sydney, Bourinot ne manquait pas de projets. Il appuyait avec enthousiasme une proposition que Belvèze adressait à son gouvernement. Il s'agissait de transformer Saint-Pierre-et-Miquelon en plaque tournante du commerce entre la France et les colonies britanniques. Le minuscule archipel ne servait qu'à la pêche sédentaire, au contraire du French Shore de Terre-Neuve où les Français ne pouvaient s'installer en permanence.

Belvèze estimait que les produits de France auraient pu facilement concurrencer les produits d'Angleterre au Canada. Saint-Pierre aurait servi d'escale aux navires marchands. La chose lui paraissait d'autant plus facile que les navires de pêche y arrivaient chargés partiellement de sel et qu'ils étaient inactifs en attendant, chargés de morue, le voyage de retour. Belvèze estimait donc que si chacun de ces navires

avait complété son chargement avec des marchandises destinées aux marchés de l'Amérique du Nord et entreposées dans les magasins de Saint-Pierre, si ces mêmes magasins étaient en outre immédiatement approvisionnés de produits assortis, rien ne serait plus facile que de faire écouler ces produits dans les ports de la Nouvelle-Écosse et du Canada, soit par les transports qui perdent leur temps, soit par le cabotage, et de rapporter à Saint-Pierre des bois de construction, du blé, de la farine, etc.

¹ Il fut titré baron héréditaire par décret impérial en 1866 alors qu'il occupait les fonctions de consul général de France à New York.

² Pierre Savard, op. cit., p. 15.

qui s'entreposeraient également dans l'île et seraient ensuite dirigés avec opportunité sur les ports de France ¹.

Cette suggestion pleine de bon sens, appuyée par Bourinot et, plus tard par Gobineau, resta lettre morte. Il est vrai qu'à l'époque, le volume des échanges commerciaux entre les colonies britanniques de la côte Atlantique et la France était extrêmement faible. Seul le Nouveau-Brunswick faisait un commerce pouvant être qualifié de respectable avec la France, mais ses importations favorisaient nettement la France.

Ce déficit commercial préoccupait le gouvernement de l'empereur. En 1861, *Le Moniteur universel* reproduisait une dépêche des *Annales du commerce extérieur* sous le titre « Colonies anglaises de l'Amérique du Nord ». On y signalait que, bien que les échanges commerciaux entre la France et ces colonies n'en étaient encore, qu'à leur début, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse s'y intéressaient. Des maisons françaises et le ministère du Commerce lui-même « ont également cherché à nouer des relations avec les provinces de l'Est. Des ports de Saint John et de Shédiac (Nouveau-Brunswick) enverront, cette année, en France, 4 millions de pieds carrés de bois de construction de l'espèce dite épinette blanche ². »

Le Moniteur, à la suite des *Annales du commerce*, déplorait que le commerce ne se fasse qu'à sens unique. Il ajoutait:

Cette expédition, la plus importante qui ait été faite jusqu'ici, n'aura profité qu'au pavillon étranger. Nos produits manufacturés continuent de n'arriver que par l'entremise des Anglais ou des Américains sur les marchés de la baie de Fundy, du golfe Saint-Laurent et de la côte septentrionale de l'Atlantique, les consommateurs de ces contrées ne pouvant s'approvisionner de marchandises qu'à Londres ou à New York tant que notre commerce extérieur ne se sera point approprié ce débouché par l'intercourse directe ³.

Napoléon III, toujours disposé à étendre le commerce français, facilita l'achat de navires fabriqués dans les colonies anglaises du Canada par un décret contresigné par Rouher, ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, en date du 5 février 1862. Ce décret, considérant « qu'il y a intérêt pour le commerce français à appliquer aux navires du Canada les dispositions insérées dans les traités intervenus entre la France et la Grande-Bretagne et la Belgique, relativement à la francisation des bâtiments de mer », autorisait l'achat par des Français de navires à voiles ou à vapeur fabriqués au Canada. Cette disposition permit aux constructeurs de bateaux canadiens d'exécuter des commandes pour le compte d'armateurs français en bénéficiant

¹ Cité par Jacques Portes, *op. cit.*, pp. 161-162.

² *Le Moniteur universel*, 1861, p. 1813, cité par Matthew J. West, *op. cit.*, vol. II, p. 30.

³ Ibid.

de l'abaissement à deux francs la tonne de la taxe imposée aux navires construits à l'étranger et vendus en France ¹.

En 1860, le ministre des Finances du Canada-Uni, Alexander Tilloch Galt ², fortement intéressé à accroître les débouchés commerciaux du Canada avec la France, s'était rendu en mission en France, précédé d'une lettre de recommandation du consul Gauldrée-Boilleau au comte de Lesseps ³, directeur des consulats et des affaires commerciales au Quai d'Orsay. Galt sollicitait une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères ⁴ par le truchement de Lesseps.

Le consul qualifiait Galt d'un « des personnages les plus distingués du Canada », et lui attribuait le mérite d'un dégrèvement récent du tarif favorable au commerce français. Il ajoutait cette phrase qui en dit long sur les préoccupations du ministre canadien qui rejoignaient celles du consul: « La question des relations commerciales directes qu'il importerait de créer entre la France et le Canada l'intéresse à un haut degré, il en connaît les difficultés et désire les vaincre ⁵. »

Si l'empereur et ses ministres facilitaient avec succès l'expansion commerciale de la France au Canada, il y avait quand même une ombre au tableau. La question des pêches françaises à Terre-Neuve n'était pas de tout repos. Des conflits et des rivalités éclataient fréquemment entre pêcheurs français, saisonniers, et les pêcheurs terre-neuviens, sédentaires. L'Assemblée législative coloniale de Terre-Neuve, création d'assez fraîche date, s'insurgeait régulièrement auprès de la métropole de Londres contre une situation jugée intolérable par la colonie. Londres était plus accommodante avec la France. On crut régler le problème en 1857 par une convention franco-britannique violemment dénoncée à Saint John's où elle donna lieu à des manifestations publiques, la reine elle-même était injuriée et le Union jack, attaché à la queue d'un cheval, fut traîné dans la boue. De plus, l'Assemblée législative s'estima lésée parce que l'entente avait été conclue sans son avis, encore moins son accord. Devant l'ampleur du problème, le gouvernement anglais annula l'entente.

¹ *Le Moniteur universel*, 1862, p. 161, cité par Matthew J. West, *op. cit.*, vol. II, p. 31.

² Sir Alexander Tilloch Galt (1817-1893), conseiller privé et ministre des Finances du Canada à la Confédération, haut commissaire en Grande-Bretagne.

³ Théodore Antoine Lopez de la Sainte-Trinité, comte de Lesseps (1802-1874), sénateur en septembre 1860, frère aîné de Ferdinand de Lesseps, créateur du canal de Suez. Un des fils de Ferdinand de Lesseps, Jacques, mourut en 1926 dans un accident d'avion près de Matane (Québec). Il est inhumé à Gaspé.

⁴ Édouard Thouvenel (1818-1866), ambassadeur, ministre des Affaires étrangères, sénateur.

⁵ « Gauldrée-Boilleau au comte de Lesseps, Québec, le 22 juin 1860 », Archives nationales du Canada, Division des manuscrits, MG 27, 1, D 8, vol. 2, p. 525-526. Illustrée dans George Bolotenko, *Édifier l'avenir: le Canada de 1849 à 1873*, Ottawa, Archives nationales du Canada, 1992, p. 127.

Le gouvernement de l'empereur, qui n'avait naturellement cure des états d'âme d'une législature parlementaire et, de surcroît, au bout du monde, affirma qu'une entente conclue entre deux puissances ne pouvait être soumise aux caprices d'un tiers. Pour marquer le coup, le commandant de la station navale de Terre-Neuve, le capitaine de vaisseau, le baron Clément de La Roncière Le Noury, eut ordre d'appliquer strictement les clauses des traités garantissant les droits de pêche des Français, ce qui entraînait nécessairement l'expulsion des pêcheurs terre-neuviens. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement anglais proposa la constitution d'une commission d'enquête bipartite. D'abord réticent, le ministre des Affaires étrangères de Napoléon III, le comte Waleski, donna son accord en précisant que le « gouvernement de l'empereur cependant, attachant un prix particulier à prévenir tout ce qui pouvait être de nature à porter atteinte aux relations cordiales qu'il est heureux d'entretenir avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique a résolu d'y adhérer, et son intention est de désigner un officier de la Marine impériale pour concourir à une enquête sur les lieux ¹ ».

Le ministère de la Marine fit choix pour le représenter du capitaine de vaisseau marquis de Montaignac de Chauvance ², commandant la station navale de Terre-Neuve. Pour le représenter, le ministère des Affaires étrangères choisit Arthur de Gobineau. L'ancien chef de cabinet d'Alexis de Tocqueville ³ à l'époque où celui-ci avait le portefeuille des Affaires étrangères, en 1849, avait déjà publié son *Essai sur l'inégalité des races humaines*. De sa mission comme commissaire impérial, Gobineau en tira un livre, *Voyage à Terre-Neuve*, publié en 1861 ⁴, et son nom sera donné à une petite baie de Terre-Neuve - Gobineau Bay - à proximité de Port Saunders ⁵.

¹ Cité dans Arthur de Gobineau, *Voyage à Terre-Neuve*, introduction, chronologie, notes et index par Roland LeHuenen, Paris, Aux Amateurs de livres, 1989 [1861], p. xi, collection « Littérature des voyages ».

² Louis-Raymond, marquis de Montaignac de Chauvance (1811-1891). Se distingua à la bataille de Sébastopol, membre du conseil d'amirauté en 1862, contre-amiral en 1865, député en 1871, ministre de la Marine de 1874 à 1876, sénateur en 1875.

³ Alexis de Tocqueville fit un bref séjour au Canada en 1831. Dans une lettre à sa mère (19 juin 1831) il lui disait: « Le Canada pique vivement notre curiosité. La nation française s'y est conservée intacte; on y a les mœurs et on y parle la langue du siècle de Louis XIV. »

⁴ Les commissaires britanniques étaient le capitaine de la Marine royale, Hugh Dunlop, commandant de la station navale de la Jamaïque, et l'honorable John Kent, secrétaire colonial de Terre-Neuve puis premier ministre en 1859.

⁵ Le toponyme, toujours reconnu officiellement par le Comité permanent canadien des noms géographiques, se trouve à 50° 38' de latitude nord et 57° 16' de longitude ouest. Il apparaît pour la première fois sur la carte d'amirauté publiée en 1910. E.R. Seary, *Toponymy of the Island of Newfoundland Check-List n° 2 Names I The Northern Peninsula, St. John's (Terre-Neuve)*, Memorial University of Newfoundland, 1960, p. 59.

En France, *Le Moniteur universel* n'ignorait pas l'existence de Terre-Neuve. Il rendait compte à l'occasion d'événements survenus dans les colonies ¹.

Gobineau, observateur perspicace - il anticipera l'inéluctabilité de la Confédération canadienne entre autres -, anthropologue, ethnologue et sociologue avant la lettre, minutieux dans ses observations, ne se contenta pas de décrire Terre-Neuve ; il y ajouta des chapitres sur Sydney et Halifax assaisonnés d'observations savoureuses sur les mœurs coloniales anglaises, sur les Micmacs du Cap-Breton et, bien entendu, sur les Acadiens qu'il y rencontra grâce à John Bourinot.

Assez bien renseigné sur l'histoire des Acadiens, mais se trompant souvent sur les dates, les événements et l'origine des Acadiens, Gobineau observa de près ceux qu'il rencontra au Cap-Breton. « Nos Acadiens sont en voie de devenir des Anglais », écrit-il. « On se tromperait gravement si l'on donnait au souvenir qu'ils ont conservé de leur origine une portée quelconque. C'est, à leurs yeux comme à ceux de leurs voisins, un pur sujet de conversation. Ils n'en portent pas pour cela plus d'intérêt à la France. En tant qu'ils raisonnent sur de semblables matières, l'Amérique est, à leur avis, le premier pays du monde. Il faut bien venir de quelque part ² ».

Gobineau les juge en l'état où ils étaient en 1860. « Tout entiers à leurs intérêts et à leurs passions locales, nos anciens compatriotes nous voient à peu près du même oeil que leurs concitoyens d'origine britannique, sans plus d'aversion, mais sans plus de sympathie. »

Les raisons de ce désintéressement des Acadiens de l'époque pour la France sont multiples, mais, plus que la langue, le catholicisme prime sur toute autre considération historique :

Ils sont catholiques, il est vrai, et comme tels, n'éprouvent pas pour la domination anglaise une affection très vive; mais, en cela, ils s'associent aux Irlandais, et se confondent avec eux. Avec moins d'emportement, moins de passion, moins de haine, un peu plus de réflexion solide que leurs aïeux ont apportée de Normandie, d'ailleurs aussi zélés pour la foi, ils ne se séparent guère de ces bouillants coreligionnaires que lorsque des idées par trop empreintes du caractère de la race milésienne emportent ces derniers au-delà de toutes bornes. Les traditions de la grande guerre qui les a séparés de la France et donnés à la Couronne britannique ne leur apparaissent plus comme un outrage national; ils y voient uniquement la persécution religieuse qui en a été l'accompagnement ³.

¹ *Le Moniteur universel*, 1861, p. 9786, cité par Matthew J. West, op. cit., vol. II, p. 29.

² Arthur de Gobineau, op. cit., pp. 102-104.

³ *Ibid.*

On verra dans un autre chapitre comment le premier prêtre acadien de la Nouvelle-Écosse, l'abbé Girroir, tentera de renouveler le caractère français de ses ouailles par le truchement de l'éducation. Pour y arriver, il s'adressera à l'empereur.

L'escadre partit de Brest pour Terre-Neuve le 21 avril 1859. Éventuellement, Gobineau se rendit à Sydney à bord de l'avisos *Le Ténare*, commandé par Ange-Simon Gautier qui avait été administrateur par intérim de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Leur première visite fut pour le vice-consul Bourinot dont Gobineau dira que cet « excellent homme est fort apprécié et aimé de nos états-majors. Il nous accueille comme il est accoutumé de le faire pour tous les Français que la Division navale conduit chez lui depuis tant d'années ¹. » La résidence du représentant de la France était vaste et belle. Elle s'élevait sur l'emplacement actuel du *Royal Cape Breton Yacht Club*. Du havre, on y accédait par un embarcadère que Gobineau décrit comme « fort beau et fort large qui servait de terrasse à une jolie maison à un étage, flanquée d'un mât de pavillon où flottaient les couleurs françaises ² ».

Simple bourgade appelée baie des Espagnols au temps du Régime français, le splendide havre de Sydney avait été délaissé en faveur de Louisbourg pour y établir la ville fortifiée, capitale de l'île Royale. Le fils du vice-consul honoraire de France, sir John George Bourinot, dans un livre dédié à la mémoire de son père, né lui-même à Sydney, se désolait de ce que le drapeau français ne flottât plus sur Louisbourg mais, en revanche, qu'il flottât encore aux mâts des navires français dans la rade de Sydney, si injustement négligée à l'époque où le roi de France était le maître de sa royale île ³. Pure nostalgie romantique chez un homme de qualité qui, toutefois, n'accordait que peu de chances de survie aux Acadiens et se demandait ouvertement si on devait leur concéder des droits !

Nous avons une description plus méticuleuse de ce premier consulat de France. Elle est due à un pasteur anglican, le révérend Richard John Uniacke, appartenant à l'une des plus anciennes et des plus influentes familles de la Nouvelle-Écosse, qui en laissa la description suivante entre 1862 et 1865 :

Parmi les édifices les plus imposants de l'endroit, il faut compter la résidence du consul de France J. Bourinot, également député au Parlement provincial. Elle est sise au bord de l'eau. Plusieurs gros arbres jettent leur ombre du côté de la terre, et un long quai, bien construit, avec un débarcadère commode, se prolonge dans l'eau face à la maison. Un drapeau tricolore hissé à un mât près du pignon annonce l'arrivée

¹ *Ibid.*, p. 58.

² *Ibid.*, p. 57.

³ Bourinot fils fut journaliste et écrivain, mais surtout l'autorité incontestée de la pratique et coutume parlementaire en qualité de greffier de Ici Chambre des communes au Parlement d'Ottawa.

d'un navire français. Du balcon de cette maison, situé face à la rive, on peut assister parfois à une scène intéressante. Durant les mois d'été il arrive assez souvent que des navires de guerre français jettent l'ancre immédiatement en avant de la résidence du consul, à peu de distance du quai. Leurs drapeaux multicolores, l'activité intense, donnent de la vie à notre port généralement paisible. Parfois, la fanfare du vaisseau amiral ajoute une note gaie à cette scène ¹. [traduction]

Résidence de John George Bourinot, vice-consul honoraire de France à Sydney, Cap-Breton (Nouvelle-Écosse). Toile de J. Rallier [ca 1850]. Collection de la University College of Cape Breton, Sydney, Nouvelle-Écosse

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 7](#).

Sir John George Bourinot évoquera sa maison natale, détruite par le feu, ses « salons singuliers et bas, remplis de souvenirs des marins français, dont certains sont devenus des personnages éminents de l'histoire navale et officielle de la France, tels Cloué ² et La Roncière Le Noury ³, qui ont joui de l'hospitalité de son bienveillant propriétaire, feu le sénateur Bourinot, qui fut longtemps vice-consul de France ⁴ ».

De Sydney, qui était minuscule, il y avait peu à dire. Gobineau la décrit comme suit:

Sydney serait un peu abandonnée du reste du monde, si la division navale française n'y venait pas chaque année. Presque jamais les navires de guerre de Sa Majesté Britannique n'y paraissent. Aussi, nos marins y sont-ils accueillis avec d'autant plus d'empressement qu'ils n'ont pas de rivaux. La plupart des officiers avaient déjà visité plus ou moins fréquemment cette côte ; c'étaient d'anciennes connaissances ; ils étaient au fait de toutes les histoires du pays et ils présentaient les nouveaux venus qui, bientôt n'étaient pas moins bien reçus qu'eux-mêmes ⁵.

La présence d'une flotte française dans la petite ville anglaise contribuait fortement à l'économie locale aussi bien qu'elle créait une diversion sociale annuelle fort prisée de la gentry locale. On organisait fêtes et bals à bord des navires. Gobineau a laissé d'une de ces soirées une relation mémorable dans

¹ Brian Tennyson, *Impressions of Cape Breton*, Sydney, University of Cape Breton Press, 1986, pp. 148-149.

² Georges-Charles Cloué (1817-1889), vice-amiral puis ministre de la Marine dans le ministère Ferry.

³ Camille-Adalbert Clément, baron de La Roncière Le Noury (1813-1881), vice-amiral, député, sénateur. Il s'était distingué à Sébastopol.

⁴ John George Bourinot, cité par Brian Tennyson, op. cit., p. 111.

⁵ Arthur de Gobineau, op. cit., pp. 77-78.

laquelle il n'épargnait pas les petits travers d'une société provinciale extrêmement isolée. Lorsque son livre fut publié à Paris, par Hachette, en 1861, on le lut à Sydney, et les dames qui s'y reconnurent ne prisèrent pas la description cocasse que Gobineau fît d'elles et de leur appétit vorace. Un officier naval britannique, Nicholas Dennys, s'en fit l'écho la même année, s'alarmant, à tort, que Sydney soit en passe d'adopter un ton et un caractère français.

Tout en affirmant que la loyauté de ses habitants n'était pas suspecte, Dennys déplorait la prépondérance de la flotte française et son influence due au fait d'une longue fréquentation et de séjours prolongés, ce qui faisait que les Français avaient des amis dans la place tandis que les officiers anglais, à cause de la brièveté de leurs séjours, n'avaient pas le même avantage. À son avis, les autorités compétentes auraient dû s'inquiéter de la situation étant donné l'importance géographique et stratégique de l'île, toute proche de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Pour Bourinot fils, les bonnes gens de Sydney prenaient les rapports alarmistes de la présence française en leur milieu pour des chimères. Les propos de Dennys relevaient de l'envie et d'une animosité antifranaise que rien ne justifiait. Saint-Pierre, toute proche, n'était pas fortifiée et, par conséquent, ne représentait aucun danger. La loyauté des citoyens de Sydney n'était pas non plus menacée parce que le tricolore flottait noblement aux mâts des navires de Sa Majesté Impériale dans leur port durant les mois d'été. « Au contraire, écrivait Bourinot, ils seraient sérieusement déçus si ces navires devaient cesser leurs visites périodiques, qui mettent de la vie dans la ville et qui sont si profitables aux fermiers des alentours ¹. » [traduction]

En 1868, au moment où Bourinot fils consignait ses observations, deux navires français avaient jeté l'ancre devant la résidence du vice-consul. Il s'agissait du *jean Bart*, un vaisseau de formation des cadets, et du *Sémiramis*, vaisseau amiral de l'amiral baron Megnet, commandant la station navale de Terre-Neuve. Ces visites régulières donnaient lieu à de pompeuses civilités protocolaires qui ajoutaient un certain faste dans la vie plutôt terne d'une petite ville de province qui gardera longtemps la nostalgie de son rôle comme capitale d'une éphémère colonie britannique autonome ².

En témoigne le pasteur Uniacke, écrivant à l'archevêque anglican de Dublin: « J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs officiers distingués de la Marine française en qualité de visiteurs dans notre port, et parfois au même moment où nos propres frégates et vaisseaux amiral mouillaient à peu de distance d'eux. En l'absence de navires marchands qui, pour le moment, font

¹ Cité par Brian Tennyson, op. cit., p. 157.

² Sydney fut la capitale de la colonie du Cap-Breton de 1785 à 1820 alors que le Cap-Breton fut rattaché à la Nouvelle-Écosse.

peu d'affaires dans notre port, ces navires sont toujours des visiteurs bienvenus ¹. » [traduction]

Jacques Portes note dans sa thèse que ces visites ponctuelles de la Marine française permettaient « aux officiers français de continuer dans l'Amérique du Nord, de vieilles traditions d'honneur et d'influence, en même temps que d'observer les événements politiques ² ». Un exemple illustre bien comment la Marine servait parfaitement la politique étrangère de l'empereur.

Au cours de la mission de Gobineau, en 1860, le prince de Galles, futur Edouard VII, était en tournée officielle au Canada. Le prince se trouvant à Charlottetown, capitale de l'Île-du-Prince-Edouard, toute proche de Sydney, le marquis de Montaignac de Chauvance, alla lui rendre les honneurs sur le *Pomone*. Beau geste qui ne pouvait que flatter le futur artisan de l'Entente cordiale et, surtout, faciliter les travaux de la commission bipartite.

Les visites protocolaires de navire à navire se faisaient avec toute la solennité voulue par les usages des marines française et anglaise, comme en témoigne la description suivante donnée par le *Cape Breton Post* dans son édition du 6 juillet 1861 et reprise à son compte par Nicholas Denny :

Immédiatement après avoir jeté l'ancre, la fanfare du *St George* joua l'hymne national de la France. À huit heures le lendemain matin, le tricolore français fut hissé au mât de misaine et salué ; lorsque l'écho des salves de canon se fut tu, la fanfare du *St George* attaqua *Partant pour la Syrie* ³. L'hymne national français joué, le drapeau de la vieille Angleterre fut hissé au mât de misaine de la frégate française *Pomone*, mouillée à quelque 300 verges du *St George*, et il fut salué de la même manière. De nouveau, à midi, au moment où J. Bourinot quitta le *St George* pour rendre ses hommages au commandant, ses canons tonnèrent en un salut dû au rang et à la dignité d'un consul de *la belle France* ⁴ [traduction]

Gobineau lui-même avait eu l'occasion d'entendre *Partant pour la Syrie* lorsque, le 20 juillet 1859, à la baie du Croc sur la côte orientale de Terre-Neuve, la mission française apprit par un officier du *Tartar*, navire de la mission britannique, la nouvelle de la bataille de Solferino « tandis que nous étions salués par les musiciens du bord qui jouaient avec enthousiasme l'air de la reine Hortense ⁵ ».

¹ Cité par Brian Tennyson, op. cit., p. 149.

² Cité par Jacques Portes, op. cit., p. 102.

³ Hymne officieux du Second Empire, mis en musique par la reine Hortense, mère de l'empereur, sur des paroles du comte de Laborde.

⁴ Cité par Brian Tennyson, op. cit., p. 139. En français dans le texte.

⁵ Arthur de Gobineau, op. cit., p. 225.

Le 15 août 1859, la fête de l'empereur fut célébrée à St. John's, Terre-Neuve, avec éclat pour bien montrer la sympathie des Terre-Neuviens à l'endroit de la mission qui prenait fin, comme le rapporte Gobineau:

Mgr de Saint-Jean avait bien voulu mettre sa cathédrale à la disposition des commissaires impériaux. Le pavillon britannique et le pavillon français flottaient sur les deux tours, séparés par les couleurs épiscopales, la croix verte et la harpe d'Irlande. Les équipages du *Gassendi* et du *Ténare* formaient la haie, et les états-majors, en grande tenue, trouvèrent place dans le chœur avec les officiers catholiques de la garnison. Poussant plus loin encore la courtoisie, Mgr M***¹ avait voulu que son palais fût le lieu de réunion des personnes notables invitées à cette fête, et il avait fait disposer son salon à cet effet. Dans l'église, une foule compacte se pressait de toutes parts, accourue des districts voisins de Saint-Jean, et observait un silence et un respect merveilleux. Quand le cortège sortit de l'église, la foule fit sauter en l'air les bonnets et les chapeaux, et tandis que les salves d'artillerie tirées par les navires français et anglais et par les forts se succédaient, que les bâtiments de commerce se montraient pavoisés avec un zèle tout spontané, le moindre de nos hommes qui apparût dans les rues fut entouré et salué par des hourras d'enthousiasme².

Et Gobineau de conclure qu'à l'évidence, la ville ne nourrissait pas de préjugés défavorables à la France puisque tous les rangs de la société coloniale avaient manifesté à la mission impériale française « une bienveillance et une confiance égales à celles que nous avons observées pendant tout le cours de notre voyage sur la côte française de la part des pêcheurs anglais³ ».

Quels furent les résultats obtenus par les commissaires Gobineau et Montaignac de Chauvance ? Gobineau préconisa le maintien strict des termes des traités antérieurs. L'opposition de l'Assemblée législative de Terre-Neuve se maintint avec la même fureur. Éventuellement, en 1904, la France, de guerre lasse, n'exerçant que peu ses droits, abandonna avec autant d'élégance que possible ses droits de pêche sur le *French Shore* en échange d'intérêts en Afrique, au large de la Gambie et du Niger. Son retrait de Terre-Neuve entraîna le départ de la flotte annuelle qui avait tant contribué à affirmer la puissance et la grandeur de la France dans les provinces atlantiques du Canada.

Quant au sénateur Bourinot, il mourut à Ottawa en 1884. Quatre ans plus tard, un Canadien français de haut vol, Henri-Edmond Faucher de Saint-Maurice⁴ journaliste, publiciste, écrivain et même député, qui avait pris part à l'expédition du Mexique dans le corps expéditionnaire français, dont il a laissé

¹ John Thomas Mullock (1807-1869), franciscain, évêque de Thyatira, coadjuteur avec droit de succession du vicaire apostolique de Terre-Neuve en 1847. Terre-Neuve ayant été érigée en diocèse régulier la même année, Mullock succéda à son prédécesseur, décédé, en 1850.

² Arthur de Gobineau, *op. cit.*, pp. 257-258.

³ *Ibid.*, p. 258.

⁴ 1844-1897. La particule était fantaisiste, octroyée *proprio motu*.

une relation ¹, visitait de nouveau Sydney où il avait connu le convivial vice-consul de France en 1879. L'hommage qu'il lui rendit en 1888 servira d'épithète à un homme qui avait bien servi et la France et le Canada :

ma seule visite à South Sydney a été pour l'honorable M. Bourinot. Ce sénateur a exercé depuis trente ans, les fonctions de consul de France. Très estimé, honoré de la confiance de tous, il a été aimé de tous les amiraux, de tous les officiers qui sont entrés en relation avec lui. Sa maison était un musée où s'entassaient portraits de célébrités maritimes avec autographes, souvenirs de toutes espèces. Aujourd'hui ce brave homme dort son dernier sommeil tout près de l'endroit où il aimait tant à donner l'hospitalité ².

La France de Napoléon III s'était magnifiquement fait connaître au Canada sans jamais porter ombrage à la puissance tutélaire. L'empereur, par une action directe, mais discrète, allait aussi donner une dimension humanitaire à son intérêt pour l'Acadie.

¹ Narcisse-Henri-Édouard Faucher de Saint-Maurice, *Deux ans au Mexique*, Montréal, Cadieux et Derôme, 1875.

² Narcisse-Henri-Édouard Faucher de Saint-Maurice, *En route... sept jours dans les provinces Maritimes*, Québec, Imprimerie générale A. Côté, 1888, p. 75.

Chapitre 4

Des Tuileries à l'Acadie

Ils n'avaient autour d'eux que des ennemis;
du reste aucun soutien, aucune direction, aucune
sympathie!

toute leur force résidait dans leurs
sentiments patriotiques et religieux.

Edme Rameau de Saint-Père

[Retour à la table des matières](#)

Il y a loin des Tuileries à l'Acadie. Plus que la vastitude de l'océan, cordon ombilical entre la mère patrie et la Nouvelle-France, ce furent les lourds plis du manteau de l'oubli qui, longtemps, empêchèrent qu'en France on connût la fragile survivance d'un peuple qui avait, à force d'opiniâtreté, survécu à la traque et à la spoliation pour revenir prendre racine dans les anfractuosités des côtes de l'Atlantique, ou pour s'installer au cœur d'immenses forêts, ou encore sur de minces bandes de terres ingrates dont le conquérant n'avait pas voulu.

Revenus dans leur ancienne patrie, mais non sur leurs anciennes terres désormais occupées, les Acadiens eurent à reprendre la cognée du défricheur ou la barque du pêcheur. Si, durant les dernières décennies du XVIII^e siècle, les Acadiens rentrèrent à pas feutrés dans ce qui avait été l'ancienne Acadie, premier établissement permanent de la France en Amérique, il leur fallut réapprendre à vivre en un milieu qui avait profondément changé.

Les conquêtes militaires sont expéditives et les bouleversements sociaux qui suivent dans le sillage des fourgons du vainqueur, surtout d'une autre culture que celle qu'elle remplace, sont durables. Pour un peu, on aurait pu croire, après 1755, que rien de l'ancienne Acadie n'aurait résisté au rouleau compresseur de l'immigration anglophone, surtout après l'influx des loyalistes fuyant la Révolution américaine. En Nouvelle-Écosse, notamment, les terres étaient superbes et déjà irriguées depuis deux siècles.

Après le retour, vers 1776, les Acadiens eurent à subir la franche hostilité du gouvernement colonial de la Nouvelle-Écosse. Cependant, le gouvernement métropolitain de Londres se montrait beaucoup plus favorable au retour des Acadiens dans les formes légales que les administrateurs coloniaux. On verra lord Dorchester, gouverneur général, tancer vertement son frère, Thomas Carleton, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, pour lui rappeler péremptoirement qu'il devait en toute justice promettre des terres aux Acadiens et les leur donner impérativement à la première occasion. Ce qu'il fit d'ailleurs. Ainsi naîtront juridiquement les établissements de Caraquet et du Madawaska entre autres.

À l'hostilité initiale succéda une tolérance qui, parfois, n'était pas exempte de sympathie. Il n'empêche qu'avant les premiers véritables efforts de colonisation systématique, vers 1850, le retour des Acadiens se faisait sans éclat, presque à la sauvette. Tant et si bien que l'historiographe de Saint-Paul-de-Kent, Euclide Daigle, parlera avec justesse d'une « espèce de colonisation de contrebande avant la vraie ¹ ».

Cette réimplantation s'effectua patiemment et avec une ténacité admirable, certes, mais avec des moyens de fortune. L'émancipation politique commençait à peine ; les chefs de file étaient rarissimes, l'instruction déficiente ou même, plus crûment, absente. Colonisation et instruction seront longtemps les deux préoccupations principales des leaders acadiens, religieux et laïcs.

On ne saurait s'étonner que les principaux d'entre eux aient été des prêtres, car les Acadiens dépossédés s'étaient acharnés à conserver leurs valeurs religieuses qui, longtemps, très longtemps, leur tinrent lieu de valeurs culturelles. Leur identité se confondait avec leur religion ancestrale. « La foi gardienne de la langue » - entendons la foi catholique et la francité - fut le mot d'ordre du ralliement collectif jusqu'à une époque encore récente. La survie, la renaissance, l'épanouissement de la collectivité acadienne ne sauraient être compris en faisant abstraction de ce phénomène fondamental.

¹ Euclide Daigle, *Une paroisse centenaire acadienne se raconte Saint-Paul-de-Kent 1883-1983*, Comité historique du Centenaire de Saint-Paul-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 1983, p. 32.

Il explique les luttes épiques des Acadiens contre le haut clergé d'origine irlandaise et écossaise qui les méprisait, parfois brutalement, au nom du principe de l'universalité de l'Église. Que les Acadiens aient gardé intacte leur foi quand bon nombre d'évêques s'ingéniaient à nier leur spécificité culturelle relève du miracle. Les sociologues contemporains en feront leurs choux gras.

Dans un milieu rural fermé, hégémonique et dans lequel on vivait presque en autarcie, on imagine sans peine l'activisme débordant des curés de l'époque, acharnés à préserver leur troupeau du double fléau de l'anglicisation et de l'immigration, surtout vers les États américains industrialisés. Par chance, la plupart des curés en Acadie au XIXe siècle étaient gens intelligents, meneurs-nés, inventifs, d'une énergie déconcertante et, à peu d'exceptions près, d'un optimisme inaltérable.

Leur pouvoir était immense, on s'en doute. Quelques-uns en abusèrent, mais ce serait se leurrer que d'imaginer les Acadiens subissant passivement le joug de curés trop tyranniques. Il y eut des contestations parfois homériques et même quelques jacqueries dont certains curés abusifs eurent à subir les conséquences. Le troupeau n'était pas composé que de moutons.

Bref, au cœur de ces collectivités qui commençaient à s'articuler, le prêtre, homme instruit, était le porte-parole naturel quand il n'en était pas le chef incontesté, avant que n'apparaisse, par les soins du clergé surtout, une élite laïque capable d'exercer une influence politique réelle dans une sphère agrandie.

Parmi ces curés extraordinaires, deux s'adressèrent directement à Napoléon III pour en obtenir appui et assistance. Ce sont, à l'Île-du-Prince-Édouard, l'abbé Georges-Antoine Belcourt et, au Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, l'abbé Hubert Girroir. La personnalité de l'un et de l'autre est assez typique de celle de leurs confrères de l'époque. Ce n'est pas trop dire qu'ils étaient plus grands que nature.

Ni l'un ni l'autre, cependant, n'aurait pu ou n'aurait su s'adresser à l'empereur pour qu'il s'intéresse au sort d'un rameau français en Amérique dont on aurait ignoré l'existence en France, n'eût été d'un Français tout aussi extraordinaire mais moins flamboyant qu'eux : François-Edme Rameau de Saint-Père ¹. En 1859, avant même de visiter l'Amérique francophone, Rameau avait publié

¹ Né à Gien le 5 février 1820, fils de François-Adolphe Rameau et de Marie Corbin de Grandchamp. Marié vers 1865 à Armande Camusat. Il obtint un baccalauréat du Collège de Pont-Levoy, près de Blois, en 1838, et un baccalauréat en droit de la Faculté de droit de Paris en 1840. Décédé en son manoir de Saint-Père, à Adon, le 16 décembre 1899. Il ne semble pas avoir utilisé la particule d'apparence nobiliaire, signant invariablement lettres et livres de son seul patronyme. Rameau fut pendant 40 ans conseiller et maire de la commune d'Adon (Loiret), à 25 kilomètres de Montargis, petite commune agricole (200 résidants en 1982) non loin de Châtillon-sur-Loire.

un livre - *La France aux colonies* - qui allait avoir une longue vie et serait suivi en 1877 par *Une Colonie féodale en Acadie* ; deux études qui feraient renaître en France un intérêt pour ce très ancien domaine de la France.

Dans son introduction à *La France aux colonies*, Rameau annonce ses couleurs:

La France semble avoir oublié en effet qu'aux époques funestes de son histoire elle a jadis abandonné des populations considérables sorties de son sein et restées, malgré les malheurs des événements, fidèles à leur origine. Qui se souvient aujourd'hui de l'Acadie, du Canada, de la Louisiane et même de l'île Maurice, perte si récente ? Qui se souvient de ces lieux illustrés par tant de combats héroïques et par le patriotisme si dévoué de leurs habitants ¹ ?

Edme Rameau de Saint-Père (1820-1899). Collection du Centre d'études acadiennes, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 8](#).

Abandon par la France de populations restées françaises, fidèles, patriotes, héroïques, oubliées, tels sont les thèmes que Rameau déploiera pour inviter les Français à redécouvrir un monde dont ils avaient été les premiers artisans. C'est un devoir de mémoire auquel il se consacra avec intelligence et succès. Rameau, qualifié à juste titre par les historiens Pierre et Lise Trépanier de « fondateur de l'historiographie acadienne de langue française ² », estimait qu'en « étudiant leur histoire, on se prend à regretter pour notre pays, plus encore la perte de ces populations généreuses, que celles des riches contrées que nous avons sacrifiées avec elles ³ ».

Il est curieux de constater que celui qui allait faciliter l'accès des Acadiens auprès de l'empereur avait été un opposant du Régime impérial. Lors du coup d'État du 2 décembre 1851, la revue *La République universelle* dont il était l'administrateur gérant, fut fermée par décret. La revue de gauche tentait de concilier catholicisme et socialisme. Rameau manifesta son opposition à la dictature personnelle du prince Louis Napoléon, en collant des affiches dénonçant le coup d'État. Il fit plus puisqu'il se rendit à Châtillon-sur-Loire faire campagne pour le « non » au plébiscite du 21 décembre. Il fut arrêté le 17 décembre et ne fut relâché que le 8 février 1852.

¹ Edme Rameau, *La France aux colonies: études sur le développement de la race française hors de l'Europe, les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens*, Paris, A. Jouby, 1859, p. ii.

² Pierre Trépanier et Lise Trépanier, « Rameau de Saint-Père et le métier d'historien », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 23, n° 3 (décembre 1979), p. 331.

³ Edme Rameau, *La France aux colonies*, p. 19.

En 1949, sa fille résumait l'équipée politique et la philosophie sociale de son père en une phrase lapidaire : « Dans la politique aussi son âme ardente et jeune fut attirée par un chimérique espoir vers la République de 1848, qui lui donnait l'illusion de réunir deux idées qui lui étaient chères: l'esprit religieux et une réforme sociale ! Très vite déçu après beaucoup d'ennuis et même quelques mois de prison pour son ardeur antibonapartiste, il se retira pour toujours de la politique ¹. »

Rameau, comme une minorité de catholiques français de gauche, était résolument républicain, professant des opinions socialistes chrétiennes. Disciple de Proudhon, le premier penseur socialiste français, tout en ajoutant une dimension chrétienne que ne professait certes pas Proudhon, il était partisan de la démocratie, de la réforme sociale et de la restauration de l'esprit religieux. Le suffrage universel n'était pas pour lui la panacée universelle, estimant, en 1867, dans une lettre à un correspondant français en Louisiane, qu'il s'agissait d'une « illusion qui est bonne pour la cervelle subtile mais étroite des Yankees ² ».

Rameau avait fréquenté Lacordaire, Montalembert et Ozanam. Sa formation d'économiste, de démographe et d'historien, il l'obtint en fréquentant Frédéric Le Play - l'auteur notamment de *La réforme sociale en France* - et en collaborant avec lui. S'étant joint en 1865 à la Société d'économie sociale fondée par Le Play, il collabora à la rédaction de *L'Économiste français*. La société de Le Play privilégiait l'histoire démographique, sociale, coloniale, et la propriété foncière, et il soutenait la vocation coloniale de la France. D'ailleurs, Rameau se rendit en Algérie où il acquit des propriétés.

L'ancien rédacteur de la revue *Ère nouvelle* déclara en 1877 : « J'ai été attaché moi aussi aux idées révolutionnaires ³. » Quant aux influences marquantes de son action sociale, Rameau reconnaissait deux maîtres: Proudhon et Le Play. Pierre et Lise Trépanier, les spécialistes de l'œuvre de Rameau, affirment que « la philosophie de l'histoire que Rameau s'était donnée était celle d'un moraliste chrétien ⁴ ». Voilà qui situe quelque peu le personnage, en simplifiant énormément.

Rameau, dégoûté par la politique, ne s'en occupa plus, mais il ne dissimula pas pour autant ses opinions républicaines et démocratiques. On n'imagine pas

¹ Edme Rameau de Saint-Père, « Voyages au Canada », sous la direction de S. Decencièr-Rameau de Saint-Père, *Revue de l'Université Laval*, vol. III (février-avril 1949), p. 529.

² « Rameau à Eugène Dumez, 6 décembre 1867 », Centre d'études acadiennes (CEA), 2.1-8.

³ Cité par Pierre Trépanier et Lise Trépanier, « Rameau de Saint-Père et le métier d'historien », p. 333.

⁴ *Ibid.*, p. 351.

que Napoléon III ait particulièrement apprécié l'opinion, si tant est qu'il l'ait connue, que Rameau professait publiquement sur le fondateur de la dynastie. Qu'on en juge: « Napoléon, qui souvent peut-être a été fort grandi par les divers partis qui tour à tour ont eu besoin de son nom, ne fut guère, comme homme d'État, que l'égoïste imitateur des anciennes données de la royauté française, et comme elle, après d'éclatants et vains triomphes, il a laissé la France affaiblie et ruinée ¹. »

Napoléon III pouvait-il apprécier, huit ans après le rétablissement de l'Empire, des considérations sur la liberté dans un régime autoritaire telles que les formulaient Rameau:

C'est ainsi qu'il en a été et qu'il en est encore pour l'application des principes de liberté qui ont procuré à notre pays tant de force et de richesse ; pour être restés trop longtemps dans un abandon aveugle de nous-mêmes, sous la tutelle de l'autorité et de l'État, cette transformation ne s'est produite chez nous que sous les formes les plus pénibles et les plus douloureuses, de sorte qu'avant d'en recueillir entièrement les fruits il nous a été, il nous sera encore nécessaire de passer par de difficiles épreuves. Une nation qui n'est pas habituée à la liberté en use mal souvent, car il lui faut faire, au milieu de circonstances critiques, l'éducation qu'elle aurait pu acquérir convenablement et avec calme dans des circonstances paisibles ².

Rameau tirait de cette absence de liberté la conclusion logique qui, elle non plus, n'avait pas de quoi plaire à l'empereur :

De là une suite de revirements funestes, qui nous font osciller d'un extrême à l'autre, aujourd'hui nous attachant passionnément aux nouveautés, demain à l'imitation du passé; partageant de vains efforts entre la nécessité qui nous pousse en avant et les regrets de nos habitudes anciennes trop enracinées dans nos esprits; parant de temps en temps au plus pressé, sans jamais rien établir de solide ³ [...]

Le concept de liberté revient constamment sous sa plume qui fustige également les lourdeurs de l'administration française aussi bien de l'ancienne monarchie que du Second Empire. Il en appelle à un changement radical d'attitude, de société même. Parlant de l'Algérie, Rameau n'y allait pas de main morte: « tant que [nous] ne saurons pas mettre en pratique les principes libéraux qui sont la force vitale d'une colonie, nous continuerons à traîner devant le monde l'impuissance flagrante de nos administrations coloniales, fort embarrassées de leurs colonies, dont elles sont elles-mêmes le plus grand embarras ⁴. »

Le libéralisme de Rameau n'allait pas jusqu'à en faire un partisan aveugle de la démocratie populiste telle que pratiquée aux États-Unis par une population qui répudiait toute tradition historique et qui était gouvernée par des

¹ Edme Rameau, *La France aux colonies*, p. xxv.

² *Ibid.*, p. xxxii.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 318.

« puritains hypocrites qui ont toujours à la bouche l'humanité, le progrès, la liberté ¹ ». La guerre de Sécession aux États-Unis lui donna l'occasion d'élaborer des considérations politiques percutantes et même savoureuses sur un pays qu'il connaissait assez bien pour en avoir parcouru plusieurs régions.

Rameau ne partageait pas la passion libertaire d'Eugène Dumez, farouche opposant à l'Empire, réfugié en Louisiane où il était rédacteur d'un journal, *L'Avant-Coureur Meschacebé*. Pour lui, la société américaine était à peu près aussi malade, en 1867, que la société française, mais il notait aussi : « Il est vrai qu'elle a un peu plus de répit devant elle ². » Déjà, il anticipait presque en prophète la chute de l'Empire et les excès de la Commune, écrivant « Il est certain que l'Empire faiblit, et il y a tout lieu de craindre que sa fin ne nous amène quelque triste crise ³ [...] »

S'il s'était entiché d'immigration avec une ferveur messianique, Rameau n'était pas, loin s'en faut, un partisan du rattachement du Canada français à la France. En 1859, lorsque parut son livre, Rameau mettait déjà ses compatriotes en garde contre le leurre d'une reconquête du Canada, estimant que si les Canadiens

en revenaient aujourd'hui à une union avec la France, ce que nous ne leur souhaitons aucunement, qu'en résulterait-il ? C'est qu'ayant été élevés dans la pratique de la liberté, dont ils ont tiré d'excellents fruits, ils seraient promptement dégoûtés de nous, de notre administration, et de notre gouvernement; il s'élèverait entre eux et la métropole de grandes mésintelligences pour cause d'incompatibilité d'humeur, et ce serait la plus dangereuse épreuve que puissent subir leur patriotisme et la conservation de leur esprit national ⁴.

S'agit-il d'une allusion à peine voilée à Napoléon III lorsque Rameau parle des « grands hommes, dont le meilleur recèle encore trop de misères humaines sous le manteau héroïque de sa splendeur » ? En mettant les Français en garde contre de vaines velléités de rattachement, Rameau eut cette formule saisissante : « Restons donc les uns les autres dans les termes où nous sommes, en augmentant seulement la fréquence de nos relations: *soyons amis, soyons cousins, mais ne nous épousons pas* ⁵. » La France, si elle comprenait ses devoirs en appréciant l'affection résiduelle que les Canadiens français manifestaient toujours pour elle, pouvait « être plus réellement utile aux Canadiens par sa sympathie et son concours intellectuel et moral, qu'elle ne saurait l'être avec ses soldats et ses trésors trop souvent mal employés ⁶ ».

¹ « Rameau à Eugène Dumez, 6 décembre 1867 », CEA, 2.1-8.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Edme Rameau, *La France aux colonies*, p. 246.

⁵ *Ibid.* Nos italiques.

⁶ *Ibid.*, p. 247.

On peut s'étonner que Rameau ait eu quand même accès à l'empereur, on ne sait encore ni comment ni par qui, et qu'il ne se soit jamais privé de lui exposer les besoins de ses amis du Canada et de l'Acadie, ni non plus de lui solliciter des fonds que l'empereur, généreux, ne lui lésinait pas. Grâce à Rameau, les « trésors » de la France, en l'occurrence les dons de l'empereur et de l'impératrice, ne seront pas mal employés tant au Canada qu'en Acadie. Pour Rameau, ce n'était que justice, et justice tardive, car il « en coûterait si peu à la France pour réjouir l'âme de ces braves gens, et la France a tant à réparer envers ces populations qu'elle a ruinées et sacrifiées autrefois ¹ ».

Napoléon III, empereur des Français.

Atelier de Winterhalter. Réplique du portrait officiel peint en 1853.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 9](#).

Rameau fut peut-être surpris que l'empereur se rende à ses appels, car il ne nourrissait pas d'illusions sur une aide matérielle hypothétique de la France pour les Acadiens. Invitant les Canadiens français à aider matériellement les Acadiens alors démunis, il invitait aussi la France à s'intéresser à eux parce que la France avait des dettes envers l'Acadie, « dettes de mère patrie, de mère patrie ingrate et oublieuse ; mais que demander aujourd'hui à notre pauvre pays, tout riche et tout glorieux qu'il soit ? ». Il attribuait le désintéressement de la France envers ses anciennes colonies - désintéressement qui allait cesser

¹ *Ibid.*, p. 117.

d'ailleurs avec l'empereur -, au matérialisme égoïste de l'époque qui contribuait à faire « applaudir aux succès éclatants de la guerre ou à des entreprises retentissantes ». En revanche, il était exclu de « réclamer quelque appui modeste, obscur et utile, pour ces frères misérablement séparés de la famille principale », sous peine de s'exposer aux moqueries « ou à un impitoyable dédain ¹ ».

Par une de ces coïncidences dont l'histoire a le secret, l'abbé Georges-Antoine Belcourt prenait possession de la cure de Rustico ² à l'Île-du-Prince-Edouard, le premier novembre 1859, l'année même de la publication du livre de Rameau. Le nouveau curé allait jouer un rôle de premier plan dans l'émancipation des Acadiens de l'île, l'ancienne île Saint-Jean du Régime français.

Belcourt et Rameau étaient faits pour s'entendre. En effet, tout concordait à les rapprocher, à en faire de véritables complices au service du bien commun. Leur engagement social qui n'était pas commun à l'époque et qui n'avait rien d'un simple exercice intellectuel, mais qui s'étayait sur un pragmatisme orienté vers l'utilitaire, leur respect de la tradition culturelle française toujours vivace au Canada français et en Acadie -sujet d'un constant émerveillement de la part de Rameau ³ -, servirent de base à leur compréhension mutuelle. Rameau, zélé éclairé de ce que l'on appelle de nos jours la francophonie, et Belcourt champion de ces « débris infortunés », formaient une peu banale *sainte-alliance* qui allait marquer profondément l'Acadie.

Belcourt, né à Baie-du-Fèvre, au Québec, en 1803, appartenait à une vieille famille, les Trotter, originaire du Perche, établie au Canada en 1646. Les Trotter furent l'une des grandes familles commerçantes de la Nouvelle-France. Aussi prolifique qu'aventureuse, la famille se divisa en de nombreuses branches qui ajoutèrent à leur patronyme, pour se distinguer les unes des autres, les noms de leurs diverses seigneuries et fiefs ; Trottier-Désaulniers, Trottier de Beaubien, Trottier des Rivières, Trottier de Bellecourt, pour ne citer que quelquesunes des branches d'une famille qui avait colonisé Detroit et Chicago à l'époque du Régime français.

¹ *Ibid.*, p. 116. Dans une note, Rameau surenchérisait en écrivant: « il est donc évident qu'on ne doit compter qu'avec une grande réserve sur l'élan présumé des sympathies, ou sur quelque entraînement sentimental vers le dévouement et la justice, dans un siècle beaucoup plus disposé à railler qu'à s'émouvoir » (note 10, p. 157).

² Le toponyme proviendrait d'un nom de famille. En 1812, l'évêque de Québec, en visite pastorale, notait: « mission de Rustico, ou Racicot, ou Rasticot, (car on varie sur ce nom) ».

³ Rameau manifesta toujours une prédilection pour les Acadiens. Recevant à Adon Pierre, J.-O. Chauveau, homme politique canadien-français, Mme Rameau l'accueillit en lui disant: « Vous êtes Canadien, Monsieur, vous êtes mille fois le bienvenu. Il n'y a personne que mon mari aime plus qu'un Canadien [...] si ce n'est pourtant un Acadien. » Cité par Pierre Trépanier et Lise Trépanier, À la recherche, p. 16, note 8.

Georges-Antoine Belcourt, descendant de ces pionniers qui avaient porté la famille aux quatre coins de la Nouvelle-France durant le Régime français, bien que né dans un modeste foyer, avait sans doute hérité de ses ancêtres le gène de la découverte, de l'innovation et du risque. Ordonné prêtre en 1827 après des études classiques et théologiques au collège de Nicolet, Belcourt occupa plusieurs postes ecclésiastiques comme vicaire puis comme curé dans de paisibles paroisses rurales du Québec.

L'abbé Georges-Antoine Belcourt (1803-1874). Collection du Prince Edward Island Public Archives and Records Office.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 10](#).

Rien ne semblait le destiner à une vie autre que celle de curé de campagne. Pourtant, en 1831, son monde allait changer du tout au tout. Malgré ses réticences, protestant de son ignorance des langues amérindiennes, Belcourt fut envoyé par l'évêque de Québec en qualité de missionnaire auprès du premier évêque de l'Ouest canadien, Mgr Joseph-Norbert Provencher. Pour remédier à ses carences linguistiques, Belcourt s'était mis à l'étude de l'algonquin avant son départ pour Saint-Boniface, à la Rivière-Rouge. Sur place, il apprit le sauteux ¹ qu'il finit par maîtriser parfaitement, mieux que les Sauteux eux-mêmes, affirme-t-on.

L'abbé Belcourt devait passer 17 ans parmi les Sauteux et les Métis de l'Ouest canadien et américain, les défendant contre la toute puissante Compagnie de la baie d'Hudson et n'hésitant pas non plus à tenir tête à l'autorité ecclésiastique et politique.

Les méthodes d'évangélisation adoptées par Belcourt avaient 100 ans d'avance sur celles que préconisaient ses supérieurs, d'où conflits avec Provencher et l'évêque de Québec. Il s'efforçait de sédentariser des Autochtones nomades depuis un temps immémorial, ce qui l'amena à s'intéresser à l'agriculture, à la colonisation, à la menuiserie et à la mécanique ². Belcourt fondait des missions et construisait, construisait, construisait avec les maigres moyens dont il disposait. Et toujours il était sur la brèche pour défendre Autochtones et Métis envers et contre tous, ce qui l'amenait en conflit avec les autorités politiques territoriales.

¹ Il fit imprimer, à Québec, en 1839, grâce à une subvention du gouverneur de la Compagnie de la baie d'Hudson, *Principes de la langue des Sauvages appelés Sauteux : traduction du catéchisme et des cantiques dans la langue des Sauteux*.

² À Rustico, Belcourt introduisit la première automobile à l'Île-du-Prince-Édouard.

En 1846, le gouverneur de la Compagnie de la baie d'Hudson, sir George Simpson, excédé, demanda à l'évêque de Québec le rappel de Belcourt. En 1848, il passa aux États-Unis voisins, à Pembina, dans le diocèse de Dubuque, ce qui dut paraître tout à fait normal à ce descendant de Français qui avaient fondé Detroit. Là comme ailleurs, son sens de la justice sociale ne diminua en rien. Il y resta jusqu'en 1858, ferraillant, bâtissant églises, chapelles et écoles, protégeant ses gens. Tel était l'homme qui allait prendre vigoureusement charge de la paroisse de Rustico, où il arriva le jour de la Toussaint, en 1859, à des milliers de kilomètres à l'est de ses anciennes missions.

Indéniablement, cet homme moderne n'était pas compris de ses supérieurs. Mgr Provencher, tout pionnier authentique qu'il fût lui-même, estimait que Belcourt était « un homme tout de feu et il croit que tout est fait lorsqu'il a vu des gens qui lui ont donné de bonnes paroles ¹ ». L'évêque missionnaire ajoutait: « Dans un poste stable, il a la fureur de faire avant le temps. Il voit déjà fait en imagination ce qui ne se fera pas en 10 ans, en sorte qu'il est toujours en avant, en esprit, et en arrière en réalité ². »

Pour pittoresque que soit la description épiscopale du caractère de Belcourt, celle-ci ne colle pas à la réalité en regard des accomplissements de l'entrepreneur curé lorsqu'il eut les mains libres et les moyens d'action qui lui faisaient défaut. C'est le propre des visionnaires de précéder leur temps et de laisser loin derrière eux, avec une impatience qu'ils dissimulent mal, si tant est qu'ils le puissent, les prudents ou les timorés.

À l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, Belcourt n'eut pas à subir d'ingérence épiscopale. En fait, tant à Île qu'au Nouveau-Brunswick, ses relations avec les évêques furent plutôt bonnes et même fructueuses. Sans doute s'était-il quelque peu assagi au fil du temps ayant appris que l'on attrape plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre. Pourtant il lui arriva de se méprendre sur les bonnes intentions manifestées envers les Acadiens par certains prélats. Ce fut le cas avec Mgr Peter McIntyre qui fut évêque de Charlottetown de 1860 jusqu'à sa mort en 1891.

En 1862, l'évêque se rendit en Europe. Belcourt s'empessa de le recommander chaleureusement à Rameau, en disant du prélat qu'il était « heureux de faire connaissance avec tous ceux qui s'intéressent au sort des Acadiens qu'il aime », et il ajoutait: « Vous lui feriez un plaisir qu'il n'oublierait jamais si vous pouviez lui procurer une entrevue avec l'empereur ³. » On ne sait si

¹ Cité par L.-A. Prudhomme, « Monsieur Georges-Antoine Belcourt, missionnaire à la Rivière-Rouge », *Mémoires de la Société royale du Canada*, section 1 (1920), p. 25.

² *Ibid.*

³ « Belcourt à Rameau, 4 avril 1862 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, P19/A,44.

l'évêque fut reçu par l'empereur. Quelques années plus tard, en 1870, Belcourt avait radicalement changé d'opinion. Son ancienne cure de Rustico et celle de Miscouche étaient occupées par des prêtres d'origine écossaise. Bien pis, débarrassé de Belcourt, l'évêque avait déclaré « ouvertement à un sulpicien qui vient de pafser par là, qu'il alloit tout à son aise anglifier les Acadiens ». C'eût été « un plan misérable » s'il devait réussir dans son entreprise, affirmait Belcourt ¹.

S'il sut mettre les évêques de son bord, bon gré mal gré, il n'en continua pas moins de combattre publiquement les politiciens qui, dans son esprit, nuisaient à l'avancement des Acadiens. Chaque fois qu'il croira les intérêts acadiens menacés ou compromis, Belcourt montera aux créneaux. À l'évidence, cet homme qui visait droit au but avec une énergie peu commune ne respectait que l'équité et la justice.

C'est cet homme rompu aux plus difficiles missions, aguerri par des combats incessants, pourfendeur des monopoles tyranniques, entraîné par une incomparable expérience, qui débarqua à Rustico en 1859. Son nouveau poste n'était pas une sinécure, sorte de repos bien mérité pour un missionnaire chevronné.

Il n'arrivait pas entièrement chez des étrangers puisque le curé de la paroisse de Miscouche, l'abbé Sylvain-Éphrem Poirier (Perry), premier prêtre d'origine acadienne de l'Île-du-Prince-Edouard ², avait été son condisciple au collège de Nicolet. Celui-ci, en plus de sa cure de Miscouche, desservit, de 1844 à 1860, les paroisses de Baie-Egmont et de MontCarmel. Belcourt fut quand même surpris de constater qu'il était, alors, le seul prêtre capable de prêcher en français. Sa paroisse comptait 2 245 âmes, tous agriculteurs et pêcheurs.

Dans une lettre au grand vicaire Charles-Félix Cazeau de Québec, qu'il qualifie dans une lettre à Rameau d' « intime ami », Belcourt expliquait que toute « cette population est bâtie, une moitié sur 25 arpens de terre, les trois-quarts du reste sur 50 arpens et le reste sur 100 arpens ³ ». Le surpeuplement des paroisses acadiennes de l'île s'explique par le système de distribution des terres par l'Angleterre au XVIII^e siècle, après la Conquête.

¹ « Belcourt à Rameau, Québec, 28 août 1870 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

² Au moment de la Révolution française, plusieurs prêtres français étaient passés à l'Île et ils y avaient exercé leur ministère. L'un d'eux, l'abbé Ladislav de Calonne, était le frère du ministre de Louis XVI.

³ « Belcourt à Cazeau, 4 mars 1860 », cité par Georges Arsenault, *Les Acadiens de l'Île, 1720-1980*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1987, p. 133.

L'Île avait été arpentée en 1764 et le fonds terrien divisé en 1765 en 67 lots ou cantons d'environ 20 000 acres chacun. Ces lots avaient été concédés par ordre des lords commissaires du Commerce et des Plantations qui y avaient attaché des conditions draconiennes. Il n'y aurait qu'un seul propriétaire par 200 acres et tous les propriétaires devraient professer la religion protestante et ne devraient être recrutés qu'en Europe ou dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord. Le gouvernement de la métropole confiait ainsi le peuplement de la colonie à des propriétaires fonciers, absents pour la plupart, dont les domaines étaient administrés par des intendants sur place.

Chaque lot était subdivisé en terres affermées par bail à des tenanciers, sans titres de propriété. Ils étaient de simples locataires assujettis à un loyer annuel appelé par les Acadiens la *rente*, de l'anglais *rent*, location. En un mot, les propriétaires étaient de véritables seigneurs, qualificatif que Belcourt ne se gêna pas de leur appliquer. On ne saurait se surprendre que les membres de cette oligarchie quasi féodale se soient comportés en véritables tyranneaux et que leur influence ait pesé lourdement sur le gouvernement local. On ne tergiversait pas avec les arrérages de loyer. De plus, comme on le verra au chapitre suivant, les propriétaires n'hésitaient pas à menacer leur clientèle, particulièrement en période électorale. Cette situation devait durer jusqu'en 1873, année de l'entrée de l'Île-du-Prince-Édouard dans la Confédération canadienne.

À Rustico les fermes, déjà petites, ne suffisaient plus aux besoins des générations montantes à la suite de l'accroissement naturel de la population acadienne. Dans une lettre à Rameau, Belcourt donne un raccourci éloquent de la situation telle qu'il la voyait des fenêtres de sa maison : « une ferme de 100 arpens divisée par le grand-père entre ses 4 fils, contient maintenant 24 garçons et beaucoup de filles ¹ ». Il fallait nécessairement organiser une migration systématique vers des terres libres et, de préférence, en milieu francophone. C'est ce à quoi Belcourt, aidé de Rameau et avec l'appui de sociétés de colonisation, tant au Québec qu'en France, sans oublier l'empereur, s'emploiera avec son énergie et son sens de l'organisation habituels.

L'abbé Belcourt avait l'habitude de mener les choses rondement. Arrivé à Rustico au début de novembre 1859, il n'avait pas tardé à dresser le bilan de la situation. Il s'en ouvrit au grand vicaire Cazeau. La Gaspésie toute proche s'était ouverte récemment à la colonisation systématique. Des terres y étaient disponibles et déjà le surplus des campagnes du vieux Québec s'y établissait. D'ailleurs, de nombreuses familles acadiennes y avaient trouvé refuge et fondé des foyers après la Dispersion. La Gaspésie, comprenant toute la région du

¹ « Belcourt à Rameau, 3 décembre 1861 », cité par Cécile Gallant, « L'engagement social de Georges-Antoine Belcourt, curé de Rustico, 1859-1869 », *Les Cahiers*, vol. II, n° 4 (décembre 1980), La Société historique acadienne, p. 318.

Bas-Saint-Laurent jusqu'à Gaspé, comptait alors 50 000 habitants, dont de nombreux anglophones.

La colonisation telle qu'elle était comprise par les élites canadiennes-françaises à l'époque avait deux buts: établir des Canadiens français en aussi grand nombre que possible sur les terres de la Couronne afin de contrecarrer l'immigration britannique, et enrayer la migration francophone vers les États-Unis. Ce double but devait permettre de conserver le sol ancestral à l'usage des francophones catholiques qui, ainsi, ne seraient pas submergés par une immigration anglo-saxonne.

Aux confins du nord du Nouveau-Brunswick, la vallée de la Matapédia ¹, aux portes de la Gaspésie, au Québec, offrait aux braves d'immenses forêts vierges. La situation géographique de la Matapédia plaisait d'autant plus à Belcourt qu'un établissement d'Acadiens en ces lieux permettait l'extension des communautés francophones du Nouveau-Brunswick vers le Québec; idée chère à Belcourt comme à Rameau. Le projet de Belcourt reçut l'aval du député de Bonaventure, John Meagher, beau-père de l'honorable Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre et surintendant de l'Instruction publique du Québec, et celui de l'honorable Ulric-Joseph Tessier ², ministre des Travaux publics, qui sera l'ami et le correspondant assidu de Rameau.

En 1861, le journaliste Étienne Parent écrivait à Rameau : « Dans quelques années, les Canadiens français et les Acadiens se donneront la main sur le chemin de la Matapédia ³. » De Paris, Onésime Reclus, malgré sa méfiance des politiciens, constatait que « au-dessus de la politiaillerie il y a un peuple qui s'accroît, qui s'épand, qui défriche ⁴ ». Arthur Buies, propagandiste de la colonisation des terres vierges, appellera la vallée de la Matapédia la « Terre de Chanaan » ⁵. Cette référence à la terre promise allait s'appliquer avec encore plus de pertinence au futur établissement de Saint-Paul, au Nouveau-Brunswick, situé à proximité de la rivière Canaan !

Le projet de Belcourt, s'il reçut l'appui enthousiaste et actif de la Société de colonisation du Québec, fut loin de faire l'unanimité parmi les Acadiens de Rustico qui n'envisageaient qu'à contrecœur un déracinement aussi radical. En 1861, Belcourt confiait à Rameau qu'il « ne faut pas croire que cette émigration n'aye pas ses opposants; il n'est pas donné à tous de sacrifier des intérêts

¹ Toponyme micmac signifiant « jonction de deux rivières ».

² (1817-1892), avocat, député de Portneuf, ministre, juge puis sénateur et l'un des fondateurs de Ici Banque nationale.

³ Cité par Jean Bruchési, *Rameau de Saint-Père et les Français d'Amérique*, Montréal, Éditions des Dix, 1950, p. 91.

⁴ *Ibid.*, p. 93.

⁵ Cité par Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette, *Histoire de la Gaspésie*, Montréal, Boréal Express ; Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, p. 317.

personnels au bien-être des autres ¹ ». Mais il y avait plus; les Écossais catholiques de l'Île reprochaient à Belcourt de favoriser les Acadiens. Belcourt, typiquement, ne se souciait pas de ce reproche, affirmant à Rameau, « ma conscience et ma raison me suffisent ² ». Il était prêtre, cependant, et n'oubliait pas les obligations de son état, écrivant à Rameau : « le ménage cependant les intérêts de la religion dans cette Isle, et j'encourage ceux qui jouissent des terres de leurs pères, afin qu'ils ne les passent pas aux protestants ; mais pour ramener les terres à des divisions convenables, il faut que la moitié de leur nombre émigre ³ ».

Dès le mois de mai 1860, soit moins d'un an après l'arrivée de Belcourt à Rustico, 12 aspirants colons vinrent reconnaître les terres que le gouvernement du Québec acceptait de leur concéder à la Matapédia ⁴. Un premier groupe de quatre familles pionnières s'embarqua sur la goélette Rustico pour arriver à Dalhousie, au Nouveau-Brunswick, et de là, jusqu'à Ristigouche, en face de la ville actuelle de Campbellton où ils arrivèrent le 3 novembre 1860. Au printemps 1861, un deuxième contingent de 21 familles et de 17 célibataires suivirent. Un troisième *contingent composé* de quatre familles arriva au mois d'octobre. L'émigration de l'Île devait se poursuivre, par vagues, jusqu'en 1865.

Vue aérienne du village de Saint-Alexis-de-Matapédia, au Québec

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 11](#).

En plus de l'aide du gouvernement du Québec, de la Société de colonisation et de la sollicitude de l'abbé Belcourt, les colons bénéficièrent aussi d'un comité de secours mis sur pied, en France, par Rameau. Ce comité est donc le précurseur, sinon l'ancêtre de l'association française Les Amitiés acadiennes. C'est par ce biais que Rameau intéressa Napoléon III à l'œuvre de colonisation acadienne.

Le missionnaire de la vallée de la Matapédia, l'abbé J.-P. Saucier, fut fort impressionné par la qualité des colons acadiens qu'il accueillait dans sa mission. Dans une lettre à Mgr Charles-François Baillargeon, coadjuteur et

¹ « Belcourt à Rameau, 3 décembre 1861 », cité par Cécile Gallant, « L'engagement social de Georges-Antoine Belcourt », p. 318.

² *Ibid.*, p. 319.

³ *Ibid.*

⁴ Mission de 1860 à 1871, Ici paroisse fut érigée canoniquement au diocèse de Rimouski le 12 septembre 1870 avec saint Alexis comme patron. La municipalité civile du canton de Matapédia fut érigée le 1^{er} juillet 1845. La municipalité actuelle compte 800 âmes.

administrateur de l'archevêché de Québec, le 29 novembre 1860, Saucier poussait son admiration jusqu'à l'angélisme:

J'annonce à Votre Grandeur l'arrivée d'une colonie acadienne de 27 personnes, y compris les enfants ; ils sont rendus et bâtis sur leurs nouvelles terres environ cinq lieues de la mission. Ils sont établis sur la montagne dont le sommet est tout à fait plat, entre la rivière Ristigouche et la rivière Matapédia. Quel bon monde que ces Acadiens ! Ce sont de vrais anges ¹.

Les migrants de l'Île se firent plus nombreux bien que le premier hiver ait été particulièrement pénible. La Société de colonisation recueillit 300 dollars qu'elle fit transmettre à Belcourt pour parer aux secours les plus urgents. D'ailleurs Belcourt veillait au progrès de sa colonie qui, dans les circonstances, accusait des progrès remarquables ainsi qu'il en informait Rameau:

J'ai appris des nouvelles de notre colonie de Matapédia. Le missionnaire Mr Saucier a béni leur église et l'Evêque de Tloa, adm. de l'archevêché de Québec, doit venir au printemps y administrer la Confirmation et tout probablement leur donner un prêtre. Ils ont déjà 200 arpens prêts à recevoir les semences. Je vais leur en envoyer une partie en nolisant une goélette et envoyant deux ou trois familles, et le reste des semences dont ils auront besoin doit leur être envoyées par le Bureau de l'agriculture de Québec ².

Même éloigné, Belcourt gardait un contact vigilant avec sa colonie. Apprenant que des entrepreneurs véreux avaient obtenu du gouvernement du Québec des contrats de construction pour Saint-Alexis, et qu'ils exploitaient honteusement les colons, le curé de Rustico prit sa plume la plus virulente pour les dénoncer vertement au ministre concerné. « Canailles pourries » est l'une des épithètes les moins féroces parmi un chapelet de qualificatifs hauts en couleurs, utilisés par le prêtre courroucé.

Aux familles acadiennes venues de l'Île, se joignirent éventuellement bon nombre de familles venues du Québec même. Pour toutes, Belcourt manifesta toujours une sollicitude pratique. En septembre 1864, Belcourt informait Rameau qu'il avait déboursé 450 dollars pour acheter à Boston « un moulin qui peut moudre de 8 à 10 minots par heure pour Matapédia », les fonds provenant « en majeure partie sur l'argent de l'empereur ³ ».

Même en France on connaissait les libéralités de l'empereur. En 1865, un correspondant anonyme du *Moniteur universel* y publiait une description

¹ Cité par J.-A. Beaulieu, *Centenaire St-Alexis-de-Matapédia : son histoire 1860-1960, 1995 [1960]*, p. 42.

² « Belcourt à Rameau, 3 avril 1863 », CEA, 2.1-5.

³ « Belcourt à Rameau, 10 septembre 1864 », CEA, 2.1-6.

enthousiaste de la jeune colonie. De Gaspé, le correspondant racontait l'arrivée des premières familles de Rustico « la plupart dénuées de tout, sans provisions, sans grains de semence ». Grâce aux secours des Canadiens de Québec et de Montréal, de la Société de colonisation et du gouvernement, qui leur avait fourni immédiatement l'argent nécessaire à l'ouverture d'une route, ces familles avaient pu « défricher beaucoup de terres et cueillir chaque année des récoltes de plus en plus en plus abondantes ».

Suivait ensuite l'évocation de la première chapelle, couverte de branches, en passe d'être remplacée par « une belle petite église, qui, placée sur un monticule, sera vue à une très grande distance ». Il y est fait mention de deux écoles aux deux extrémités de la paroisse, dirigées toutes deux par des instituteurs acadiens et fréquentées par 75 enfants.

Les colons étaient alors occupés à construire une chaussée sur un ruisseau pour y installer un moulin à farine « que le révérend M. Belcourt leur a fait venir de New York », précise erronément le journaliste, « et qu'ils doivent à la munificence de l'empereur Napoléon ». On expliquait comment Belcourt, en fondant son Institut de Rustico « et manquant des fonds nécessaires pour cet objet et aussi pour les fins de l'établissement d'une colonie acadienne [...] eut la bonne idée de s'adresser à ce grand et puissant personnage pour quelques secours, comptant sur la libéralité bien connue de l'empereur des Français ».

L'empereur avait donné plus que Belcourt avait osé espérer « car, à peine s'était-il écoulé quelques mois depuis l'envoi de sa requête à Paris, que la jolie somme de 1,000 dollars lui était remise par l'entremise du consul de France. Or c'est sur cette somme qu'a été pris le montant nécessaire pour acheter le moulin en question. »

Le correspondant anonyme du *Moniteur universel* concluait en affirmant: « Napoléon III est donc lui aussi un des bienfaiteurs de cette colonie, et son nom sera, j'en suis certain, béni et salué avec amour et reconnaissance par les 65 familles acadiennes qui habitent les rives de la rivière Métapédiac ¹. »

Dans un rapport de l'emploi des dons reçus du cabinet particulier de Napoléon III, Belcourt indiquait à Rameau, en 1865, que la colonie pouvait désormais se suffire par elle-même. « je vous adrefse le résumé du recensement de Pacifique Doiron, l'un de nos jeunes colons de Matépédiac, écrivait-il. Ils peuvent maintenant s'en tirer sans aide s'ils veulent travailler sans parefse ². » On était loin du pénible hiver de 1862 alors que les colons, manquant de vivres et d'outils avaient été menacés de disette. Un don personnel de Rameau avait empêché le pire.

¹ *Le Moniteur universel*, 1865, p. 1417, cité par Matthew J. West, *op. cit.*, vol. II, p. 47.

² « Belcourt à Rameau, 6 février 1865 », CEA, 2.1-7.

Aussi l'abbé Belcourt avait-il remercié son bienfaiteur émérite avec effusion tout en rappelant les bontés de l'empereur pour Rustico :

tout revenoit à celui qui avoit mis ce branle, le bon Mr Rameau. Ajoutez à cela la nouvelle d'un présent de l'empereur à notre institut, et jugez, si vous le pouvez, du sentiment profond de reconnaissance et d'affection que vous portent les Acadiens, qui connoissent d'ailleurs la sympathie que vous leur portez par la lecture qu'ils ont prise de votre ouvrage ¹.

Il s'agissait, bien entendu, de *La France aux colonies*, paru l'année précédente et dont plusieurs exemplaires s'étaient vendus à l'Île-du-Prince-Édouard.

En 1866, *Le Moniteur universel* reprenait à son compte un article du *Canadian News* qui brossait un tableau sympathique des émigrés de l'Île-du-Prince-Édouard à Matapédia. Rappelant qu'il se trouvait en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard « environ 80,000 ou 100,000 Acadiens, descendants des anciens colons de la Nouvelle-France, chez lesquels on retrouve encore les mœurs et la langue française », le journal les qualifiait d'agriculteurs, « mais leur amour du travail des champs ne leur enlève rien de leur courage et de leur esprit d'aventure ». On rappelait ensuite leur croissance considérable et la difficulté conséquente qui leur avait fait chercher des terres ailleurs. Plus loin, on apprenait la fondation de la colonie dite de Bouctouche. *Le Moniteur universel* décrivait comme suit l'exode des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard vers le Québec et le Nouveau-Brunswick:

l'Île-du-Prince-Édouard compte 10,000 ou 12,000 Acadiens très serrés sur des terres qui ne leur appartiennent pas et qu'ils cultivent pour le compte d'autrui. C'est parmi eux que le mouvement d'émigration s'est fait le plus remarquer; ils sont les fondateurs de deux colonies qu'ils renforcent tous les jours, l'une aux environs de Bouctouche, dans le Nouveau-Brunswick, l'autre au Bas-Canada, dans le comté de Bonaventure. Cette dernière colonie est protégée par les Franco-Canadiens, qui s'efforcent de fortifier leur nationalité au moyen de l'immigration: aussi la colonie est-elle en pleine voie de prospérité; elle a des terres excellentes, des forêts magnifiques et un climat très sain. On l'appelle Metapediac ².

L'abbé Belcourt qui, depuis 1862, lorgnait du côté du Nouveau-Brunswick pour y établir d'autres familles de l'Île, avait facilement convaincu Rameau. Dès la réception du premier don de l'empereur, Rameau avait incité Belcourt à faire part de son projet au monarque. Il lui traça même l'essentiel d'une démarche qui devait être incluse dans la lettre de remerciements que Belcourt

¹ « Belcourt à Rameau, 8 juillet 1862 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

² *Le Moniteur universel*, 1866, p. 105, cité par Matthew J. West, *op. cit.*, vol. II, p. 48.

se devait d'envoyer à l'empereur. Rameau n'y laisse rien au hasard : « Dans cette lettre si vous me croyez, vous ferez mention d'une manière pas trop longue mais très claire - de la difficulté et même l'impossibilité pour la population acadienne de l'Île d'avoir de nouvelles terres dans leur pays - Les familles sont nombreuses (5 à 8 enfants en moyenne) & la population s'augmente donc rapidement. »

Belcourt devait ensuite évoquer le succès de l'établissement de Matapédia, grâce au concours des « Français du Canada », « mais comme il y a tout près de nous, sur la côte du Nouveau-Brunswick, des paroisses acadiennes considérables, autour desquelles se trouvent encore d'immenses terres vacantes que l'on peut acquérir à peu de frais; nous aurions le désir d'y diriger désormais nos émigrants ».

Deux raisons principales militaient en faveur de ce nouvel établissement: la proximité des lieux, ce qui diminuerait sensiblement les dépenses de transport et qui permettrait aux familles migrantes de ne pas se sentir trop éloignées de leurs parents et amis restés sur l'île, et un deuxième argument qui mérite d'être cité en son entier puisqu'il explique éloquemment le moteur des agissements de Belcourt et de Rameau:

Nous y trouverons le profit de fortifier considérablement les populations acadiennes du Nouveau-Brunswick, plus exposées que les Français du Canada à voir les terres vacantes prises par des émigrants anglais, lesquels alors les circonscriraient et empêcheraient leur développement ultérieur, comme il nous arrive à nous-mêmes dans l'Île St Jean.

Suivait une demande d'assistance en bonne et due forme. La forme, d'ailleurs, est admirable :

Encouragés par votre bienveillance et votre munificence impériale, nous nous adressons à Votre Majesté en cette circonstance, comme au chef naturel de la race française, pour avoir conseil et appui. - Si en effet après en avoir délibéré en votre sagesse, vous approuviez la direction que nous voulons donner à nos émigrants, nous ne pourrions le faire d'une manière forte et efficace, qu'autant que nous pourrions être soutenus par quelques secours pécuniaires qui puissent aider nos émigrants pendant les premières années de leur installation ainsi que l'on a fait pour eux au Canada.

Belcourt devait ensuite développer son projet selon la manière que Rameau lui indiquait:

Il ne s'agirait point du reste d'aucune somme à accorder immédiatement, si Votre Majesté prenait en considération notre projet, c'est seulement dans un an et demi d'ici, pour l'année 1864 que nous aurions besoin du premier secours; afin que nous puissions d'ici là préparer et faciliter toute chose pour cette migration nouvelle; si à partir de cette époque Votre Majesté pouvait mettre à notre disposition pendant 3 années de suite une somme de 200 dollars (mille francs) pour chaque année, cela nous suffirait pour établir les rudiments d'une nouvelle paroisse acadienne en arrière des paroisses actuelles de Bouctouche, St Antoine, et Cocagne, dans le comté de

Kent Nouveau-Brunswick – comté dans lequel il y a ¹ près de 9000 Acadiens (moitié de la population totale) sans compter ceux des comtés voisins qui sont encore plus nombreux ².

Le projet plut à l'empereur. Aussi y donna-t-il suite avec une rapidité qui surprit agréablement Belcourt. Le 25 janvier 1863, celui-ci, triomphant, communiquait l'heureuse nouvelle à Rameau :

Avec une promptitude à laquelle j'étois bien loin de m'attendre, vu que la faveur que je sollicitois ne devoit être espérée qu'après un plus long laps de temps, avec, dis-je, cette promptitude qui caractérise le bonvouloir, Sa Majesté nous a fait annoncer par Mr le Directeur des dons et secours ³ sa gracieuse condescendance à nos demandes. J'ai delà conclu qu'il approuvoit nos plans, ceux que je lui avois exprimés, et pour l'exécution desquels, au cas d'approbation de sa part, j'avois sollicité le secours que vous m'aviez suggéré de demander ⁴.

Belcourt avait eu la chance de voir son projet d'émigration vers le Nouveau-Brunswick pleinement approuvé par l'évêque de Saint John. Mgr John Sweeney, évêque depuis 1860, avait été cure auparavant de Saint-Henri-de-Barachois, une importante paroisse acadienne à peu de distance de Shédiac, et il fit montre de plus de sympathie envers les Acadiens que la plupart de ses collègues irlandais. C'est lui qui approuva, notamment, la fondation du Collège Saint-Joseph, fondé en octobre 1864, successeur d'un petit collège fondé par l'abbé F-X. Lafrance.

Hélas ! une lettre du consul général Gauldrée-Boilleau pour transmettre la somme de 3000 francs de la part de l'empereur spécifiait, et c'est Belcourt qui soulignait doublement, « pour aider l'émigration des Acadiens de Rustico au Canada ! ». Voilà Belcourt perplexe. Il croit qu'il y a méprise, mais avant de procéder à l'émigration vers le Nouveau-Brunswick, il demande avec insistance à Rameau qui est sur place, et qui plus est, a beaucoup insisté pour que cette nouvelle colonie se fasse au Nouveau-Brunswick plutôt qu'au Québec, de « s'assurer de l'intention de Sa Majesté et me répondre au plutôt », par l'intermédiaire du ministre Tessier ou par poste recommandée via Halifax. L'intérêt de Rameau pour cette partie acadienne du Nouveau-Brunswick s'explique et se comprend, car il l'avait visité en 1859.

¹ « plus de » est rayé.

² « Rameau à Belcourt, 29 juin 1862 », CEA, 2.1-4. Un brouillon du projet portait : « si nous avons conçu ce projet, c'est bien plutôt afin d'utiliser nos émigrants de la manière la plus avantageuse à Ici race française que dans notre propre intérêt, puisque nous pourrions continuer à les diriger sur le Canada ».

³ Il devait s'agir de Henri-François Eugène Conneau (1803-1877), médecin, secrétaire puis médecin de la reine Hortense qui le « légua » par testament au prince Louis Napoléon. Il fut le confident et peut-être l'ami le plus intime du prince dont il partagea la captivité à Ham. Il fut premier médecin de la maison impériale et médecin personnel de l'empereur. Il était également directeur des dons et secours provenant de la cassette personnelle de l'empereur, qu'il voyait tous les jours.

⁴ « Belcourt à Rameau, 25 janvier 1863 », CEA, 2.1-5.

Le curé colonisateur était d'autant plus embarrassé qu'il avait « fait espérer à l'évêque de St Jean que Sa Majesté pourrait peut-être venir en aide pour une émigration acadienne aux lieux qui partageoient votre sollicitude pour le bonheur de la race française ¹ ». Le malentendu fut vite éclairci, au grand plaisir de Belcourt et à l'ébahissement respectueux de Mgr Sweeney. Le très politique Belcourt savait faire valoir à bon escient ses relations avec l'empereur!

Belcourt, en juillet 1863, après avoir donné une série de conférences dans les localités de Memramcook, de Bouctouche, de Shédiac et de Barachois pour intéresser d'éventuels colons, avait exploré la région accompagné de deux paroissiens de Baie-Egmont et d'une vingtaine d'Acadiens du Nouveau-Brunswick. Sur son rapport favorable, l'évêque Sweeney s'adressa au gouvernement du Nouveau-Brunswick pour faire arpenter la région envisagée pour le nouvel établissement « *for a large number of French Acadians* », notait l'arpenteur général. Une étendue de 20 milles carrés fut donc arpentée à qui l'on donna le nom de Rhomboïde à cause de sa forme géométrique. Le nouvel établissement fut aussi connu sous le nom de « Terrain de l'évêque » et on l'appelait aussi la colonie de *McLaughlin Road*, également la colonie de *Upper Bouctouche*.

L'abbé Louis-joseph Ouellet ², jeune curé de Sainte-Marie-de-Kent, paroisse voisine du nouvel établissement pour lequel il manifesta toujours un intérêt très vif, choisit l'apôtre saint Paul comme patron de la mission, puis de la paroisse, lors de la bénédiction de la première église, le quatrième dimanche de juillet 1874 « avec l'approbation de Monseigneur ³ », précise-t-il.

Le travail fut terminé à la fin de janvier 1863, mais le gouvernement ajouta au cours de l'année 20 000 acres supplémentaires avec une addition subséquente de 15 000 acres. Comme l'écrit si justement Euclide Daigle, l'historiographe de Saint-Paul-de-Kent : « Les hommes sans terres et les terres sans hommes se rencontrent, la colonisation va commencer ⁴. »

Elle ne se fera pas sans difficultés toutefois. Belcourt rencontra une certaine hostilité de la part de certains députés irlandais mais non de la part du

¹ *Ibid.* L'expression « race française » revient souvent dans les écrits de Rameau et sous la plume de Belcourt. Il ne faut pas en conclure qu'ils sont racistes au sens où on l'entend de nos jours. Lire à ce sujet Pierre Trépanier, « Du système colonial des peuples », pp. 61-62.

² Né à Baker Brook, au Madawaska (Nouveau-Brunswick), le 10 avril 1840, ordonné prêtre en 1868, décédé à Sainte-Marie-de-Kent le 9 mars 1924.

³ Anna Girouard, *La force herculéenne du maître-chantre Louis-Joseph Ouellet, prêtre, Sainte-Marie-de-Kent, Les Balises*, 1995, p. 46. La paroisse civile de Saint-Paul-de-Kent compte de nos jours un peu plus de 1000 âmes. Le toponyme du comté de Kent commémore le duc de Kent, père de la reine Victoria, qui fut commandant en chef des Forces armées en Amérique britannique du Nord et qui résida à Québec et à Halifax.

⁴ Euclide Daigle, *Une paroisse centenaire acadienne se raconte*, p. 40.

gouvernement comme il se plaît à le souligner à Rameau. Par ailleurs, des fonctionnaires du gouvernement provincial ayant posé des difficultés administratives, Belcourt eut recours aux bons offices de Mgr Sweeney qui, indigné, se rendit à Fredericton, capitale provinciale, pour y mettre bon ordre. En juillet 1863, un premier groupe de colons provenant de Baie-Egmont ainsi que des colons des paroisses du sud-est du Nouveau-Brunswick, entreprirent une nouvelle fondation.

L'abbé Ouellet écrivait plus tard:

Il Serait peut-être à propos de dire ici que les premières terres de l'Évêque, comme celles de toutes les colonies naissantes, furent des années de peines et de grandes épreuves. Presque tous les colons qui nous arrivaient étaient généralement très pauvres et dénués de tout, n'ayant que leurs bras et leur hache pour tout faire, mais ils étaient doués d'un courage inébranlable et du désir patriotique de tailler dans la forêt un patrimoine à leurs enfants afin de les garder près d'eux sur cette terre redevenue acadienne ¹ !

Il serait fastidieux de raconter par le menu les péripéties de cette fondation, d'autant plus que ce travail a déjà été superbement bien fait. Il suffira de dire que l'abbé Belcourt s'en occupa constamment, visitant ses colons dont il était très fier; il écrira même à Rameau - pour le remercier d'un don de 250 francs - que l'un d'eux avait été surnommé le « lion de la forêt ² ». Belcourt veillait littéralement au grain.

Vue aérienne du centre du **village de Saint-Paul-de-Kent**, au Nouveau-Brunswick

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 12](#).

En juillet 1863, il apprend à Rameau qu'il est cillé visiter les paroisses acadiennes du Nouveau-Brunswick et particulièrement la nouvelle colonie dont il donne une longue description géologique et faunique. Bien plus, devant certaines difficultés administratives, il s'était rendu dans la capitale, Fredericton, 85 milles (136 km) plus loin, pour faire lever les difficultés. Il en avait profité aussi pour acheter des scies et autres instruments « pour aider les pauvres à se construire leurs maisons dans le cours de l'automne ». Les dons de l'empereur allaient aussi servir à l'achat d'une « certaine quantité de semence pour ceux qui seront faits au printemps, sur l'argent envoyé pour eux par *Sa Majesté*

¹ Cité par Anna Girouard, *op. cit.*, p. 42.

² « Belcourt à Rameau, 24 juin 1865 », CEA, 2.1-7.

*l'empereur des Français*¹ ». Et il ajoute, devant ces débuts prometteurs : « L'entreprise promet le plus complet succès². »

L'abbé Belcourt prit grand soin de faire connaître la générosité de l'empereur à ceux qui en étaient les bénéficiaires. En juillet 1863, il le marquait à Rameau en termes non équivoques :

Je n'ai pas manqué de leur communiquer la sympathie que Sa Majesté Napoléon III portoit à leur prospérité et à leur agrandissement, combien il désiroit de voir leur race se développer et prendre l'afsendant du côté de l'aisance comme du côté de l'intelligence dont ils sont capables. Ils ont apprécié avec bonheur ce patronage de Sa Majesté qui alloit jusqu'à leur envoyer des secours pour venir en aide à l'ouverture d'une colonie si avantageuse à toutes leurs paroisses ; aufsi sont-ils remplis de reconnaissance pour les bienfaits de Sa Majesté tant à cause du secours matériel de ces dons que pour la force d'encouragement qu'excite l'honneur qu'on en refcent³.

L'année suivante, après avoir informé Rameau de l'achat à Boston d'un moulin à farine pour la colonie de Matapédia, Belcourt ajoute qu'il lui reste encore un peu plus de 200 dollars du don de l'empereur qu'il va « envoyer en octobre prochain, à la colonie de *Upper Bouctouche* ou plutôt sud-ouest de *McLaughlin Road* ».

En août 1867, il informe Rameau que son homme d'affaires sur place, Olivier LeBlanc, « m'écrit que le gouvernement s'est rendu à ma demande et après avoir fait par les secours de l'Empereur et de vous, le chemin du côté sud de la rivière [Bouctouche] il a fait faire celui du nord de la rivière que je lui avais demandé instamment⁴ ». Il faut lire avec quelle énergie, quelle ferveur, Belcourt dénonce l'incurie du gouvernement et en quels termes il fustige les fonctionnaires et députés qui ne s'occupent pas des routes comme ils le devraient. Il conseilla même au député local d'aller se traîner les pieds dans les bourbiers de boue qui passaient alors pour des chemins publics !

Peu de temps après, l'abbé, qui avait assisté Mgr Sweeney dans une tournée pastorale à Shédiac, renseigne Rameau sur les progrès constants de « leur » colonie de Rhomboïde. L'évêque, écrit-il, « m'a affirmé qu'au moins cinquante familles alloient hiverner dans cette colonie et le Rev. P. Lefebvre me dit qu'il va bâtir une chapelle et y placer un prêtre. Pour ma part je n'ai aucun doute sur l'agrandissement de plus en plus rapide de cette colonie⁵ ». C'est que des familles de Memramcook émigraient elles aussi à Saint-Paul, grossissant les rangs des premiers colons.

¹ Souligné dans le texte.

² « Belcourt à Rameau, 16 juillet 1863 », CEA, 2.1-5.

³ *Ibid.*

⁴ « Belcourt à Rameau, 1er août 1867 », CEA, 2.1-8.

⁵ « Belcourt à Rameau, 14 août 1867 », CEA, 2.1-8.

En 1870, Rameau contribua de ses deniers à l'érection de cette chapelle. Belcourt, alors à l'archevêché de Québec, hôte du grand vicaire Cazeau, le remercia pour ce nouveau don qui s'ajoutait à tant d'autres. Il l'informait que les colons de Rhomboïde - nom qui allait bientôt être supplanté par celui de Saint-Paul - en avaient « témoigné une très grande reconnoissance ; ils sont tous étonnés d'une charité aufsi constante de votre part pour eux ; et ce secours leur vient fort à propos pour leur aider à mettre leur chapelle en état de service ¹ ».

Le père Camille Lefebvre, de la congrégation de Sainte-Croix, venait de prendre en main la succession de l'abbé Lafrance à la cure de Memramcook. Les pères de Sainte-Croix y avaient fondé un petit collège appelé à devenir la première institution universitaire française au Nouveau-Brunswick. Appuyé par Belcourt et par Rameau - tous deux y contribueront de leurs deniers -, le Collège Saint-Joseph, comme on le verra au chapitre suivant, connaîtra un brillant avenir.

L'instruction populaire et universitaire des Acadiens préoccupait Rameau au plus haut point. À Saint-Louis-de-Kent, l'abbé Marcel-François Richard avait fondé le Collège Saint-Louis qui n'eut qu'une existence éphémère puisqu'il fut fermé sur ordre de l'évêque irlandais de Chatham, Mgr James Rogers. Rameau, à l'époque qui nous occupe, s'indignait de l'indigence intellectuelle des Acadiens.

Il s'en ouvrit à l'empereur dans une longue lettre dans laquelle il lui décrit sobrement mais succinctement les problèmes auxquels les Acadiens étaient en butte en ce domaine. Dans l'esprit logique de Rameau - et Belcourt partageait certainement ses sentiments, lui qui l'avait mis en rapport avec le père Lefebvre -, l'empereur, en maintenant à ses frais un prêtre instituteur français dans cette région éminemment acadienne constituée par les paroisses environnant Bouctouche, perpétuerait les valeurs pérennes de la France ancestrale.

Cette lettre, peut-être inspirée par le curé de Bouctouche, l'abbé Henri-Laurent Berthe ², constitue un document social de premier plan, aussi est-elle reproduite in extenso en annexe. On ne sait, pour le moment, si Napoléon III y donna suite. Chose certaine, l'influence de Rameau sur le développement de l'Acadie connut un succès certain, de son vivant même. Non seulement les colonies qu'il aida à fonder prospérèrent, mais le journal qu'il souhaitait vit le jour et d'autres à sa suite. Le Collège puis l'Université Saint-Joseph de

¹ « Belcourt à Rameau, 28 août 1870 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

² Henri-Laurent Berthe (1825-1904), né à Estavayer-le-Lac, canton de Fribourg, Suisse. Ordonné prêtre à Londres. Curé de Bouctouche, Nouveau-Brunswick, de 1859 à 1864. Son demi-frère se maria à Bouctouche où il fonda une famille encore représentée de nos jours.

Memramcook fut l'une des pierres d'assise du développement acadien et, enfin, l'Acadie, en 1881, se réunit en congrès pour proclamer son identité propre, souhait particulièrement cher à Rameau. En 1884, la Société nationale de l'Acadie, issue de la première Convention nationale, dotait l'Acadie d'une devise et de symboles qui lui étaient propres, autre vœu de Rameau.

Sur la fin de sa vie, l'abbé Belcourt travaillait encore patiemment à l'élaboration de son dictionnaire de la langue des Sauteux. On sait qu'il avait déjà publié un catéchisme dans cette langue. Tout au long de sa correspondance avec Rameau, le projet de publier ce dictionnaire revient constamment. Rameau avait offert de l'aider et le projet fut bien prêt de réussir. La guerre avec la Prusse et l'écroulement de l'Empire allait mettre un terme à cet espoir.

De Québec où il se trouvait durant l'été de 1870, l'abbé informait Rameau qu'il allait expédier son manuscrit de 940 pages « au Comité du Bureau des Imprimeurs de Sa Majesté pour être examiné; par voie du Consul génl. de France, et s'il est admis, je pense pouvoir obtenir facilement du gouvernement de ¹ la Puissance du Canada, le pafsage ou transport libre des épreuves que je corrigerai ici et que je renverrai ² ». On s'intéressait certainement en France à la publication du dictionnaire, car Belcourt indique à Rameau qu'il agissait sur les conseils du « premier ministre du cabinet de l'empereur » par le truchement du consul de France ³ qui lui conseillait fortement de passer en France « aussitôt que les troubles seront apaisés ». Belcourt, toutefois, n'était pas optimiste, car il craignait « que les troubles compliqués de ces temps-ci, ne mettent obstacle à ces plans, pour le moment ⁴ ».

On était au 28 août et la France était en guerre contre la Prusse depuis le 19 juillet. La bataille de Sedan aura lieu du 30 août au 1er septembre 1870. Le 2 septembre, Napoléon III se constituait prisonnier et le 4, la République était proclamée à Paris. Ainsi s'achevait pour Belcourt l'ère impériale qui l'avait comblé en rendant de si grands services aux Acadiens ⁵.

Belcourt aussi avait bien mérité de la patrie, ayant pu donner en Acadie la pleine mesure de ses talents, ce qui ne lui avait pas été permis dans l'Ouest canadien où, pourtant, il s'était dévoué corps et âme pour une cause qui lui

¹ « de Québec » est rayé.

² « Belcourt à Rameau, 28 août 1870 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

³ Abel-Frédéric Gauthier avait succédé au baron Gauldrée-Boilleau en 1864. Il resta en poste à Québec jusqu'en juin 1872.

⁴ « Belcourt à Rameau, 28 août 1870 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A, 44.

⁵ Il y aurait beaucoup à écrire sur les démarches de Belcourt pour faire publier son dictionnaire. Il tâcha même d'y intéresser la Sacrée Congrégation de la propagande, à Rome, et faillit s'y rendre. À la fin, il légua son manuscrit par testament à Mgr Taché, archevêque de Saint-Boniface, successeur de Mgr Provencher.

tenait à cœur. Ce qui frappe, c'est l'authentique humilité de cet homme hors du commun. Il avait pleinement conscience de ce qu'il avait entrepris avec le secours de Rameau et l'aide accordée par l'empereur. On sait avec quelle prudence et quelle efficacité l'abbé géra les fonds qui lui étaient confiés. Les « trésors trop souvent mal employés » de la France, comme Rameau s'en était plaint, donnèrent en ce cas tous leurs fruits.

À Rameau, l'abbé donnera en 1867, une appréciation du travail accompli selon un plan qu'ils avaient mûrement établi :

N'ayant eu d'autre aide que celui reçu de France, il ne faut pas s'étonner que cette colonie [Saint-Paul] aye commencé par un bien petit nombre; mais il doit être bien consolant pour leurs bienfaiteurs de voir ce petit nombre en pleine voie de succès grâce à leur admirable charité. Le succès a eu pour effet d'attirer un nombre plus considérable des fils de familles plus aisées, (qui pour être plus en moyens ne sont pas pour cela les plus courageux,) lesquels vont donner l'élan à la prompte colonisation de cette bande de terres fertiles qui s'étend jusqu'à la hauteur des terres entre la Rivière St Jean et le St Laurent ¹.

En demandant à Rameau de remercier les bienfaiteurs de ses colonies nouvellement établies et désormais en plein essor, l'abbé Belcourt ajoutait cette phrase qui a valeur d'épithète : « Personnellement, je vous suis très reconnaissant pour m'avoir fait l'instrument d'un bien dont les heureuses conséquences sont incalculables ². »

Incalculables, certes, mais mémorables ? Constatons que la tombe de Belcourt à Memramcook est bien chiche et qu'elle n'est jamais fleurie; que Rameau de Saint-Père ne survit que dans la mémoire des érudits et que le souvenir de Napoléon III, sans qui le succès des colonies de Saint-Alexis et de Saint-Paul aurait été aléatoire, est depuis longtemps oublié.

¹ « Belcourt à Rameau, 15 janvier 1867 », CEA, 2.1-8.

² *Ibid.*

Chapitre 5

Les débris de ce peuple infortuné...

La conservation, les rapprochements et la considération de ces divers groupes français du nord de l'Amérique se rattache à un sentiment si vif de nationalité et à un ordre si élevé de considération patriotique qu'ils ont obtenu et obtiendront toujours je le pense l'intérêt de Votre Majesté.

Rameau de Saint-Père

[Retour à la table des matières](#)

En s'adressant à Napoléon III, Rameau et Belcourt étaient sûrs d'être bien accueillis, d'autant plus qu'ils évoquaient un thème cher à l'empereur, le concept des nationalités. L'empereur estimait d'une façon assez romantique qu'il fallait donner aux peuples leurs nationalités et les institutions qu'ils réclamaient : « Alors, tous les peuples seront frères et ils s'embrasseront à la face de la tyrannie détrônée, de la terre consolée et de l'humanité satisfaite ¹. »

À Émile Ollivier, son principal ministre, l'empereur avait développé sa pensée sur le concept de la spécificité des nationalités, une notion franchement moderne que le général de Gaulle fera sienne en regard du Québec et de l'Acadie. « Les nationalités, disait-il, ne se reconnaissent pas seulement par

¹ Cité par Philippe Séguin, *Louis Napoléon le Grand*, Paris, Grasset, 1990, p. 68.

l'identité des idiomes et la conformité des races ; elles dépendent surtout de la configuration géographique et de la conformité d'idées qui naît d'intérêts et de souvenirs communs ¹. » L'Acadie et le Canada français répondaient à ces critères. Belcourt, Rameau et peut-être Girroir avaient trouvé un interlocuteur qui ne pouvait qu'être sympathique aux demandes de ceux que Rameau appelait les « débris de ce peuple infortuné » en faveur de qui ce trio luttait sur tous les fronts.

Le pragmatique Belcourt voyait loin et grand. Le problème de l'émigration ayant été résolu, le curé s'attaqua de front aux questions sociales qui le préoccupaient. L'instruction, tant de la jeunesse que des adultes, l'agriculture et l'économie allaient faire l'objet de toutes ses sollicitudes. Pour obvier au fait que les Acadiens dépendaient chroniquement des institutions financières sur lesquelles ils n'exerçaient pas la moindre influence, Belcourt décida de rien moins que la fondation d'une banque. Ce fut la Banque des fermiers de Rustico, première banque populaire au Canada.

Tout comme les autres agriculteurs de Ile, les fermiers acadiens avaient peu accès aux banques qui ne prêtaient que pour une période de trois mois, aussi devaient-ils s'adresser à des usuriers qui prêtaient à des taux exorbitants, oscillant entre 20% et 25% ².

Selon son habitude, Belcourt mena les choses tambour battant, en ne manquant pas d'utiliser l'empereur à ses fins. Il expliqua à Rameau avec un plaisir évident comment il amadoua le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard:

J'ai prononcé en paffant le mot de notre banque, et vous en voulez sans doute en savoir plus long ; eh bien ! le croiriez-vous, personne ici ne vouloit avoir foi en notre incorporation; *une banque pour les Acadiens à Rustico ! ... disaient certains gentlemen*, avec un sourire de pitié ! J'ai donc drefé une requête, et connaissant combien l'anglois devient maniable par la flatterie, usant auffi du haut crédit que me donne les faveurs de l'empereur, je me suis adreffé au premier pas au guide du parti wig [Whig ³] ; il s'est trouvé tout à fait content de ma confiance en lui et m'a promis de suite qu'il conduiroit tout à bonne fin, et définitivement notre banque est incorporée et n'attend plus que la sanction de la reine pour commencer ses opérations ⁴.

Le projet de loi fut soumis à l'Assemblée législative de Ile en mars 1863. Les parlementaires adoptèrent le texte le mois suivant. Toutefois, le lieute-

¹ *Ibid.*, p. 234.

² Sur la situation économique des Acadiens de l'Île et l'action de Belcourt en ce domaine, notamment sa fondation de la Banque des fermiers, lire l'excellent ouvrage de Gabriel Bertrand, *Paroisse acadienne de Rustico* (Î.-P.-É.) et *la Banque des fermiers : recueil de citations épistolaires du père Georges-Antoine Belcourt*, Moncton, Chaire d'études coopératives, Université de Moncton, 1995, n° 95-04.

³ L'abbé écrit régulièrement « wig » pour « Whig ». Cette appellation désignait les conservateurs et réactionnaires.

⁴ « Belcourt à Rameau, 3 avril 1863 », CEA, 2.1-5.

nant-gouverneur, représentant de la reine et du gouvernement métropolitain, réserva la sanction royale estimant qu'une banque dont le capital initial n'était que de 1200 livres en monnaie de Ille, c'est-à-dire l'équivalent de 800 livres sterling (à peu près l'équivalent de 3 900 dollars en or américain), n'avait que peu de chance de survie. Aussi référa-t-il le projet de loi au gouvernement impérial de Londres.

De Londres, le secrétaire d'État aux Colonies, lord Newcastle, stupéfait, demanda à Belcourt un supplément d'information. Belcourt l'obligea en l'assurant que, nonobstant la modicité du capital initial, la nouvelle banque se conformerait aux exigences des lois régissant les banques de l'Île. Convaincu, le ministre se rendit aux arguments de Belcourt. Londres n'ayant pas d'objection, le lieutenant-gouverneur dut donner la sanction royale à la charte de la Banque des fermiers de Rustico le 7 avril 1864 au nom de la reine Victoria.

En fait, Belcourt n'avait pas attendu la sanction royale pour lancer les opérations de la Banque des fermiers de Rustico. Lorsque le lieutenant-gouverneur s'exécuta, la Banque était déjà en affaires depuis septembre ou octobre 1861 ! et c'est à Rameau que Belcourt s'adressa, le 30 mai 1864, pour faire imprimer les billets de monnaie en France, en lui fournissant force détails et précisions. Pour une raison ou pour une autre, les billets de un, de deux et de cinq dollars, imprimés sur une face seulement, furent imprimés non pas à Paris mais à New York.

Durant 30 ans, la Banque des fermiers, malgré des hauts et des bas, se maintint en affaires. Elle survécut même à Belcourt, ne fermant honorablement ses portes et sa caisse qu'en 1894.

Lorsque, en 1873, des bruits malveillants coururent sur la solvabilité de la Banque, Belcourt fit publier un démenti formel dans *Le Moniteur acadien* de Shédiac. Sa lettre donne les raisons qui avaient motivé la création de la plus petite banque du Canada. Un extrait en dit long sur la pensée sociale de Belcourt, identique en tous points à celle de Rameau :

Qu'il me soit permis de remarquer au public en général et aux institutions financières du commerce, qu'une banque foncière étant d'une importance vitale à la prospérité de l'agriculture, mérite toute la faveur possible de la part des banques commerciales ses consœurs. C'est le fermier qui crée la richesse, c'est le père nourricier de la société toute entière, c'est de lui que le boulanger reçoit sa fleur [farine], le tisserand sa laine, le cordonnier son cuir, le boucher son bœuf, etc. Le fermier est de tous les membres de la société celui qui porte le fardeau le plus lourd: il a donc besoin d'une nourriture forte et mérite l'affection, l'assistance et la sympathie de tout homme bien-pensant. Ôter au fermier sa banque ce serait le faire tomber dans les griffes avides de l'usurier cette sangsue publique qui tient à l'état de misère cette classe si intéressante des fermiers. Il n'y a qu'une banque qui puisse prêter les plus petites sommes comme les plus fortes à des taux modérés, et leur venir en aide pour l'acquisition d'un bien fonds. Favorisons l'essor de ces jeunes bras

vigoureux qui ne demandent qu'un fonds pour réaliser cette richesse latente que leur vivace énergie fera surgir du sol ¹.

L'empereur et la Banque des fermiers unirent leurs efforts, indirectement, au moins une fois, pour venir au secours des Acadiens. Les grands propriétaires terriens de Ile, que Belcourt appelle les « seigneurs », et ils l'étaient en fait et en droit s'ils n'en portaient pas la désignation, étaient protestants. Lors d'une élection, ils avaient voulu forcer leurs tenanciers catholiques à voter pour les candidats de leur parti politique, que Belcourt estimait anticatholique. Pour Belcourt, le Parti libéral était celui des catholiques. Les pressions étaient fortes, d'autant plus que les propriétaires possédaient aussi les commerces où la population n'avait guère le choix que d'acheter à crédit et, par conséquent, de s'endetter systématiquement. Les « seigneurs » passèrent aux menaces en évoquant les sanctions de la loi.

Belcourt prit naturellement la tête de la contestation. Il en fit le récit à Rameau dans une lettre où il ne dissimule pas son plaisir:

Tous comme un seul homme ont répondu au seigneur qu'ils le payeraient en temps dont ils étoient convenus, mais que pour leurs votes, ils le donneraient à tout autre qu'à lui, puisqu'il vouloit les tyranniser, et tous ont tenu parole; pour nous témoin et promoteur de ce noble mouvement, nous ne pensions pas qu'on pousseroit l'iniquité jusqu'à ce point, mais nous les avons jugés meilleurs ou plutôt moins méchants qu'ils ne l'étoient. Tous les biens de ceux qui étoient en dettes furent affichés en vente. Alors nous (le clergé) nous sommes unis pour venir à leur aide et comme la générosité de l'empereur venoit de nous transmettre une large somme, nous avançâmes £100 à un faible intérêt pour conserver intactes les propriétés des pauvres familles abandonnées; notre petite banque de son côté fit des efforts suprêmes et tout en élargissant son fonds en sollicitant des actionnaires, sauva plusieurs propriétés de haute valeur ².

Belcourt ajoutait à l'intention de Rameau que, somme toute, aucun Acadien n'avait perdu sa propriété et que les journaux avaient fait état de « l'aide héroïque de notre indépendance de Français comparée à la lâche tyrannie des seigneurs ³ ».

Pour inspirer confiance, une banque devait être logée dans un édifice imposant. Belcourt avait déjà donné des preuves de ses talents de bâtisseur au Dakota Nord et à la Rivière-Rouge au grand dam de ses supérieurs. Il ne se trouva personne, cette fois, pour le blâmer lorsqu'il entreprit la construction d'un solide édifice en pierres de taille de grés rouge qui faisait son orgueil et dans lequel la banque élut domicile au rez-de-chaussée. L'étage servait de salle communautaire.

¹ *Le Moniteur acadien*, 13 novembre 1873.

² « Belcourt à Rameau, 3 avril 1863 », *CEA*, 2.1-5.

³ *Ibid.*

Dans une lettre à Rameau, en 1867, après avoir indiqué que les affaires de la Banque allaient si bien que les actionnaires étaient sur le point d'annoncer une nouvelle augmentation du capital, Belcourt, avec un brin d'exagération, l'assurait que l'édifice « paffe pour la plus belle construction après l'édifice du Parlement », et qu'il serait inauguré officiellement en grande pompe au printemps suivant « par un concert qui se prépare d'avance par nos musiciens de l'Institut ¹ ».

L'édifice subsiste toujours : le musée de Rustico y est logé. Il n'y manque qu'un buste, ou à tout le moins un portrait de Napoléon III, qui rappellerait l'influence bénéfique que l'empereur exerça sur sa création par l'entremise de Belcourt et de Rameau ².

La Banque des fermiers de Rustico, fondée par l'abbé Belcourt. À l'étage se trouvait la salle abritant la bibliothèque et les instruments de musique achetés grâce aux libéralités de Napoléon III. Photo des collections du Musée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard, à Miscouche.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 13](#).

Pour instruire les adultes et leur inculquer des compétences pratiques en agriculture et en mécanique, Belcourt fonda en 1860 l'Institut catholique de Rustico qui se doublait aussi d'une sorte de société de tempérance visant à détourner les paroissiens de l'abus de l'alcool. Cet institut, véritable cercle d'études, avait été placé par les soins de Belcourt sous le patronage de saint Jean-Baptiste, patron du Canada français. Il comptait 250 membres en 1867 et ne contribua pas peu au développement phénoménal de la région de Rustico sous la vigoureuse impulsion de Belcourt. Une lettre à son ami, le grand vicaire Cazeau, à Québec, explique clairement les buts de cette nouvelle fondation :

J'en suis à former un Institut catholique, tant pour faire échec à ces veillées sans fin et aux désordres de l'ivrognerie qui menacent de recommencer, que pour procurer à la population française un moyen d'instruction qu'ils n'ont eu aucune chance d'obtenir par l'absence complète de livres français. Je veux donner à cet institut tout l'attrait possible ; j'en ai rédigé la constitution que j'ai lue à une assemblée générale dimanche dernier. Tous sont dans l'enthousiasme ; ils sont avides de connaissances ³.

¹ « Belcourt à Rameau, 15 janvier 1867 », CEA, 2.1-8.

² Philippe Rossillon avait envisagé de faire apposer trois plaques commémoratives à la mémoire de l'empereur ; à Rustico, à Saint-Alexis et à Saint-Paul. Il en avait approuvé le libellé, rédigé par l'auteur, quelques jours seulement avant sa mort subite.

³ « Belcourt à Cazeau, 28 septembre 1860 », cité par Cécile Gallant, « L'engagement social de Georges-Antoine Belcourt, curé de Rustico, 1859-1869 », *Les Cahiers*, vol. 11, n° 4 (décembre 1980), La Société historique acadienne, p. 331.

Les membres se réunissaient tous les 15 jours dans les locaux de l'Institut, installés dans l'édifice de la banque pour écouter une conférence donnée par Belcourt sur des sujets d'économie et d'autres considérations pratiques. Une discussion suivait. Belcourt ne se confinait pas dans sa paroisse ; il donnait aussi des conférences ailleurs dans les autres paroisses acadiennes de l'Île.

L'idée d'une bibliothèque digne de ce nom avait été suggérée à Belcourt par Rameau qui lui avait aussi recommandé d'adresser une requête à l'empereur, ce que fit Belcourt en 1861. Il rendit compte de sa démarche à Rameau dans les termes suivants :

J'ai profité du bon avis que vous nous donniez d'adrefser une requête à l'empereur des Français pour l'obtention d'une bibliothèque française ; je vous l'adrefse en vous priant de suppléer à ce qui pourroit lui manquer et de la conduire à bonne fin. Un don de l'empereur, quel qu'il soit, sera senti par tous les Acadiens partout où il en est un qui porte ce nom, notre espoir qui est confident en proportion de la vivacité de nos désirs, nous inspire aufsi la confiance qu'avec votre aide, nous ne manquerons pas de quelque succès ¹.

Rameau se chargea des démarches à Paris. À la fin de juin 1862, il informait Belcourt que « l'envoi de l'empereur que je vous avais annoncé, savoir une caisse de livres et le surplus, c.a.d. 500 [francs] en argent ² » avait dû être expédié au début du mois à l'adresse du consul de France à Québec pour être transmis à Rustico. Rameau profitait de l'occasion pour réitérer à Belcourt qu'il serait heureux de lui rendre service à Paris « pour achat de livres ou autres commissions, je suis je vous le répète tout à votre disposition et dans le cas où je ne serais pas libre, ou absent de Paris, je vous indiquerai un commissionnaire honnête à qui vous adresser ³ ». Plusieurs livres de la bibliothèque de l'Institut ont survécu. Certains portent la mention d'un « Don gracieux de Sa Majesté l'empereur des Français ».

Par mesure d'économie, Belcourt préférait faire acheter les livres en France, estimant que leur prix était trop élevé à Québec, d'où le très réel service que lui rendait Rameau, en se faisant son commissionnaire à Paris. On ne comptait pas uniquement sur les largesses de l'empereur et de Rameau pour l'achat de livres ; les membres y allaient de leurs contributions personnelles.

La nouvelle du don tarda quelque peu à parvenir à Ile, car le maître de poste principal de Charlottetown, soupçonnant Rameau d'être un espion à la

¹ « Belcourt à Rameau, 10 septembre 1861 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A.44.

² « Rameau à Belcourt, 25 juin 1862 », CEA, 2.1-4.

³ *Ibid.*

solde de l'empereur, avait confisqué une lettre de ce dernier. Belcourt n'hésitait pas à claironner les faveurs de l'empereur à qui voulait l'entendre et même particulièrement à ceux qui s'inquiétaient de ces dons. Belle colère de Belcourt qui se rendit dans la capitale de l'Île pour tancer le maître de poste inquisiteur et récupérer sa lettre ! D'ailleurs, l'abbé se sentait surveillé par des fonctionnaires méfiants et savait que sa correspondance avec Rameau était lue avant qu'il la reçoive ; il en avait averti Rameau.

Des journaux de Québec, cependant, avaient fait état de ce premier don de l'empereur, ce qui avait grandement plu à Belcourt qui profita de l'occasion pour raconter à Rameau la rocambolesque saisie de sa lettre et l'effet que l'arrivée des livres offerts par l'empereur avait eu sur le gouvernement whig de Charlottetown, bête noire de Belcourt :

À la nouvelle publiée à Québec des bontés de l'empereur pour nos chers Acadiens, tout ce qui est du gouvernement actuel, *wigs*, pur sang, n'ont su comment interpréter cette faveur, tout espèce de fantôme se présentant à leur imagination, vous eussiez dit qu'ils voyaient la Gloire avec leurs gros canons braqués en face de Charlotte Town, comme si cette pauvre bicoque valait une annonce. [...] Vraiment, c'était amusant, et nos Acadiens jouissaient de leur malaise (vous leur pardonneriez cette malice) ¹.

En octobre de la même année, le consul Gauldrée-Boilleau écrivait à Belcourt pour lui transmettre les 500 francs de l'empereur et lui annoncer l'arrivée prochaine d'une caisse de livres. Le grand vicaire Cazeau, avait fait à Belcourt l'éloge du consul « en termes qui m'ont beaucoup fait regretter de n'avoir pu faire sa connaissance ² ».

Mais le don d'argent et l'arrivée prochaine des livres comblaient d'aise le curé de Rustico qui partageait sa joie avec Rameau: « Vous souririez de bonheur, lui disait l'heureux Belcourt, si vous voyez comme moi la joie qui règne parmi nos chers Rusticos. Je puis vous affirmer que l'empereur leur est cher et qu'ils vous porteraient sur leurs épaules pour leur avoir procuré ces avantages si précieux ³. »

C'est Rameau qui, diplomatiquement, rédigea à l'intention de l'abbé Belcourt un projet de lettre de remerciement à l'empereur dans laquelle Belcourt devait aussi sensibiliser le monarque au projet d'émigration de l'Île-du-Prince-Édouard vers le Nouveau-Brunswick. Belcourt, on l'a vu, informa Rameau qu'il avait suivi ses conseils.

¹ « Belcourt à Rameau, 25 avril 1862 », CEA, 2.1-4.

² « Belcourt à Rameau, 2 octobre 1862 », CEA, 2.1-4.

³ *Ibid.* Belcourt désigne souvent improprement le consul général sous le nom de Gaultier-Boilleau.

D'autres dons de l'empereur allaient par la suite continuer d'alimenter la bibliothèque de l'Institut. Celle-ci s'était considérablement enrichie grâce aux libéralités de l'empereur. Avec un deuxième don, Belcourt avait acheté à Québec « près de 50 volumes pour notre bibliothèque [...] de plus deux globes, terrestre et céleste et une sphère armillaire qui complète le tout ¹ ».

Belcourt faisait sans doute partager par ses ouailles la véritable vénération qu'il portait à l'empereur si on en juge par ce qu'il en écrivait en 1862 à Rameau : « Tous les Acadiens de l'Isle et d'ailleurs, sont glorieux du souvenir de Sa Majesté Napoléon III pour les Acadiens français, pendant que nos anglois *louchent* des deux yeux ². »

En avril 1863, après la réception d'un nouveau don de l'empereur pour les oeuvres de Belcourt, celui-ci remerciait Rameau de son intervention en lui apprenant qu'il avait bien reçu « les nouveaux dons de Sa Majesté avec l'admiration que méritoit une aussi généreuse assistance faite avec tant de bonne grâce ». Tout à sa joie, le malin curé ne pouvait résister au plaisir de commenter pour le bénéfice de son correspondant avec quelle mauvaise grâce un certain élément de la population de Ile avait appris la nouvelle de ces largesses impériales : « si vous aviez vu la *figure longue* que faisoient les Anglois en entendant parler de ce nouveau don de l'empereur [...], écrivait-il, ravi, vous auriez cru que les Français étoient sur le point de s'emparer de Charlotte Town ³. » L'expression revient fréquemment sous sa plume à croire qu'il l'espérait!

Dans une lettre à Rameau, qui ne porte pas de millésime, mais qui fut écrite un 8 juillet à la suite d'un nouveau don de l'empereur, Belcourt revint à la charge. Les journaux avaient largement fait état « du précieux don de Sa Majesté l'empereur des Français à l'Institut des Acadiens de Rustico ». Dans son enthousiasme, Belcourt dépassait quelque peu les bornes et se prenait inconsciemment pour un Français inconditionnel de Napoléon III. Il écrivait, en effet, à Rameau que « ce don si honorable et généreux fait aux Acadiens par l'empereur même de leur nation », avait suscité l'admiration. Chez les Acadiens et chez les Canadiens français sans doute, mais certes pas parmi la population anglophone de Ile qui en était contrariée « d'autant plus que cette générosité, ajoutait-il, est diamétralement opposée à la conduite qu'ils ont toujours tenue envers les pauvres Acadiens, qui sont pourtant, en somme, ce que nous avons de meilleur dans l'Isle ».

¹ *Ibid.*

² « Belcourt à Rameau, 8 juillet 1862 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

³ « Belcourt à Rameau, 3 avril 1863 », CEA, 2.1-5.

On l'a constaté, tout ce qui contribuait à chagriner les anglophones ravissait le curé qui ajoutait à l'intention de son correspondant et bienfaiteur, avec un double souligne, qu'un Anglais de Ile, rencontrant un Acadien en ville, lui avait déclaré avec un brin de morosité : « Savez-vous *bien*, vous autres, que vous recevez de votre empereur, des faveurs que la reine ne nous avoit pas faites ¹. » À l'évidence, pour Belcourt comme pour d'autres, Napoléon III régnant en France était l'empereur de tous les Français où qu'ils se soient trouvés !

Il avait, bien entendu, remercié l'empereur « avec notre simplicité ordinaire, mais avec le sentiment de ce que nous disions, à Sa Majesté, par l'entremise de l'excellent consul genl. de France à Québec ² ». Belcourt, naturellement, était fier de son Institut, de sa bibliothèque et du succès que les deux remportaient dans la communauté acadienne dont il donnait à Rameau, en 1865, un éloquent témoignage:

L'Institut catholique, dont la bibliothèque s'est considérablement agrandie (relativement aux moyens) contient des connoissances sur toutes les branches, et répand l'instruction d'une manière admirable; il ne faut pas s'en étonner quand on connoit l'avidité des Acadiens pour s'instruire et la résolution forte où ils sont de s'élever au dessus du museau de leur classe qui appartiennent à des nationalités différentes. On ne trouve nulle part, même chez les gens lettrés des hommes n'écrivent aussi facilement et aussi correctement les deux langues que plusieurs des jeunes Acadiens ³.

Le succès remporté par l'Institut dépassait les espérances que le curé avait fondées. Il l'avouait à Rameau en rendant hommage à la générosité de l'empereur qui était à l'origine de ce beau mouvement: « Les livres qui nous viennent de la main de l'empereur et qui sont en évidence dans les vitrines de la dite bibliothèque sont comme un stimulant et un honneur toujours renaissant qui semble devoir nourrir l'accroissement de cette institution et faire chez les Acadiens un bien que je n'avois pas même osé espérer ⁴. »

Dans un long mémoire, très fouillé, que Belcourt écrivit en 1862 et intitulé *Quelques notes sur l'établissement des Acadiens dans l'Isle St jean et en particulier sur l'établissement de Rustico* ⁵, le fougueux curé donne de son institut un tableau véridique tout en rendant hommage à l'empereur.

¹ « Belcourt à Rameau, 8 juillet 1862 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

² « Belcourt à Rameau, 3 avril 1863 », CEA, 2.1-5.

³ « Belcourt à Rameau, 7 mai 1865 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

⁴ *Ibid.*

⁵ Belcourt, *Quelques notes sur l'établissement*, Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, 1862, PA19/A,44.

On y trouve la preuve de la grande discrétion avec laquelle l'empereur dispensait ses largesses à même sa cassette personnelle et non sur le trésor public.

Malgré les obstacles, les connaissances littéraires progressent. Depuis la fondation de l'Institut catholique à Rustico en 1860, le goût des lettres et le zèle pour l'instruction a produit d'heureux fruits; mais la faveur et l'honneur insigne que l'Institut catholique français de Rustico vient de recevoir de Sa Majesté l'empereur des Français, qui lui a gracieusement fait don d'une somme équivalente à 6 ou 800 volumes va donner un nouvel essort à ces heureuses dispositions. C'est pour tous les membres de l'Institut (240) un devoir bien senti, de se montrer dignes d'une si haute faveur, et tous les Acadiens qui ont appris cette grande nouvelle, s'enorgueillissent d'un aussi gracieux souvenir de Sa Majesté Napoléon 3; tandis que cette honorable générosité, dans son éloquent silence, en dit plus à leurs chefs peu soucieux des intérêts des Acadiens que tous les discours n'en pourroient exprimer.

Admirez au passage comment Belcourt, qui depuis son arrivée à Rustico faisait cause commune avec les Acadiens, prend l'exemple de l'empereur pour égratigner les évêques !

L'ancien missionnaire dans les plaines de l'Ouest avait naturellement gardé de son expérience de colonisateur auprès des Amérindiens et des Métis le côté pratique qui avait tant froissé ses supérieurs. Il employa les mêmes techniques pour réussir à Rustico. On jugera combien, en ce domaine, il était de son temps et même en avance par cette demande qu'il fit à Rameau en 1863:

Pages d'un livre acheté par l'abbé Belcourt pour la bibliothèque de Rustico qui bénéficia des dons de l'empereur. Rustico Library Collection, Prince Edward Island Public Archives and Records Office.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 14](#).

Si vous pouvez me dire le prix d'une machine pneumatique, d'une machine électrique et d'un appareil pour analyser les terres, vous nous ferez plaisir, nous nous proposons de faire venir ces instruments pour une autre année. Nous avons une batterie [pile] galvanique, un appareil de photographie et autres affaires d'optique. Nos lectures de cet hiver, accompagnées d'expériences physiques ont intéressé considérablement et donné une forte impulsion au goût de s'instruire ¹.

On le voit, les progrès techniques n'effrayaient nullement Belcourt qui s'en servait pour le plus grand bien des populations dont il avait la charge.

¹ Cité par Cécile Gallant, *op. cit.*, p. 332.

On ne trouvait pas que l'Histoire populaire *des papes* et autres ouvrages moraux dans la bibliothèque de l'Institut. Esprit curieux et éminemment pratique, Belcourt avait eu soin d'obtenir plusieurs ouvrages techniques. Il en faisait état dans une lettre à Rameau en 1865 dans laquelle il lui demandait de lui procurer une encyclopédie, l'ouvrage le plus complet en chimie et en physique et un « livre sur les procédés à suivre pour la confection du sucre de betterave avec 4 ou 5 livres de semences pour faire des essais ». Il aurait bien voulu aussi se procurer des livres faits pour les jeunes, car, disait-il à son confident, « on ne peut pas toujours lire du sérieux ¹ ».

Du sérieux, pourtant, il y en avait. « Les écoles, voilà le sac à chicane », confiait le bouillant curé à Rameau. Or la création d'un système scolaire uniforme à l'Île-du-Prince-Édouard, qui allait nécessairement révoquer la catégorie des enseignants acadiens, déclencha sa hargne contre ce qu'il appelait « l'aristocratie anglaise [qui] vient de se venger des Français en paffant un acte pour l'abolition des écoles françaises chez les Acadiens *ces enfants de prisonniers de guerre*. Or vous savez que les taxes pèsent sur eux comme sur tout autre sujet de la province. ² »

Les dons de l'empereur aux Acadiens étaient connus ; Belcourt y avait vu. Sans doute croyait-il que la faveur impériale n'était pas prisée par les anglophones de l'Île qui pouvaient se sentir vaguement menacés, car dans ses imprécations contre l'oligarchie, Belcourt ne manquait pas d'écrire à Rameau :

C'est bien l'occasion de dire on n'est jamais aussi peureux que quand on mérite le châtiment mérité, et quand les faveurs de l'empereur envers les Acadiens les effrayent, c'est qu'ils pensent, ou que leur conscience leur dit que bientôt la mesure sera pleine et alors le jour des rétributions, il me prend envie d'ajouter fiat, fiat, tant ces actes de barbarie me démontent; il semble que Dieu nous a fait un commandement trop difficile en nous ordonnant d'aimer notre prochain comme nous-mêmes, tant il est difficile d'aimer de semblables êtres même au degré qui *rase le plus la corde* (excusez mon expreffion canadienne) ³.

Aux grands maux, les grands remèdes ! Belcourt décida purement et simplement de créer une école au niveau de l'enseignement secondaire qui formerait des maîtres qui, à leur tour, dispenseraient un enseignement de qualité en français. Il voulait que son « école modèle » soit du même calibre que l'institution insulaire où l'on formait les instituteurs anglophones.

¹ « Belcourt à Rameau, 3 avril 1863 », CEA, 2.1-5.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

Pour assurer la direction de son école intégrée à l'Institut, Belcourt avait eu la main heureuse en choisissant, en 1862, un jeune instituteur doublé d'un excellent musicien. L'entreprenant abbé faisait ainsi d'une pierre deux coups.

Israël J.-D. Landry, originaire de Saint-Jean-sur-Richelieu, au Québec ¹, passa donc à Rustico sur les instances de l'abbé qui avait eu soin d'acheter un orgue avec une partie du don de l'empereur, l'autre servait à payer « les honoraires d'un maître canadien pour toucher l'orgue de l'église, que j'ai acheté l'automne dernier, et pour enseigner la musique et faire une école modèle à l'Institut et former des maîtres d'école ² ». Belcourt, rendant à César ce qui appartenait à César, disait à son correspondant en France : « Toutes ces choses ont été payées avec l'argent du don de l'empereur, et une partie des contributions annuelles des membre ³. »

Dans sa longue lettre à Rameau, écrite d'un trait dans le style incisif qui est le sien, Belcourt ne parle pas nommément de Landry, mais il ne peut s'agir que de lui. Il le désigne comme « notre jeune maître, très estimable et chéri des écoliers et de tout le monde ⁴ ». Malheureusement, le climat humide de l'île nuisait à la santé de Landry qui, au moment où Belcourt rendait compte à Rameau de la répartition du don de l'empereur, avait dû gagner Québec pour y soigner une fluxion de poitrine « qui ne cède à aucun remède et menace de le conduire au tombeau ⁵ », craignait Belcourt. Landry s'en remit cependant, et pendant deux ans, il rendit d'inappréciables services aux citoyens de Rustico.

Gravure de l'église Saint-Augustin de Rustico. Illustrated Historical Atlas of the Province of Prince Edward Island, sous la direction de C.R. Allen, Philadelphia (U.S.A.), J.H. Meacham & Co., 1880, p. 89. CEA, PA2-359.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 15](#).

Belcourt aimait le beau. Avec Landry il fut bien servi. Avec quelle fierté le curé ne décrivait-il pas à Rameau les transformations de sa paroisse : « Nous avons à Rustico trois belles cloches FA, SOL, LA, avec un orgue qui est proportionné à la grandeur de notre église ; et nous surpassons les citoyens de Charlotte Town, qui pour être plus prétentieux, n'ont encore, ni accord de cloches, ni orgue, on vient à Rustico pour le plaisir d'entendre un orgue, de

¹ Il avait été baptisé Jean Misaël Maynard. On ignore quand et pourquoi il changea ses nom et prénoms.

² « Belcourt à Rameau, 3 avril 1863 », CEA, 2.1-5.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

toutes les parties de la province ! ¹ » Les cloches achetées par l'abbé Belcourt et payées en partie par Napoléon III et par les contributions des paroissiens, sonnent toujours au beffroi de l'église Saint-Augustin de Rustico. En revanche, l'orgue qui faisait la fierté du curé et l'envie des résidants de Charlottetown semble avoir été remplacé vers 1902.

Belcourt n'en resta pas là. Pour créer une véritable fanfare, le curé affecta 200 dollars à l'achat d'instruments de musique qu'il fit venir de Boston. Les musiciens, formés par Landry; se produisaient lors des grandes fêtes et aux manifestations patriotiques, même dans la petite capitale provinciale, à la grande satisfaction de Belcourt toujours heureux d'impressionner la population anglophone de l'Île. Il y réussit à merveille et le sagace curé ne se faisait pas faute de proclamer haut et fort les bienfaits de l'empereur, comme en fait foi un compte rendu publié dans le journal *Examiner* de Charlottetown. La fanfare de Rustico s'étant produite lors d'une séance publique d'examens au collège Saint Dunstan à Charlottetown, le journaliste, charmé par la performance, en fit un élogieux compte rendu:

La fanfare de Rustico dirigée par M. Landry était présente. Elle contribua grandement au succès des divertissements, en interprétant durant les pauses des mélodies françaises enjouées. Les musiciens, tout habillés de blanc, avaient fière allure, et bien que plusieurs d'entre eux n'aient été que de très jeunes enfants, ils jouèrent leurs partitions avec une aisance et un talent dignes d'artistes chevronnés.
[traduction]

Le journal de Charlottetown s'étonnait, avec sympathie du reste, du changement radical qui s'était opéré à Rustico en quelques années alors que les citoyens de Charlottetown s'étaient habitués à considérer Rustico comme n'étant qu'une communauté dispersée, pauvre, ignorante et trop souvent méprisée parce que composée de Français. L'*Examiner* voulut corriger cette fausse impression en dressant la liste impressionnante des réalisations communautaires visibles à Rustico : « Désormais elle a une bibliothèque nationale sous le patronage de l'empereur des Français, une salle de lecture publique bien garnie, une banque dont le crédit repose sur de solides assises, et une fanfare plus importante qu'aucune autre à Charlottetown, munie d'instruments dispendieux et dotés des plus récentes innovation ². » [traduction] Un tel certificat d'excellence plongeait Belcourt dans le ravissement. Il s'empressa, naturellement, de le communiquer au fidèle Rameau.

L'école modèle, si elle ne dura que deux ans, remplit fort bien sa mission. Belcourt et Landry choisirent 14 garçons intelligents et qui promettaient. Selon Georges Arsenault, historien de l'Acadie de l'Île-du-Prince-Édouard, on y enseignait le français, le latin, le grec, les mathématiques, le plainchant, la musique et fort probablement l'anglais. Dix devinrent instituteurs, justifiant

¹ *Ibid.*

² Cité par Cécile Gallant, op. cit., p. 334.

ainsi la mission originelle de l'école, l'un devint juge, un autre médecin et un autre, cadre supérieur des chemins de fer ¹.

Dans une lettre à Rameau, Belcourt rendit à Landry un témoignage qui l'honorait lui-même sans qu'il s'en rendit compte : « ce maître, écrivait-il, pendant deux ans tint ici une école modèle et forma des maîtres d'école capables d'enseigner dans les deux langues d'une manière supérieure à la capacité des maîtres anglais; nous avons donné des maîtres d'école à toutes les populations françaises de l'Île et il en reste encore de disponibles ² ».

En 1866, Belcourt, légitimement fier de son école, pouvait écrire à Rameau :

Notre école modèle de Rustico a déjà donné six maîtres d'école diplômés, et deux autres sont à l'étude pour être bientôt admis eux mêmes, trois ont été dirigés vers Miscouche, deux nous sont restés et nous en enverrons trois autres bientôt à Elgmont Bay, la Roche. Vous ne sauriez croire le bien qu'ont procuré à la population Acadienne de cette Isle les dons de l'empereur et les vôtres ³.

Les dons de l'empereur, ceux de Rameau, augmentés par les contributions locales - puisque l'école privée ne recevait aucune subvention du gouvernement provincial -, l'enthousiasme pratique de Belcourt et les talents de Landry avaient donné de beaux fruits. L'abbé Belcourt n'appelait pas à la simple émulation ; il exigeait le surpassement. Il l'obtint.

La fondation du Collège Saint-Joseph à Memramcook, au Nouveau-Brunswick, intéressait naturellement Belcourt au plus haut point. Il mit Rameau en rapport avec le fondateur, le père Camille Lefebvre ⁴. En 1865, Lefebvre sollicita l'appui de Rameau auprès du bureau central de la Propagation de la foi, à Paris, en vue d'obtenir une subvention de 25 000 ou 30 000 francs pour lui permettre d'entreprendre la construction du collège.

Le père Lefebvre ajoutait : « Si je ne craignais d'être accusé de présomption ou de témérité, j'oserais porter jusqu'au pied du trône impérial une demande de secours, car pour venir en aide aux débris de ces héroïques martyrs de la foi jurée je me sens capable de tout ⁵ ». On ne sait, pour le moment, si le fondateur de la future Université Saint-Joseph, précurseur de

¹ Georges Arsenault, *Les Acadiens de l'Île 1720-1980*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1987, p. 115.

² *Ibid.*

³ « Belcourt à Rameau, 1^{er} avril 1866 », cité par Cécile Gallant, op. cit., p. 331.

⁴ Belcourt fit un legs testamentaire au Collège Saint-Joseph. À sa mort, survenue à Shédiac où il n'y avait pas encore de paroisse, Belcourt fut inhumé dans un caveau de l'église Saint-Thomas, à Memramcook. Ce fut le père Lefebvre qui présida aux obsèques.

⁵ « Lefebvre à Rameau, Memramcook, 20 septembre 1865 », CEA, 2.1-7.

l'Université de Moncton, fit des démarches auprès de l'empereur. Chose certaine, Rameau l'aurait secondé, tant il estimait cette fondation capitale pour l'avenir de l'Acadie, comme nous l'apprend une lettre qu'il écrivit en août 1874 au père Lefebvre qui lui avait annoncé le décès de l'abbé Belcourt.

Lefebvre n'obtenait pas l'appui financier qu'il espérait du Canada français. Aussi, Rameau, en lui annonçant qu'il contribuait personnellement 1000 francs, soit approximativement 200 dollars en monnaie de l'époque, regrettait « que le Canada ne sorte point de son apathie et paraisse ne pas comprendre l'importance que cette création doit avoir dans son propre intérêt ¹ ». L'entente et la coopération entre le Canada français et l'Acadie préoccupaient sérieusement Rameau. La question d'un rapprochement entre les deux groupes, sans que les Acadiens submergent leur identité propre, est une constante dans sa correspondance et ses écrits.

Tout comme Belcourt qui professait publiquement et ardemment sa préférence pour le Parti libéral et qui ne se gênait pas pour intervenir dans les luttes électorales, Rameau s'intéressait à la politique, grande et petite, en autant que celle-ci affectait les Acadiens. L'union des colonies britanniques en une fédération canadienne l'inquiétait. Belcourt, au contraire, la favorisait. « je crois avec bien d'autres, écrivait-il à Rameau, que l'union fédérale, telle qu'expliquée et entendue par l'union des hommes d'état des diverses provinces, offre au Canada le plus de chance possible ². »

Or la question scolaire qui agitait les catholiques à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, comme on le verra, était aussi à l'ordre du jour au Nouveau-Brunswick. La campagne électorale de 1874 dans cette province avait été violemment anticatholique. L'enjeu était de taille pour les catholiques, surtout pour les francophones, car la campagne portait principalement sur le maintien du *New Brunswick Common Schools Act*, la loi instituant un système scolaire unique, donc unilingue anglais et areligieux en principe. Son application imposait un lourd fardeau financier, sorte de double taxation, pour les communautés souhaitant maintenir des écoles privées. Elles devaient le faire à leurs frais tout en ne pouvant se soustraire à la taxation pour les écoles officielles, d'où conflits, dont un sanglant à Caraquet.

Le gouvernement King ³ avait alors été réélu avec une écrasante majorité, ce qui avait soulevé la colère de Rameau qui s'en était ouvert au père Lefebvre, en lui écrivant qu'il ne pouvait comprendre que « c'est dans des

¹ « Rameau à Lefebvre, Paris, 30 août 1874 », *Le Moniteur acadien*, 24 décembre 1874.

² « Belcourt à Rameau, Rustico, 27 février 1865 », CEA, 2.1-7.

³ George E. King, premier ministre du Nouveau-Brunswick de juin 1870 à février 1871, puis de nouveau, de juillet 1872 à 1878. King avait promis durant la campagne de 1874 que son gouvernement ne souffrirait aucun compromis en regard de la loi scolaire. Deux ans plus tard, il dut se résigner à un accommodement avec l'Église catholique.

comtés où la majorité est si véritablement française et catholique comme Kent-Gloucester etc. on n'ait pu faire élire des candidats convenables ¹ ». Perplexe, il eut ce cri du cœur : « Comment les Acadiens votent-ils donc ? » Il ne sera pas le premier ni le dernier à s'étonner des manifestations d'indépendance politique des Acadiens qui n'obéissaient pas aveuglement aux diktats du clergé si bien intentionné qu'il ait été.

Actif sur tous les fronts, économique, spirituel, culturel, il était inévitable que l'abbé Belcourt en vint à songer à créer un journal dont Landry aurait été le directeur. Rameau, dès 1859, estimait qu'un journal serait utile aux Acadiens à plus d'un titre. Il en traçait le programme d'où le romantisme n'est pas absent. Selon lui, le journal

relaterait tous les incidents, les travaux, les progrès, l'état de situation des divers groupes de la famille acadienne; leur donnant par là un courage mutuel et une pieuse émulation, ce journal ne dut-il contenir qu'une petite feuille et ne paraître qu'une fois par mois, on y gagnerait dans les émigrations plus de méthode et de fruit; on y trouverait les premiers éléments d'un secours et d'un appui mutuels, et une force bien ordonnée dans l'action commune vers le progrès général. On lirait ces pages dans les veillées, les anciens en commenteraient la lecture par leurs souvenirs, et mille récits revenant à leur mémoire ranimeraient l'ardeur de la jeunesse par les relations du courage et des malheurs de leurs aïeux; c'est ainsi qu'au foyer domestique la tradition renaissante viendrait se joindre à l'enseignement du présent pour préparer le développement de l'avenir ².

C'était aussi l'avis de Belcourt qui déplorait, dès 1860, qu'il n'y ait aucun journal catholique rédigé en langue française parmi les six journaux publiés alors à l'Île-du-Prince-Edouard. Cette privation le gênait et il s'en était ouvert à Rameau à qui il écrivait:

Je ne doute pas que si nous avons ici un papier français, organe des populations françaises de ces provinces, on ne voit bientôt la condition des français se relever et plus d'un auroit des chances d'élection ; car il est commun de trouver entre eux des hommes d'un bon jugement naturel qui se développeroit avec si on lui en donnoit la chance en lui procurant les moyens d'étendre leurs connoissances ³.

L'abbé Belcourt envisageait de loger le journal au dernier étage de sa grande bâtisse en pierre. Landry subit-il de nouveaux ennuis de santé ? La tâche assumée pendant deux ans, et avec quel brio ! était-elle devenue trop lourde ? Quoi qu'il en soit, il préféra aller fonder un journal sur la terre ferme, au Nouveau-Brunswick voisin, encourage, il est vrai, par Rameau.

Le prospectus du *Moniteur acadien* fut publié à Chatham, Nouveau-Brunswick, le 5 mars 1867, sur une presse qui ne comptait aucun caractères

¹ « Rameau à Lefebvre, Paris, 30 août 1874 », *Le Moniteur acadien*, 24 décembre 1874.

² Edme Rameau, *La France aux colonies*, Paris, A. Jouby, 1859, p. 115.

³ « Belcourt à Rameau, 18 octobre 1860 », Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, PA19/A,44.

français ! Ce fut à Shédiac, petite ville majoritairement francophone, prospère, comptant un peu plus de 5 000 habitants, port de mer achalandé et, à l'époque, terminus d'une ligne de chemin de fer, que Landry publia, le 8 juillet 1867, le premier numéro du premier journal acadien.

La Confédération canadienne n'avait que huit jours. Les premières élections à la Chambre des communes allaient avoir lieu quelques semaines plus tard. Landry, adversaire volubile du pacte confédératif, se porta candidat conservateur dans le comté de Westmorland. Le 15 août 1867, il justifiait son geste dans son journal: « Le peuple acadien depuis plus d'un siècle accablé par le despotisme, se réveille [...] et partout où ses fils sont assez nombreux, ils réclament juste participation à la chose publique ¹. »

Israël J.-D. Landry (1843-1910), instituteur à Rustico, Î.-P.-É., fondateur du premier journal acadien, *Le Moniteur acadien*. Collection J.E. (Ned) Belliveau, CEA, P10-A47.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 16](#).

Brave mais naïf, Landry n'avait pas craint de se mesurer à sir Albert Smith, ancien président du Conseil des ministres du Nouveau-Brunswick, tout puissant caïd du comté de Westmorland, politicien madré, rompu depuis longtemps aux techniques électoralistes. Smith remporta aisément le siège contre ce nouveau venu, et Landry perdit son journal dans la noble aventure d'une « juste participation à la chose publique » par les Acadiens ². Criblé de dettes, il écrivit à Rameau le 20 septembre: « Voici franchement ce que je crois: je serai obligé de suspendre la publication du *Moniteur* bientôt, car je suis incapable de le soutenir seul. La dépense régulière de l'atelier est de \$50.00 par semaine, et le revenu, à peine \$25.00 ³. »

Au début de 1868, la mort dans l'âme, amer comme en témoignent ses lettres à Rameau dont il fut l'un des fidèles correspondants, Landry eut la chance de vendre le *Moniteur* à son imprimeur ⁴. Fort heureusement pour lui il était excellent musicien, on le sait, de sorte que l'évêque de Saint John, au

¹ Cité par Philippe Doucet, « La politique et les Acadiens », *L'Acadie des Maritimes*, sous la direction de Jean Daigle, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993, pp. 312-313.

² Dans le comté voisin de Kent, Auguste Renaud, un Français récemment établi au pays et fraîchement naturalisé sujet britannique, gagna son siège aux Communes devenant ainsi le premier député francophone du Nouveau-Brunswick.

³ Cité par Clément Cormier, « Le centenaire du *Moniteur acadien* », *Les Cahiers*, 16e cahier, vol. 2, n° 6 (juillet-août-septembre 1967), La Société historique acadienne, p. 225-230.

⁴ Lire Gérard Beaulieu, « Les médias en Acadie », *L'Acadie des Maritimes*, p. 512.

Nouveau-Brunswick, lui offrit le poste d'organiste et de chef de chorale de sa cathédrale ; fonctions dont il s'acquitta ponctuellement durant 42 ans jusqu'à sa mort, survenue en 1910. Il avait aussi un commerce d'instruments de musique dans la ville portuaire ¹.

Landry, qui avait bénéficié des dons de l'empereur durant son séjour à Rustico semble avoir été nommé agent consulaire de France à Saint John, car il était parfois qualifié de « consul de France ² ».

En Nouvelle-Écosse, plus précisément au Cap-Breton - l'ancienne île Royale du Régime français -, un autre prêtre de la trempe de Belcourt s'évertuait à préserver ses ouailles acadiennes de l'anglicisation. Comme Belcourt, l'abbé Hubert Girroir ³ était un personnage hors normes. Il appartenait à cette catégorie de personnes exceptionnelles que suscitent certaines périodes critiques et pour lesquelles ces meneurs semblent avoir été créés tout exprès.

Girroir appartenait à une famille établie d'abord à Port-Royal. Fuyant les razzias de 1755, certains de ses membres, après de nombreuses pérégrinations qui les avaient conduits de Memramcook à l'île Saint-Jean, avaient fini par s'installer à Tracadie, en Nouvelle-Écosse, vers 1782-1783. Rameau qui connut la famille ainsi que l'abbé, écrivit d'eux qu'ils « étaient des hommes d'une grande religion - d'une bonne conduite, et de beaucoup de bon sens ⁴ ».

Le père de l'abbé, le capitaine Joseph Girroir, était caboteur, pêcheur et exploitant d'une ferme importante. Indéniablement, Girroir avait du caractère. Après deux années d'études au nouveau St. Mary's College de Halifax, le jeune homme revint chez ses parents. Il eut comme tuteur le curé Louis-Modeste Anssart, un Français « de France », puis il entreprit durant neuf ans de construire des bateaux, tout en exerçant le métier de forgeron.

En 1850, il entra au séminaire de Québec et il fut ordonné prêtre le 19 février 1853, devenant ainsi le premier prêtre acadien de la Nouvelle-Écosse. Durant son séjour au séminaire, le colosse Girroir participa à une course de patinage de vitesse contre un champion américain, qu'il battit. Les supérieurs avaient autorisé sa participation à un événement qui cadrait si peu avec les mœurs ecclésiastiques lorsque l'abbé promit de verser au séminaire le produit de sa bourse !

¹ Compositeur, Landry ci laissé des pièces dont la Messe n° 2 en si bémol majeur pour quatre voix mixtes avec accompagnement d'orgue, dédiée à Mgr John Sweeny (1821-1901), évêque de Saint John. Cette pièce, ainsi qu'un catalogue d'œuvres choisies, sont conservées au Musée du Nouveau-Brunswick à Saint John.

² Clément Cormier, op. cit., p. 230.

³ Né à Tracadie, Nouvelle-Écosse, en 1825, décédé à Havre-Boucher, Nouvelle-Écosse, en 1884.

⁴ Edme Rameau de Saint-Père, « Notes de voyage de Rameau en Acadie 1860 », *Les Cahiers*, n° 31 (avril-mai-juin 1971), La Société historique acadienne, p. 39.

L'homme avait de l'étoffe, de l'enthousiasme et du courage. Rameau rapporte que Girroir lui avait déclaré avec passion : « le relèverai la nation acadienne ou j'y perdrai la vie ¹. » S'il échoua, ce ne fut pas parce qu'il n'y mit pas des efforts surhumains. Et s'il n'y laissa pas littéralement sa vie, les extraordinaires avanies qu'il dut subir de la part de ses supérieurs ecclésiastiques ne lui rendirent pas l'existence facile.

L'abbé Hubert Girroir (1825-1884). Collection du Centre d'études acadiennes, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 17](#).

Il est intéressant de relever les singuliers points communs entre des hommes comme Belcourt, livrant bataille au gouverneur de la Compagnie de la baie d'Hudson, à l'évêque de Québec, aux politiciens de l'Île-du-Prince-Édouard et aux entrepreneurs du Québec, et Girroir, s'attaquant au gouvernement de la Nouvelle-Écosse et subissant les foudres de ses évêques écossais et irlandais et de Marcel-François Richard, au Nouveau-Brunswick, subissant le même sort et pour la même cause aux mains du clergé irlandais. Que ces hommes se soient conduits en prêtres consciencieux de leur état témoigne d'un zèle peu commun, de leur conscience profonde d'appartenance française, et d'une foi extraordinaire. Ces curés en Acadie du XIXe siècle, avec leur vitalité débordante au service d'un peuple qui n'aurait pas survécu sans leurs efforts furent rien moins que des surhommes.

De retour au Cap-Breton, Girroir fut nommé vicaire à la cathédrale d'Arichat et il fut chargé de cours au nouveau Saint Francis Xavier College, prédécesseur de la Saint Francis Xavier University. Bien que l'évêque d'Arichat ait préféré s'installer à Antigonish, le siège épiscopal et sa cathédrale demeurèrent encore officiellement à Arichat pendant plusieurs années. En 1854, Girroir fut nommé recteur de la cathédrale et directeur d'une institution d'enseignement qui portait le nom de Arichat Academy. Pour la loger, il entreprit la construction d'un imposant édifice.

L'évêque avait obtenu, des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal, des religieuses pour l'instruction des filles. Girroir réussit à faire venir les frères des Écoles chrétiennes pour dispenser l'instruction aux garçons. Ils arrivèrent à Arichat pendant l'été de 1860. Leur établissement, leur

¹ *Ibid.*

maintien, leur droit d'enseigner en français, seront la grande affaire de l'abbé Girroir.

En 1863, une loi de la Nouvelle-Écosse décréait que, dorénavant, seules pourraient enseigner les personnes munies d'un diplôme officiel émanant de la province. La langue anglaise allait sans coup férir supplanter la langue française comme langue d'enseignement. Pour continuer leur oeuvre à Arichat, les frères auraient dû, ou se plier à la direction d'un laïc, ou obtenir un diplôme d'enseignement dans une langue qui n'était pas la leur. Girroir entreprit des démarches auprès du premier ministre Charles Tupper pour que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse reconnaisse l'équivalence des diplômes québécois des frères.

Cependant, plutôt que des considérations politiques, si aiguës qu'elles aient été, ce sont des questions d'argent qui menacèrent la précaire institution des frères des Écoles chrétiennes à Arichat. En désespoir de cause, Girroir, à la fin avril 1863, écrivit une requête à l'empereur. La lettre, semble-t-il, fut perdue, du moins elle n'arriva pas à destination. Girroir s'adressa alors à Rameau pour lui demander d'intercéder personnellement auprès de l'empereur « en faisant comme vous l'avez fait pour les Acadiens de Rustico ¹ », précisait-il. Il sollicitait « quelques mille francs pour aider [à] solder des dettes de notre collègue qui est endetté d'une quinzaine de mille francs ² ».

Avec une belle naïveté, Girroir écrivit de nouveau à l'empereur au mois de juin. Il ne manqua pas de se réclamer du précédent créé à Rustico. « Ayant vu dans les feuilles publiques, écrivait-il, l'effet de votre générosité envers les Acadiens de Rustico, je me suis dit: “Allons donc exposer nos plaintes à Sa Majesté Impériale dont la générosité n'est pas encore épuisée, avec la ferme confiance que ma prière ne sera pas rejetée ³”. »

On ne sait si l'empereur se rendit à son désir, car bien qu'il eût reçu une somme d'argent, Girroir ne précise ni le montant ni la source dans une lettre de remerciement qu'il adressait à Rameau en août 1863. Sans doute s'agissait-il d'un don personnel de Rameau qui ne dut pas goûter les propos très amers de Girroir à l'égard des munificences impériales consenties à Rustico. Compte tenu de la jalousie évidente des propos de Girroir, il est probable que Rameau se soit abstenu de transmettre la requête à l'empereur.

Girroir décida donc d'écrire de nouveau directement à l'empereur le 24 janvier 1863. La lettre est du plus pur Girroir; Rameau, à l'évidence, n'a pas contribué à sa rédaction. Le préambule mérite d'être cité :

¹ « Girroir à Rameau, 30 avril 1863 », CEA, 2.1-5.

² *Ibid.*

³ « Girroir à Napoléon III, 24 juin 1863 », CEA, 2. 1-5.

Sire,

S'il est vrai de dire qu'il est beau de voir le monarque le plus puissant de la terre écouter la prière du plus humble de ses sujets ; s'il est beau enfin de voir l'empereur des Français prodiguer sa bonté jusqu'à prêter l'oreille à la prière d'un faible habitant de son Empire, Il ne sera peut-être pas moins beau de voir ce même empereur condescendre jusqu'à prêter l'oreille à la prière d'un humble petit curé qui habite une petite paroisse acadienne située sur les bords de l'ancienne Acadie qui jadis appartenait si justement à la France que nous chérissons tous ¹.

Beau texte que celui-ci, avec son style d'ancienne cour, faisant appel à la générosité proverbiale de l'empereur, tout en remuant habilement les souvenirs d'une ancienne France s'accrochant à la vie en Amérique. Girroir, après avoir évoqué les près de 7 000 Acadiens dont il avait la responsabilité, fut peut-être moins heureux dans la suite de son exposé qui risquait, par ses outrances antianglaises, d'indisposer l'empereur. Le fougueux abbé aux abois pour la survie de son institution écrivait :

Ayant été témoin de l'ignorance de mes compatriotes et des efforts de tout ce qui se dit John Bull, pour les maintenir dans cette ignorance afin de les mieux exploiter, je priai Dieu de me seconder ou bien mieux de diriger, et alors l'arme à la main je mis en oeuvre tous les faibles moyens à ma disposition pour établir les nobles enfants du vénérable de Salle, les chers frères des Écoles Chrétiennes dans la paroisse d'Arichat ².

L'ancien couvent d'Arichat, au Cap-Breton, qui abrita à l'origine l'Académie des frères des Écoles chrétiennes, pour laquelle l'abbé Girroir sollicita un don de l'empereur Napoléon III. Photo du Beaton Institute Eachdraidh Archives, University College of Cape Breton.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 18](#).

Il affirmait à l'empereur que ses efforts avaient été couronnés de succès et que l'institution pouvait, désormais, se soutenir. « Nos jeunes gens en profitent à merveille, poursuivait-il, et, grâce à Dieu et aux bons frères, la langue française, qui semblait devoir mourir devant les efforts des Anglais, se rétablit rapidement sur des bases solides ³. » En réalité, le problème auquel Girroir était confronté provenait de l'endettement encouru pour la construction des édifices. L'abbé n'était sans doute pas le meilleur des administrateurs si l'on en croit Rameau qui écrivait en 1860: « Il est franc et généreux, trop grand, l'argent ne lui vaut rien. »

¹ Brouillon ou copie incomplète d'une lettre de Girroir à Napoléon III, CEA, 2.1-5.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

La lettre fut-elle transmise à l'empereur ? Rameau, qui avait ses préventions, détourna-t-il l'abbé Girroir de son projet ? On n'en sait rien pour le moment, mais il paraît probable que ce beau morceau n'ait jamais été lu par l'empereur puisque la lettre se trouve dans le Fonds Rameau du Centre d'études acadiennes de l'Université de Moncton. On sait par Rameau lui-même que Girroir était « un grand admirateur de la France et des 2 Napoléons ¹ », et qu'une « grande et chaude discussion » s'ensuivit lorsque Rameau affirma que le caractère et les qualités des Français étaient supérieurs à ceux des Anglais, mais que, par ailleurs, les institutions françaises étaient inférieures aux institutions anglaises. Girroir, sur le terrain avait une vision moins généreuse !

Il eût sans doute rencontré moins d'hostilité s'il eût été moins méprisant pour ses confrères ecclésiastiques écossais, se demandant dans une lettre à Rameau, le 24 janvier 1863 : « En effet que faire avec ces prêtres écofsois rongeurs de *tourteaux à la farine d'avoine* ² dépourvus de tout degré de sensibilité. »

La dissension s'étant installée dans la paroisse, de guerre lasse, les frères quittèrent définitivement Arichat à l'automne 1864. Pour ses peines, Girroir eut la mortification de se faire muter à Arichat-Ouest (Acadieville), une nouvelle paroisse où tout était à faire. Il n'était pas au bout de ses peines : luttant toujours pour les Acadiens, il fut en butte à la vindicte des évêques d'Antigonish. Girroir affirma lui-même à Pascal Poirier que Mgr John Cameron « avait fermé l'Académie et renvoyé les frères, et avait en même temps, fait défense aux sœurs d'enseigner le français ³ ».

D'autres démêlés suivirent, notamment avec l'archevêque Connelly de Halifax, que Girroir avait prit comme arbitre. Après Arichat-Ouest, il fut curé de Chéticamp, puis finalement de Havre-Boucher, non loin de son Tracadie natal. C'est à Havre-Boucher que Pascal Poirier rencontra le curé patriote qui s'y estimait en exil. En 1876, Poirier, cet autre éminent patriote acadien, avait été reçu pendant trois jours par l'abbé Girroir, « l'une des plus hautes, des plus belles âmes de patriote que la terre acadienne ait produites », estimait Poirier. Ce fut un homme brisé, en larmes, qui raconta l'épisode de la fermeture de son académie et le départ des frères qu'il avait également installés dans sa nouvelle paroisse d'Arichat-Ouest. Les sentiments antifrançais de l'archevêque de Halifax, de qui relevait le diocèse d'Antigonish, avaient joué à fond dans ce triste épisode. Ils illustrent parfaitement à quelles forces les Acadiens se

¹ Edme Rameau de Saint-Père, « Voyages de Rameau de Saint-Père dans la Région d'Arichat 1860 », Les Cahiers, n° 35 (avril-mai-juin 1972), La Société historique acadienne, p. 210.

² Les galettes oatmeal, traditionnelles en Écosse.

³ Cité par Éphrem Boudreau, « L'abbé Hubert Girroir 1825-1884 », Les Cahiers, vol. 6, n° 2 (juin 1975), La Société historique acadienne, p. 80.

heurtaient à l'époque. « Le mot d'ordre, disait l'abbé Girroir à Pascal Poirier, donné par Mgr Connelly, archevêque de Halifax, était de faire disparaître la langue française en Acadie... J'en aurais, hélas ! trop à dire là-dessus ¹. »

Il est permis de se demander dans quel panier de crabes Napoléon III fût tombé s'il eût manifesté des velléités d'appui à l'institution de l'abbé Girroir. L'épiscopat irlandais et écossais de la Nouvelle-Écosse eût inondé et Rome et Londres de ses plaintes.

Laissons à Pascal Poirier le dernier mot sur la vie et l'œuvre de l'abbé Girroir:

De tous les prêtres acadiens de la Nouvelle-Écosse, c'est lui qui fit les efforts les plus grands et les plus généreux, mais hélas ! infructueux, pour établir parmi les siens des maisons d'éducation. Homme de cœur et de beaucoup d'esprit, prêtre zélé, patriote convaincu, il avait fait de sa vie deux parts: l'une mise au service des autels et des âmes, l'autre vouée à l'établissement d'écoles, d'académies et de couvents où le français serait enseigné.

Et Poirier de conclure : « Il entreprenait là ce qui était alors fatalement irréalisable, à la Nouvelle-Écosse, pour un curé français. Saint Paul lui-même y eut échoué ². »

Déjà, en 1860, Gobineau qui était passé par là, avait écrit

« Nos Acadiens sont en voie de devenir des Anglais. » Il est vrai que le commissaire impérial n'était guère allé au-delà du voisinage immédiat de Sydney. Rameau, lui, la même année, avait exploré la Nouvelle-Écosse acadienne et il s'était rendu compte, en milieu francophone, de l'attachement réel des Acadiens pour la France.

Peu avant la publication de *La France aux colonies*, en 1859, Girroir avait émis le vœu que les navires français qui relâchaient à Sydney, au Cap-Breton, pour s'approvisionner en charbon choisissent plutôt Arichat, car, écrivait-il à Rameau, « pourquoi ne viendraient-ils pas à Arichat, où sont aussi des mines de houille ? elle leur reviendrait au même prix, mais tandis qu'à Sydney il n'y a que des Anglais, ils se trouveraient ici au milieu d'une population française ³. »

À vrai dire, le déclin commercial d'Arichat était déjà amorcé, ce qui n'empêchait pas Girroir, par jalousie peut-être, ou par atavisme francophile, de

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 81. Un vibrant hommage à la mémoire de l'abbé Girroir fut publié dans l'édition du 30 juin 1881 du *Moniteur acadien*. Il fut repris en 1907 par Ferdinand I. Robidoux dans *Conventions nationales des Acadiens*, vol. I : Memramcook - Miscouche - Pointe-de-l'Église, 1881, 1884, 1890, Shédiac, Imprimerie du *Moniteur acadien*, 1907, pp. 4-5.

³ Edme Rameau, *La France aux colonies*, p. 116.

suggérer qu'il ne manquerait pas de négociants acadiens capables de remplir le poste de vice-consul de France à Arichat, « et nous serions tous bien contents, n'ayant jamais eu le bonheur de voir une frégate française dans Arichat », concluait le curé. Sa suggestion n'était pas tombée dans l'oreille d'un sourd puisque Rameau, aux antipodes des idées politiques de l'empereur, mais qui ne voyait que les intérêts moraux supérieurs de la

France, écrivait dans son livre :

Nous confions cependant ce vœu aux feuilles légères du papier; on ne sait où peuvent voler ces confidences fugitives de l'esprit, qui sur l'aile du hasard portent quelquefois la pensée des plus humbles jusque dans les palais des puissants du jour; puissent-elles rencontrer sur leur route quelque administrateur de bon vouloir et de bon cœur! Il en coûterait si peu à la France pour réjouir l'âme de ces braves gens, et la France a tant à réparer envers ces populations qu'elle a ruinées et sacrifiées autrefois ¹.

Rameau lorgnait quand même du côté des Tuileries et des « puissants du jour » en autant qu'ils puissent être utiles aux causes qu'il défendait.

Les navires français, on le sait, étaient de fréquents visiteurs sur les côtes et dans les ports du Cap-Breton. Rameau ne manqua pas de souligner que les navires de la station navale de Terre-Neuve jouaient un rôle important « dans les préoccupations et les récits des Acadiens, toujours très attachés à la France, et ayant au fond l'idée permanente qu'un jour elle reprendra ce pays ». À tel point que Rameau ajoute : « C'est une idée que rien n'a pu leur faire sortir de la tête - ni le temps, ni les malheurs, ni la misère, ni l'aisance revenue, ni la persécution, ni le régime libéral auquel ils sont maintenant. » C'est tout le contraire de ce que Gobineau affirmait.

Si l'on doutait encore de l'importance diplomatique que la flotte française représentait pour les Acadiens, il suffit de lire ce qu'en dit Rameau avec brio et cœur pour se laisser convaincre des sentiments profonds que les Acadiens nourrissaient envers l'ancienne mère patrie. Rameau en parle avec lyrisme :

Or donc il est souvent question des vaisseaux français de St-Pierre. C'est un grand plaisir pour eux de les avoir vus et l'objet de grands récits quand on parle de la frégate française. Tout le monde se rassemble, les oreilles attentives. Quand une frégate française alla rendre hommage au prince de Galles cette année, on ne parlait que de cela : la frégate avait passé par là, avait été ici, elle viendrait là, elle avait fait cela. On détaillait la descente des officiers, leurs uniformes; c'était le plus beau navire de tous ceux qui étaient là, etc., etc. Tous m'accablaient de questions ; si je la connaissais, si je connaissais les officiers etc., etc. On aurait voulu la voir partout. On adressa d'Arichat une pétition pour qu'elle passa dans le port; on voulait arborer le drapeau français en son honneur. Le commandant avait laissé espérer qu'il viendrait s'il lui était possible. On devait aller au devant de lui, avec des canots pavoisés aux

¹ *Ibid.*, p. 117.

couleurs françaises. On eut presque la joie de l'avoir, on la signala au large, mais le commandant était en retard pour la [illisible] et il dut passer sans s'arrêter. Quel désappointement pour ces braves gens ¹.

Ainsi, plus qu'un concept, plus qu'une idée, débordant largement le cadre étroit de la simple nostalgie, la France, sous le Second Empire, était en Amérique du Nord une réalité tangible. Son autorité morale fondée sur des rapports historiques encore présents dans la mémoire collective de Français qui ne l'étaient plus depuis plus d'un siècle témoigne d'un attachement tenace à des valeurs fondamentales.

La présence ponctuelle du tricolore français sur les côtes de l'ancienne Acadie durant le Second Empire, avant et après la mission de La Capricieuse n'est sans doute pas étrangère à l'adoption, en 1884, du tricolore français frappé de l'Étoile de la Mer comme drapeau du peuple acadien.

Les Acadiens du XIX^e siècle, comme les Canadiens français, étaient encore proches de Louis XIV et de Louis XV. Pour eux, Napoléon III ne pouvait que représenter la continuité légitime de l'histoire de France qui avait été la leur. Le « sentiment si vif de nationalité », les « considérations patriotiques », s'étaient heureusement mérités l'intérêt de Sa Majesté Impériale, l'empereur des Français.

L'abbé Belcourt dans son admiration enthousiaste et sans faille pour l'empereur n'avait peut-être pas eu tort d'écrire : « sans déroger aux sentiments de loyauté dus à leur souveraine, les Acadiens laissent échapper une expression qui vient du cœur en s'écriant comme un seul homme: Vive Napoléon III ² ».

¹ Edme Rameau de Saint-Père, « Voyages de Rameau de Saint-Père », Les Cahiers, n° 35 (avril-mai-juin 1972), La Société historique acadienne, p. 211.

² Belcourt, Quelques notes sur l'établissement des Acadiens clans l'Isle St Jean et en particulier sur l'établissement de Rustico, Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, 1862, PA19/A,44.

Chapitre 6

Le prince Napoléon Jérôme

[Retour à la table des matières](#)

Louisbourg ! un nom royal qui claque comme une bannière au vent de l'histoire. Ancienne capitale de l'île Royale - le Cap-Breton - ville fortifiée et plaque tournante du commerce entre la France, le Canada et les Antilles, Louisbourg, décidée par Louis XIV, fortifiée à la Vauban par Louis XV, eut une existence aussi éphémère que turbulente entre 1713 et sa chute finale en 1758, prélude de l'écroulement de l'Empire français en Amérique du Nord.

Détruite comme Carthage, avec méthode, pour que jamais plus la place forte ne porte ombrage aux intérêts commerciaux et expansionnistes de la Nouvelle-Angleterre, Louisbourg n'était plus, en 1861, qu'un imposant amas de ruines, romantiques à souhait, témoins mélancoliques des grandes entreprises commerciales et militaires de la France au XVIIIe siècle. Les ruines de Louisbourg étaient devenues au siècle suivant l'escale obligée des rares touristes qui visitaient ces parages désertiques de la côte atlantique et qui tous, surtout les Français, ne manquaient pas de méditer sur la tyrannie de l'histoire.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner si à l'été 1861, un visiteur de qualité, le prince Napoléon Jérôme, cousin germain de l'empereur, accompagné d'une imposante suite, en route pour les États-Unis et le Canada, s'arrêtait à Louisbourg.

Le prince Napoléon-Joseph-Charles-Paul Bonaparte (1822-1891), était le deuxième enfant de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie en 1807 par la volonté de son frère, Napoléon 1er, et de sa deuxième femme, Catherine-Sophie-Dorothée, princesse de Wurtemberg, fille de Frédéric 1er, roi de Wurtemberg. Le prince Napoléon Jérôme, appelé irrévérencieusement Plon-Plon, avait épousé en 1859 la princesse Clothilde de Savoie, fille de Victor-Emmanuel II, roi de l'Italie unifiée ¹.

Intelligent, frondeur, féroce anticlérical, autoritaire, quelque peu jaloux de son cousin et faisant volontiers figure d'opposant à l'Empire autoritaire, le prince Napoléon Jérôme eut une relation difficile, voire orageuse, avec l'empereur à qui, un jour de méchante humeur, lui ayant reproché de n'avoir rien de Napoléon 1er s'attira la réponse : « Vous vous trompez. J'ai sa famille. »

S. A. I. le prince Napoléon Jérôme (1822-1891). Photo reproduite dans Armand Yon, Le Canada français vu de France 1830-1914.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 19](#).

Bien qu'il ait été richement doté, qu'il ait commandé la troisième division en Crimée où il s'était conduit avec distinction aux batailles de l'Alma et d'Inkerman, qu'il ait été nommé au Sénat ainsi qu'au Conseil d'État, et que l'empereur lui ait confié le portefeuille de ministre de l'Algérie, en 1858 -dont il démissionna avec fracas - le prince était souvent brouillé avec l'empereur. Il prit même en public le contre-pied de la politique impériale, même au Sénat.

Aussi, le prince s'attira-t-il les reproches fondés de l'empereur au lendemain d'une intervention particulièrement regrettable. Napoléon III lui dira sans détour qu'il constate l'ingratitude du prince malgré tout ce qu'il a fait pour lui : « Depuis le lendemain du jour où je fus élu président de la République, tu n'as jamais cessé d'être, par tes paroles et par tes actions, hostile à ma politique, soit pendant la présidence, soit au 2 décembre, soit depuis l'Empire. Comment me suis-je vengé ? En cherchant toutes les occasions de te mettre en avant, de

¹ Trois enfants naquirent de ce mariage : Victor, prince Napoléon (1862-1926), marié à Clémentine, princesse de Belgique; le prince Louis Napoléon (1864-1932) ; et Laetitia (1866-1926), mariée à Amadeus de Savoie, duc d'Aoste (1845-1890).

te faire une position digne de ton rang, et d'ouvrir une arène à tes brillantes qualités ¹. »

À Ajaccio, lors de l'inauguration du monument de Napoléon 1^{er}, il n'avait pas craint de prononcer un discours l'opposant diamétralement à l'empereur. Qu'on en juge: « J'aime la liberté sous toutes ses formes, déclara-t-il, mais je préfère ce que j'appelle les libertés de tous, qui sont le suffrage universel loyalement appliqué, la liberté complète de la presse et le droit de réunion ² ».

Excédé, Napoléon III lui avait répondu: « À des appréciations que je ne saurais admettre, vous ajoutez des sentiments de haine et de rancune qui ne sont plus de notre époque. Pour savoir appliquer aux temps actuels les idées de l'empereur, il faut avoir passé par les rudes épreuves et la responsabilité du pouvoir ³. »

Les responsabilités du pouvoir feront toujours défaut au prince Napoléon Jérôme, encore que, durant son bref passage au ministère de l'Algérie, il ait été jugé par le maréchal de Mac-Mahon, alors commandant des Forces de terre et de mer en Algérie, comme « un homme d'une grande intelligence et de beaucoup d'esprit. Très travailleur, il avait étudié tous les moyens de colonisation employés dans les deux Amériques ⁴ ». Pour Ferdinand Bac, le prince avait une « intelligence redoutable, tantôt mesquine, tantôt agressive, elle n'était jamais banale ou indifférente ⁵ ».

Mais c'est le côté Janus du prince qui exaspérait l'empereur. Dans une lettre à Louis Veuillot, longtemps même avant d'accéder à la présidence de la République, Louis Napoléon traçait de son erratique cousin le portrait suivant : « Tantôt il est franc, loyal, ouvert, tantôt son cœur semble parler gloire, souffrir, palpiter avec vous pour tout ce qu'il y a de grand et de généreux, tantôt il n'exprime que sécheresse, rouerie et néant ⁶. »

Cette fronde perpétuelle, cette politique personnelle que suivait le prince, l'empereur le lui reprocha souvent, lui qui avait servi de précepteur à son jeune cousin. Il connaissait bien le caractère du prince et il aurait souhaité que celui-ci puisse jouer un rôle utile dans le gouvernement de l'Empire, comme en témoignent ces lignes: « Tu as, je crois, des opinions très nationales. je les partage. Tu as beaucoup d'esprit et d'instruction, mais tu n'as pas assez de tact dans ta conduite ni de modération dans tes paroles. Veux-tu être un homme

¹ Cité par Philippe Séguin, Louis *Napoléon le Grand*, Paris, Grasset, 1990, p. 197.

² Cité par Octave Aubry, *Le Second Empire*, vol. 1, Paris, Fayard, 1939, p. 316.

³ Ibid., p. 317.

⁴ Cité par Georges Spillman, *Napoléon III, prophète méconnu*, Paris, Presses de la Cité, 1972, p. 183.

⁵ Ibid., p. 180.

⁶ 10 décembre 1846, cité par Octave Aubry; *Le Second Empire*, vol. I, p. 114.

politique, appuyant mon pouvoir, fortifiant le trône, ou bien seulement un homme d'esprit, sceptique, riant de tout et ne s'attachant à rien ? Si tu veux être un homme politique, il faut absolument calculer ta conduite et mesurer tes paroles, car, sans cela, il n'y a pas de politique possible ¹. »

Ainsi, malgré son intelligence et ses indéniables talents, le prince ne pouvait seconder l'empereur que dans des emplois subalternes. Napoléon III lui accorda la présidence de l'Exposition universelle de 1867 et l'employa dans des missions diplomatiques de peu d'envergure dans lesquelles il ne risquait pas de compromettre la politique impériale. L'expédition du prince dans les colonies britanniques de l'Amérique du Nord ne semble pas même avoir été une mission officielle. Il n'empêche qu'au Canada français tout au moins, on la considéra comme telle.

Dès 1852, année même du rétablissement de l'Empire, l'empereur avait envisagé pour son cousin une mission aux États-Unis. Par ailleurs, désirant encadrer sérieusement l'entrepreneur cousin, l'empereur avait élaboré une longue note, par précaution, parce qu'il était « difficile dans une matière aussi délicate et sur un terrain où tout peut être imprévu, de tracer un programme de conduite et de discipliner pour ainsi dire d'avance, les tentations d'un esprit généreux, facilement ouvert aux impressions extérieures, il serait dangereux de ne pas signaler les écueils et de ne pas indiquer la marche pour les éviter ² ».

Napoléon III s'inquiétait de l'expansion des États-Unis par rapport à l'Europe et, plus particulièrement, en regard des nouvelles républiques qui s'étaient émancipées de la tutelle espagnole. Son exil de quelques semaines aux États-Unis, en 1837, ne lui avait pas rendu ce pays sympathique. Correctement, il voyait dans cette république une nouvelle rivale pour l'Europe. Son analyse de l'impérialisme américain naissant, cherchant à étendre son hégémonie, visait juste : « Singulier mélange d'audace et de patience, l'esprit américain aidé d'institutions qui ne mettent pas un frein aux écarts de l'ambition individuelle, s'avance peu à peu sur toute la surface de l'hémisphère transatlantique, et menace de changer les conditions territoriales et politiques de l'Amérique centrale et méridionale. »

Cette analyse n'est pas non plus dénuée de regret: il réalisait que l'Europe s'était trop longtemps désintéressée des États-Unis, et qu'elle avait même dédaigné cette république musclée en passe de délimiter sa zone d'influence et

¹ 10 mars 1859, cité par Robert Sylvain, « La visite du prince Napoléon au Canada (1861) », *Mémoires de la Société royale du Canada*, vol. II, section 1 (juin 1964), pp. 108-109.

² « Note inédite de Louis Napoléon (1852) sur la situation des républiques d'Amérique à propos d'une mission projetée pour le prince Napoléon aux États-Unis », *Bulletin de l'Académie du Second Empire*, n° 14 (1995), p. 49.

d'affirmer sa puissance. « Quelle imagination assez clairvoyante aurait pu deviner, il y a cinquante ans, que cette fédération sans unité et dont le but semblait d'annihiler le pouvoir exécutif [- que n'eût-il lu Tocqueville : il aurait mieux compris l'essence même de la fédération américaine -] irait fonder des États sur la mer Pacifique, disputer l'isthme de Panama à l'Angleterre, planter son drapeau à Mexico et élever des comptoirs rivaux jusqu'aux lieux où l'Angleterre paraissait assez riche et assez puissante pour oser ouvrir des relations commerciales. »

Cet assujettissement de l'Amérique du Sud à l'Amérique du Nord était lourd de conséquence pour l'Europe: « Déjà, on l'a vu, récemment, les États-Unis gênent la liberté d'action de l'Angleterre, ils pèsent sur ses finances, ils gouvernent ses manufactures principales. » L'empereur voyait une cause historique à ce « despotisme commercial ». Ce serait une sorte de « représailles contre la tyrannie politique dont l'Europe a abusé pendant trois siècles ».

Ne trouve-t-on pas dans cette note remarquable de sagacité l'incitatif d'un libre-échange entre la France et l'Angleterre ? D'une analyse antérieure mais identique, Louis Napoléon n'a-t-il pas, comme on l'a vu, tenté d'établir des relations commerciales avec l'Amérique britannique du Nord, en établissant un vaste réseau d'agences consulaires ? N'y trouve-t-on pas aussi le germe de la malheureuse expédition du Mexique, décidée en 1861 en accord avec l'Espagne et l'Angleterre, qui amènera les États-Unis, en 1865, à exiger le retrait des troupes françaises du Mexique ?

L'empereur a bien vu le danger que représente, pour la vieille Europe, ces États-Unis qui veillent lucidement à leurs intérêts. Il se demande quelle autorité pourrait mettre une barrière à cet élargissement d'influence sur des États nouvellement émancipés sans recourir aux armes. Il est dans l'intérêt de la France « d'élever une barrière matérielle contre l'accaparement dont les États du Nord sont préoccupés en ce moment, afin de protéger l'ancien monde contre l'établissement d'une souveraineté inique qui ferait du continent américain un monopole commercial et politique dont les dangers sont évidents pour l'Europe ». L'empereur, on le constate à l'évidence, était un visionnaire.

En l'occurrence, la mission projetée n'eut pas lieu. Toutefois, le prince Napoléon Jérôme n'était pas étranger à l'Amérique.

Son oncle Joseph, frère aîné de Napoléon 1^{er}, ex-roi des Deux-Siciles puis d'Espagne, y avait vécu de 1815 à 1832 sous le nom de comte de Survilliers. Établi à Point Breeze, dans le New Jersey, le roi Jérôme avait même contribué à la fondation du journal français *Courrier des États-Unis*¹. Il retourna en Europe après la mort du duc de Reichstadt, l'éphémère Napoléon II.

¹ *Bulletin des recherches historiques*, vol. XX, n° 4 (avril 1914), pp. 122-123.

Lucien, frère de Napoléon, exclu de la succession impériale, prince de Canino, chassé de Rome où il vivait depuis 1804, et sommé par Napoléon d'aller vivre ailleurs, avait choisi d'aller vivre aux États-Unis avec sa famille. Parti de Sardaigne, son bateau fut pris par la flotte anglaise, de sorte que Lucien et sa nombreuse famille - il eut onze enfants de ses deux mariages - se retrouvèrent en un exil doré, en Angleterre, en décembre 1810.

Au lendemain de Waterloo, Napoléon avait, lui aussi, envisagé de rejoindre son frère Joseph aux États-Unis. Il choisit plutôt de se rendre en Angleterre se placer sous la protection du « plus généreux des ennemis ». Ce fut Sainte-Hélène. Napoléon III lui-même avait fait un bref séjour aux États-Unis en 1837, exilé par Louis-Philippe après la tentative de Strasbourg. Les cousins, les princes Achille et Lucien Murat, s'y étaient établis et avaient fondé des familles.

Mais, surtout, les États-Unis, terre promise à tous les exilés, avaient accueilli le propre père du prince Napoléon, le roi Jérôme. Le benjamin de la famille Bonaparte avait participé aux campagnes de Saint-Domingue et de la Martinique où son frère, Napoléon, premier consul, avait eu soin d'expédier cet enfant gâté pour qu'il apprenne à devenir marin. Passé aux États-Unis, il tomba amoureux d'Elizabeth Patterson, jeune fille de 17 ans, appartenant à une très riche famille.

Malgré les atermoiements du père, comme des diplomates français, et surtout contre la volonté de Napoléon, il l'épousa à Baltimore la veille de Noël 1803. Le consentement des époux avait été reçu par Mgr Charles Carroll, premier évêque catholique des États-Unis. Napoléon, qui allait être proclamé empereur des Français l'année suivante, le 18 mai 1804, et couronné par le pape Pie VII le 2 décembre, ne pouvait accepter cette union.

Le couple, naturellement ébloui par la fulgurante ascension de Napoléon, traversa l'Atlantique. Elizabeth Patterson-Bonaparte était enceinte. À Lisbonne, des ordres formels de l'empereur attendaient le couple. Elizabeth n'eut pas l'autorisation de mettre pied à terre et Jérôme fut convoqué en Italie pour y affronter la colère de son frère tout puissant. L'aîné mit le cadet en demeure de choisir : fastes et honneurs ou l'exil. Jérôme céda et ne revit plus jamais sa femme. Le mariage, pourtant légitime, fut annulé par ordre de l'empereur. Même à Québec, l'affaire fit du bruit car la *Gazette de Québec*, sous tutelle du gouvernement, publia la correspondance du ministre Decrès concernant le mariage ¹.

¹ La Gazette de Québec, 14 mars 1805, cité par Robert Sylvain, op. cit., p. 82.

Quant à Elizabeth Patterson-Bonaparte, elle se retrouva en Angleterre où elle accoucha d'un fils en 1805, prénommé Jérôme Napoléon qui fondera une famille. Avocat à Baltimore, il eut deux fils, Jérôme Napoléon et Charles Joseph. Le premier, diplômé de la célèbre académie militaire de West Point, s'engagea dans l'armée française, ce qui lui permit de rencontrer son cousin Napoléon III et son grand-père. Le jeune homme était accompagné de son père. Ils rencontreront donc pour la première fois, l'un son père, l'ex-roi Jérôme, dernier survivant de la famille de Napoléon, l'autre son grand-père.

Le second fils, Charles Joseph, diplômé de la faculté de droit de l'Université Harvard, milliardaire, d'une probité absolue, deviendra en 1905, ministre de la Marine dans l'administration du président Theodore Roosevelt, avant de devenir ministre de la Justice (*Attorney General*). C'est à ce titre que le petit-neveu de Napoléon établira le Bureau des enquêtes (*Bureau of Investigations*) pour lutter contre la corruption. Ce sera l'ancêtre du FBI ¹.

Le voyage que le prince Napoléon Jérôme entreprit un peu par hasard en juin 1861 devait le mener sur d'immenses distances aux États-Unis et au Canada. Il s'embarqua à bord de son yacht, le Jérôme-Napoléon, aviso rapide, élégant et confortable qui conservait cependant ses attributs de navire de guerre de la Marine impériale. Cent vingt marins composaient son équipage.

Outre la princesse Clothilde, qui décida à Lisbonne de faire route jusqu'en Amérique avec son mari, le couple était accompagné de la duchesse d'Abrantes, dame d'honneur de la princesse, de deux aides de camp, les lieutenants-colonels Ragon et Camille Ferri-Pisani ². S'y trouvait aussi un ami du prince, le capitaine de vaisseau Bonfils, ex-gouverneur de la Guadeloupe.

Mais à Alger s'embarqua un autre ami intime du prince, Maurice Dudevant, dit Maurice Sand, fils de George Sand. On sait que le prince entretenait de cordiales relations d'amitié avec l'écrivain qui, par ailleurs, en bonne républicaine, n'aimait guère Napoléon III, surnommé par elle « le somnambule ». Lors de l'élection présidentielle de 1848, le prince Louis Napoléon Bonaparte, excellent propagandiste, avait multiplié les affiches portant des témoignages flatteurs, dont une lettre de George Sand. Celle-ci eut beau protester, le mal était fait; le prince fut élu président de la République par plus de cinq millions de voix ³. Il n'en reste pas moins que l'écrivain, personnalité

¹ Aymar du Chatenet, « Un Bonaparte fonde le futur FBI », *Historia*, n° 580 (avril 1995), p. 54.

² Camille Ferri-Pisani a lui aussi laissé une relation du voyage, *Lettres sur les États-Unis d'Amérique*, Paris, s.é., 1862.

³ Le démenti de George Sand fut publié dans trois journaux. Elle avait écrit : « M. Louis Bonaparte, ennemi par système et par conviction de la forme républicaine, n'a point le droit de se porter à la candidature de Ici présidence. Qu'il ait la franchise de s'avouer prétendant, et la France verra si elle veut rétablir la monarchie au profit de la famille Bonaparte. » Cité par Joseph Barry, *George Sand ou le scandale de la liberté*, p. 304. En

nationale, fut reçue deux fois par le prince président auprès de qui elle sollicita avec succès beaucoup de grâces et d'adoucissement de peines en faveur de ceux que le chef de l'État avait sommairement exilés ou emprisonnés.

Le voyage du prince et de la princesse n'avait rien d'officiel, ni même d'officieux. Il fut décidé à la dernière minute, comme nous l'apprend Maurice Sand lui-même, dans une lettre à sa mère à qui il écrivait: « Six mille et quelques cents lieues de terre ou de mer en trois mois et vingt jours, sans presque jamais savoir vers quel but on marche, c'est un spectacle assez émouvant quand, la veille du départ, on n'y avait jamais songé ¹. » Selon Sand, il aurait été « enlevé à l'improviste par le gracieux appel d'un personnage éminent auquel nous lie depuis longtemps une affection aussi sérieuse que désintéressée ² ».

Maurice, baron Dudevant (1823-1889), dit Maurice Sand, vers 1860. Photo reproduite dans Armand Yon, *Le Canada français vu de France 1830-1914*.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 20](#).

La présence de Maurice Sand dans l'entourage du prince vaudra une intéressante relation du voyage, revue et corrigée par sa mère, à la demande même du prince qui lui écrivit: « Maurice a du bon sens et de la finesse, mais cela ne suffit peut-être pas ; il faut donc que vous revoyiez ce qu'il publiera ; vous jugerez avec votre intelligence et votre sublime maniement de notre langue ce qui convient ³ ». La relation du voyage fut publiée dans *La Revue des deux mondes* en quatre tranches en 1862 puis publiée sous forme de livre, préfacé par George Sand, sous le titre des articles originaux : *Six mille lieues à toute vapeur*.

Le Jérôme-Napoléon quitta Lisbonne le 7 juillet. Le 18, on était en vue de Terre-Neuve et le lendemain, le navire mouillait dans la rade de Saint-Pierre-et-Miquelon. Pas plus que Chateaubriand auparavant, que Eugène Ney et Gobineau à sa suite, Sand n'apprécia le minuscule archipel, reliquat de l'Empire français d'Amérique. « Ici tout sent la morue, écrit-il à sa mère, on la

novembre 1852, l'Empire sera restauré par un plébiscite qui donnera une écrasante majorité à Napoléon III; presque huit millions de voix.

¹ Cité par Robert Prévost, *La France des Québécois*, Montréal, Stanké, 1980, p. 257.

² Ibid.

³ Cité par Frédéric Masson, « Lettres inédites de George Sand et du prince Napoléon », 28 décembre 1861, *La Revue des deux mondes*, 1923, cité par Robert Sylvaïn, « La visite du prince Napoléon », p. 114.

respire à trois lieues à la ronde. » La ville n'avait aucun charme. On ne s'y attarda pas.

Le samedi 20 juillet, le Jérôme-Napoléon pénètre dans la baie de Gabarus, au Cap-Breton, dans une brume très épaisse, phénomène normal en ces parages. La brume s'étant dissipée un peu vers onze heures, on aperçut Louisbourg. Laissons au prince Napoléon Jérôme la narration de cette visite telle qu'il la consigna dans son journal :

Je me décide à venir sur mes pas pour entrer dans la baie de Louisbourg, l'ancienne capitale française de File du Cap Breton. Le baromètre est très bas. Beau phare...¹ à midi nous mouillons. [Ruines] considérables du fort français, casemates. Pris une je fois par les colons anglais en 1745 ; rendu en 1748 par la paix d'Aix-la-Chapelle, pris par les anglais en 1758, détruit complètement. Cette île a été cédée par nous en 1763. Mr Kennedy, pauvre vieux paysan irlandais, nous donne des explications conversation curieuse. Une vingtaine de cases en bois bâties autour de cette baie. irlandais catholiques et écossais protestants. Beaux pâturages, forêts jusqu'au rivage, exemple de la civilisation gagnante sur la nature. Route d'ici à Sydney au nord, où il y a des mines de charbon de terre, exploitation riche, acheté deux chiens de Terre-Neuve - longue promenade - cases en bois - ruines du fort².

Vers cinq heures du soir, on voulut se rembarquer, mais la brume était de nouveau si épaisse qu'on eut de la peine à retrouver l'avis dans la baie.

Le prince, anticlérical à tous crins, ne pouvait s'empêcher de noter dans son journal l'animosité religieuse viscérale entre Irlandais et Écossais :

Presque tous les Irlandais sont de la société de tempérance. La haine qui existe entre eux et les Écossais a divisé tout le pays en protestants en catholiques - influence du clergé - et quelques indiens natures dans le nord de l'Île ; ils sont catholiques dans la baie de Tracadie, au nord, couvent catholique, le Père Vincent supérieur, est Français³. Souvenirs de la France très vifs. Tous les noms de localités sont français ; les faits de nos guerres d'Amérique au dernier siècle sont très peu connus; ils ont été souvent glorieux et intéressants⁴.

Il est intéressant de constater que l'observation du prince voulant que le souvenir de la France se soit maintenu vif parmi la population acadienne est diamétralement opposée à celle qu'en faisait Gobineau en 1859. D'autre part,

¹ Le phare vu par le prince avait été construit en 1842 sur le site d'un phare construit en 1731, détruit par le feu en 1736, reconstruit en 1738 et démoli lors du dernier siège de Louisbourg. Ce phare, le second phare permanent en Amérique du Nord et le premier au Canada, était alimenté par de l'huile de baleine.

² Voyages du prince Napoléon (suite), journaux et documents relatifs à ses déplacements: Amérique, 1861, Archives nationales de France, 400 AP 166, carton 60.

³ Un moine trappiste, Jacques Merle, en religion le père Vincent-de-Paul, fondateur en 1815, au lieu-dit Monostery, à Tracadie, en Nouvelle-Écosse, d'un établissement de l'Ordre des cisterciens réformés, appelé Le Petit Clairvaux. Ce monastère fut plus tard érigé en abbaye. Il est occupé de nos jours par des moines augustinien.

⁴ De large extraits du journal de voyage du prince Napoléon Jérôme furent publiés dans la Revue de Paris en 1933. Les observations du prince sur Saint-Pierre-et-Miquelon, Louisbourg et Halifax n'y figurent pas. Toutes les citations attribuées au prince sont extraites de la Revue de Paris.

peu de gens habitaient le site de l'ancienne ville en ruines. Une petite ville nouvelle, peuplée surtout de pêcheurs, avait surgi à proximité de l'ancienne.

Maurice Sand a laissé de sa visite à Louisbourg en compagnie du prince la description suivante :

C'est une ancienne ville française, bombardée en 1762 par les Anglais. Il ne reste de notre colonie canadienne que des ruines, où des pêcheurs ont installé leurs cabanes; c'est une poignée d'Irlandais catholiques et d'Écossais protestants qui se détestent cordialement les uns les autres. Le prince explore le théâtre des événements historiques, aujourd'hui recouvert d'herbages qui ne sont pas encore mûrs. Un bloc de fort écroulé, quelques pans de murailles, deux arches de pont perdues au milieu d'un marais, c'est là le Gibraltar du Saint-Laurent ¹.

La ville avait capitulé après un long siège en 1758, ouvrant ainsi l'accès du Saint-Laurent aux troupes anglaises qui s'emparèrent de Québec l'année suivante. Deux amiraux du Premier Empire y étaient nés. Le premier, Jean-Amable Lelarge, né à Louisbourg en 1738, fut contre-amiral en 1793, puis promu au grade de vice-amiral en 1796. Il mourut à Plabennec, en Bretagne, en 1805. Le second, Pierre Martin, fils d'un sergent originaire de Vence, et d'une Québécoise, naquit à Louisbourg, en 1752. De simple matelot, Pierre Martin devint vice-amiral en 1796 puis préfet maritime de Rochefort, désigné par Napoléon, premier consul. L'empereur devait le créer comte d'Empire en 1810. Son nom est inscrit à l'arc de Triomphe. L'amiral comte Martin fut l'un de ceux qui, à la chute de l'Empire, sur la route de l'île d'Aix, conseilla vainement à Napoléon de s'exiler aux États-Unis plutôt que de se fier au fair play de l'Angleterre.

Le 22 juillet, le yacht du prince entra dans le port de Halifax, capitale de la Nouvelle-Écosse, précédé de la frégate française Foudre. Dans l'après-midi, le prince rendit visite au gouverneur de la Nouvelle-Écosse, le comte de Mulgrave. Le lendemain, le prince et la princesse débarquaient au Quai de la reine où ils étaient accueillis par le général Trollope, commandant militaire, et son état-major. Le couple princier visita la ville de Dartmouth, sise en face de Halifax, de l'autre côté de l'immense bassin qui forme le port de Halifax.

L'avis avait retenu l'attention d'un journaliste local qui le décrivait comme un petit navire à vapeur mu par une hélice, dont les mouvements sur l'eau du havre étaient très rapides ². Durant son séjour à Halifax, le couple princier visita les nouvelles mines d'or que l'on exploitait à Tangiers, une banlieue de Halifax.

La visite princière fut un succès incontestable, le prince se déclarant enchanté de sa visite et impressionné par le port de Halifax. Il y eut quand

¹ Maurice Sand, *Six mille lieues à toute vapeur*, Paris, Michel Lévy, 1862, pp. 663-664.

² *The Nova Scotian*, vol. 21, Halifax, 29 juillet 1861, p. 3.

même une ombre au tableau. Le journal Saint John News, publié dans la ville portuaire rivale de Saint John, dans la province voisine du Nouveau-Brunswick ¹, s'était inquiété de cette visite par un Bonaparte, prêtant à cet événement des motifs secrets qui n'avaient rien à voir avec le tourisme. Le souvenir de Trafalgar et de Waterloo n'était pas loin !

Le journal du Nouveau-Brunswick se méfiait du prince et de son entourage, soupçonnant une mission secrète pour le compte de l'empereur, identifié improprement comme étant l'oncle du prince plutôt que son cousin :

Il n'est pas un Bonaparte à moins de profiter au maximum de sa courte visite à Halifax, et il en profitera pour recueillir tous les renseignements qu'il peut concernant les fortifications de la ville, pour son propre bénéfice et celui de son oncle. En amenant sa femme avec lui, le prince veut donner l'impression qu'il s'agit uniquement d'une excursion de plaisir, etc., mais ces Bonaparte sont calculateurs et ils sont infiniment dangereux lorsqu'ils semblent être désintéressés, ou non préoccupés, par ce qui les entoure ². [traduction]

Et le journal, feignant de suspecter une mission d'espionnage, concluait : « Nous attendrons anxieusement une réponse à notre question, “Quel est le motif de la visite du prince aux États-Unis, et pourquoi s'y rend-il en passant par Halifax ?”. »

Le port de Halifax était, en fait, un port de mer extrêmement achalandé. Il accueillait non seulement les grands courriers mais une flotte militaire importante, et le tricolore français n'y était pas inconnu. On a vu que l'empereur y avait fait établir une agence consulaire en 1856 avec, comme titulaire, le fondateur de la ligne Cunard.

Le prince quitta Halifax le 25 juillet, en route pour New York, où le yacht accosta deux jours plus tard, suivi le lendemain par le vaisseau de guerre Catinat qui avait relâché à Halifax. La princesse devait y rester pendant plus d'un mois. Le dimanche 28 juillet, le prince nota dans son journal que l'empereur avait passé quatre mois à New York, en 1837, et qu'il allait tous les jours prendre le thé chez le consul général

de la Suisse, ce qui était parfaitement normal de la part d'un citoyen d'un canton suisse, qui n'aurait pu en faire autant chez le consul de France.

¹ Le prince Jérôme Napoléon est-il venu au Nouveau-Brunswick après la chute de l'Empire ? Un auteur, écrivant en 1906 mais ne citant pas de sources, affirme qu'il fut l'hôte à Saint John de sir Samuel Leonard Tilley, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick depuis 1873. Sir Leonard lui offrit une brillante réception à Carleton House, sa résidence privée. L'ancienne résidence officielle dans la capitale, Fredericton, ne fut désaffectée qu'en 1893. Voir Mary Robinson, « The Old Government House Fredericton, N.B. », *The Canadian Magazine*, vol. XXVII (octobre 1906).

² *The Nova Scotian*, vol. 21, n° 31 (5 août 1861), p. 2.

À la suite de l'échec de Strasbourg, Louis Napoléon avait été condamné à l'exil aux États-Unis. Après une escale de trois semaines à Rio de Janeiro, le prince débarquait à Norfolk, en Virginie, et arrivait à New York le 3 avril 1837. Descendu à l'hôtel Washington, il y fut accueilli par ses deux cousins, les princes Achille et Lucien Murat, établis aux États-Unis de

puis 1815. Il ne se plut pas à New York et Georges Roux affirme qu'il « sera toujours très antiaméricain ¹ ». Pour se rendre au chevet de sa mère mourante à Arenenberg, en Suisse, Louis Napoléon emprunta le passeport d'un ami américain et s'embarqua pour l'Europe le 2 juillet 1837 ².

Le prince Napoléon Jérôme, quittant New York, se rendit à Washington où le président Lincoln lui donna audience en présence de William H. Seward, ministre des Affaires étrangères, que le prince avait déjà rencontré à Compiègne, deux ans auparavant. Le président Lincoln n'impressionna pas le prince qui le trouva « brave homme, mais sans élévation ni beaucoup de connaissances ». Pourtant, le président et ses principaux ministres s'étaient mis en frais en l'honneur du prince. Il y eut, le soir, un dîner à la française à la Maison Blanche; dîner qui fut jugé mauvais. Madame Lincoln, pas plus que son mari, n'obtint la faveur du prince. Elle était « mise à la française, sans aucun goût; elle a l'air d'une petite bourgeoise et a des bijoux en étain », notait dédaigneusement le prince.

À Washington un autre souvenir de famille l'attendait. Visitant l'arsenal naval, il y rencontra le capitaine de vaisseau Dupont de Nemours, dont il écrivit qu'il était « descendant du membre français de la Constituante, d'une famille de grands industriels près de Wilmington, en Pennsylvanie; ils ont de grands moulins à poudre de guerre ; mon père a été chez eux, en 1802 ».

En traversant « Baltimore, avec une certaine émotion, en pensant à mon père » sera la seule mention du mariage de Jérôme Bonaparte avec Elizabeth Patterson. Aucune mention d'une visite de famille.

De retour à New York, le maire lui offrit un grand dîner auquel il avait convié des notabilités comme le ministre des Finances, Chase, et le banquier Astor. Parmi les convives, le prince eut le plaisir de causer avec un ancien juge de l'État de New York, « fort intelligent, spirituel, causant bien, parlant français et qui a connu mon père à Rome en 1831 ».

¹ Georges Roux, Napoléon III, Paris, Flammarion, 1969, p. 84.

² Curieux, ces Américains qui jouent un rôle dans la vie de l'empereur fuyant les Tuileries, l'impératrice trouva refuge chez son dentiste... américain, le docteur Thomas Evans qui, avec son associé, le docteur Edward Crane, parvinrent, non sans peine, à la mener jusqu'à Deauville d'où l'impératrice s'embarqua pour l'Angleterre à bord du yacht Gazelle, accompagnée de sa dame de compagnie, Mme Lebreton.

En pleine guerre de Sécession, le prince voulut visiter les armées du Nord comme du Sud. Il fut bien reçu dans les deux camps qui cherchaient à se concilier respectivement les faveurs de la France. Le vieux général Scott, commandant en chef, avant même d'être présenté au prince, lui avait déclaré: « L'empereur Napoléon est un grand homme, le plus grand homme en Europe; c'est là mon opinion. » Le jeune général MacClellan, fort ambitieux, intéressa davantage le prince, d'autant plus qu'il parlait un peu le français, qu'il témoignait de beaucoup de bon sens, selon le prince, et qu'il avait été en Crimée, notamment à Sébastopol huit jours après l'entrée de l'armée française.

Retour sur New York d'où l'on se rendit dans l'Ouest, jusqu'aux lacs Huron et Supérieur. Visite des villes de Philadelphie, Milwaukee, Chicago et Saint-Louis. Près de Philadelphie, le prince évoqua Bordentown à proximité de Point Breeze, qu'il appelle improprement Point-de-Bridge « la campagne de mon oncle Joseph », sur la Delaware. « Très belle situation ; a été vendue et est occupée par un Anglais, qui a détruit tous les souvenirs de mon oncle. » Suivit l'incontournable excursion aux chutes du Niagara où le prince, visitant le musée, jugea fausse la signature de Napoléon III sur le registre des invités d'honneur.

À Prairie-du-Chien, sur le Mississippi, ancienne route entre la Nouvelle-France et la Louisiane, il éprouva, comme Chateaubriand, la nostalgie de cet immense empire qui avait appartenu à la France. Il nota dans son journal: « le ne puis me défendre d'un serrement de cœur et d'un profond regret, en voyant toutes les traces de notre occupation cessée il y a cent ans; nos noms, notre langue et souvent notre religion, les deux groupes français du Nord et du Sud se donnant la main par cette immense vallée de six cents lieues de long, et nous n'avons pas su garder cela et pas un de nos hommes d'État n'a vu ni deviné l'avenir de ce pays. »

Comme c'était dimanche, le prince entendit la messe dite par un prêtre français, originaire de Toulouse, habitué depuis 13 ans dans cette mission. Ce prêtre lui expliqua qu'aux États-Unis, le clergé s'abstenait de toute ingérence politique. La séparation de l'Église et de l'État, inscrite dans la Constitution qui doit tant aux philosophes français du XVIII^e siècle, plut fort au prince qui nota dans son journal cette observation qui nuance sensiblement l'opinion que l'on peut avoir de son anticléricalisme: « Combien la vraie liberté et l'abstention de toute influence ou direction gouvernementale est favorable à la vraie religion ! Cette messe dans ce coin éloigné m'a vivement impressionné; dès que la religion est dégagée de la politique et de ce sentiment de domination qui me fait détester les prêtres, je me sens porté vers elle. »

Cette visite lui permit aussi de vérifier l'authenticité des observations de Tocqueville dans *La démocratie en Amérique* que le prince qualifie d'exactes

« et de la plus rigoureuse vérité ». Il fit cette observation à plusieurs reprises dans son journal.

Puis, on entreprit de se rendre à Montréal par le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent. Le prince, sans la princesse Clothilde, retournée à New York, fut accueilli à Montréal par le maire et par le consul de France, Gauldrée-Boilleau, ainsi que par une foule enthousiaste. « Grand et véritable enthousiasme de la population, note le prince, des centaines de personnes sous mes fenêtres me forcent à leur dire quelques mots de remerciements. » L'évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget, ultramontain forcené, s'abstint, et pour cause !

Le prélat, farouche défenseur de Pie IX et du droit temporel des papes ¹, menait alors une guerre publique et sans merci contre l'Institut canadien, composé d'anticléricaux virulents. L'Institut diffusait dans son journal, *Le Pays*, tous les articles anticléricaux publiés dans les journaux de Paris. Or, l'Institut canadien avait bénéficié, en 1855, de dons de livres et d'objets d'art offerts par l'empereur et dont la valeur était estimée par le rédacteur en chef du journal, à 3 000 dollars, somme énorme à l'époque.

La visite du prince, partisan déclaré de l'unification italienne, donc de l'élimination des États pontificaux, était l'occasion idéale pour que l'Institut fasse avancer habilement la cause en lui présentant solennellement une adresse de remerciements. En priant le prince de transmettre ses remerciements au « gouvernement civilisateur » de l'empereur, l'Institut ne rata pas l'occasion de faire valoir sa position tout en soulignant le rôle du prince : « L'Institut canadien dont les sympathies sont acquises aux grandes causes, est heureux de communiquer avec ses bienfaiteurs par l'entremise d'un prince qui, dans ses travaux législatifs, a si éloquemment développé les vues libérales du gouvernement de la France sur les plus grandes questions de la politique ². » Or, on sait en quelle estime l'empereur tenait l'action politique de son remuant cousin.

Flatté, le prince répondit, après avoir souligné l'attachement des Canadiens français à la France : « je vois surtout avec satisfaction que vous savez allier ces souvenirs avec les devoirs que votre situation actuelle vous impose. Vous êtes libres et heureux de vivre dans un pays où l'on n'étouffe pas l'expression de vos sentiments qui font honneur à la France qui a su les inspirer, au Canada qui a su les conserver et à l'Angleterre qui sait respecter vos droits et votre religion ³. »

¹ Un corps de zouaves pontificaux fut levé au Canada français sur les instances de l'évêque de Montréal. Plus de 500 volontaires en firent partie. Le corps, qui participa à la bataille de Mentana en 1867, fut incorporé l'année suivante dans le régiment commandé par le colonel de Charette.

² Cité par Robert Sylvain, op. cit., pp. 118-119.

³ Ibid., p. 119.

Le prince Napoléon Jérôme ajouta cette phrase qui dut mortifier l'évêque, occupé qu'il était à fulminer sanctions, interdictions et excommunications contre les membres de l'Institut : « je connais l'esprit libéral de votre Institut qui est éminemment utile, et je vous prie de me considérer comme l'un des vôtres. » Il offrit ses services comme intermédiaire à Paris pour obtenir de nouveaux dons de livres et d'objets d'art pour l'Institut, l'invitant à s'adresser directement à lui « pour ce que vous pourriez désirer ».

Dans ses carnets, le prince nota : « Institution à encourager : la plus éclairée du pays, et indépendante du clergé ¹ ! » Il convient de signaler que même le très orthodoxe Gauldrée-Boilleau, aux antipodes de l'anticléricalisme du prince, avait noté pour l'intelligence de son ministre, en 1860, la montée de l'ultramontanisme et de la cléricisation du Canada français. Rameau lui-même n'était pas un chaud partisan du pouvoir temporel des papes, estimant que l'Église assurerait mieux sa mission évangélique si elle n'était encombrée d'une administration territoriale vétuste comme il l'affirmait péremptoirement à un correspondant français établi en Louisiane.

La démarche de l'Institut et l'approbation du prince provoquèrent une vive réaction. Le jeune rédacteur en chef du journal *L'Ordre de Montréal*, Hector Fabre, qui avait démissionné de l'Institut canadien en 1858, était un disciple de Lacordaire, Dupanloup, Veuillot et de Montalembert ². Le futur premier commissaire général du Canada à Paris était bien apparenté ³. Il avait donc reproduit dans son journal un article de Montalembert sur la Pologne. Le prince avait noté dans son journal l'inféodation de la presse du Bas-Canada au clergé et son attachement à *L'Univers* de Louis Veuillot dont cette presse se faisait l'écho bien que rédigée dans un français qu'il qualifie « d'illisible ».

Dans une lettre de remerciements, que Fabre, bien entendu, reproduisit dans son journal, Montalembert, qui était au courant de la visite du prince par la lecture d'articles publiés à Paris dans un journal à la solde du prince, *L'Opinion nationale*, fort probablement rédigés par un membre de l'entourage du prince, s'en était pris nommément au prince en écrivant :

¹ Cité par Armand Yon, *Le Canada français vu de France (1830-1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, p. 52.

² Le grand-père de l'écrivain avait été officier de la garnison de Louisbourg. Il s'y suicida à la suite de malheurs conjugaux.

³ Sir Hector Fabre (1834-1901), fils d'Édouard-Raymond Fabre, maire de Montréal de 1849 à 1851, était le frère d'Édouard-Charles Fabre, évêque puis premier archevêque de Montréal, et le beau-frère de sir Georges-Étienne Cartier, premier ministre du Canada. Hector Fabre, fondateur du quotidien montréalais *La Presse*, fut l'un des fondateurs de la Société royale du Canada. Nommé au Sénat, il démissionna en 1882 pour devenir le premier commissaire général du Canada à Paris où il mourut en fonction le 2 septembre 1901.

Je me suis demandé comment il avait pu se trouver, parmi cette population d'origine si française qu'on nous représente comme si attachée à la religion et aux souvenirs de la vieille France, des hommes assez mai inspirés pour avoir pu décerner un hommage public de respect et de sympathie à celui qui n'a pas craint d'insulter grossièrement le souverain pontife en même temps que toutes les opinions et toutes les traditions chères aux honnêtes gens ¹.

Volant au secours du prince, Louis-Antoine Dessaulles, rédacteur en chef du Pays, organe de l'Institut, prétendit maladroitement que la population française de la province avait mal reçu le prince et que cela constituait rien de moins qu'un « acte d'impolitesse nationale bien regrettable que l'abstention de la population canadienne [entendre francophone] vis-à-vis d'un homme qui sait encourager ainsi le goût de la science et de l'étude ² ».

Durant son séjour, le prince, qui avait commandé à la bataille de L'Alma, reçut la visite du général sir William Fenwick Williams, le héros de Kars en Crimée, alors commandant en chef des troupes britanniques en Amérique du Nord, baronnet, né à Annapolis Royal - l'ancien Port-Royal acadien. Après avoir assisté à une revue militaire, le prince nota de nouveau l'enthousiasme « extraordinaire de la foule, cris: “Vive la France ! Vive Napoléon ! Vive le prince !” ».

On a vu que le souvenir napoléonien était encore vivace au Canada français où l'on semble avoir mieux connu que chez les anglophones, la valeur des symboles héraldiques, qui distinguaient les Bourbons des Bonapartes. Ainsi, en décembre 1854, La Patrie, de Montréal, se moquait gentiment du président de la très écossaise Saint Andrew's Society de Trois-Rivières qui avait proposé un toast à Napoléon III souhaitant que « la fleur de lis s'allie à la rose, au chardon et au trèfle », symboles respectifs des Bourbons, de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande. Le toast de l'étourdi président équivalait, en pleine guerre de Crimée, à réclamer la restauration des Bourbons sur le trône de France. La Patrie ne se fit pas faute de le lui rappeler.

Tout en notant que le « souvenir de la patrie si éloignée, après une si longue séparation, est remarquable et touchant », le prince réalisait, cependant, que cet attachement à la France n'était que sentimental et ne signifiait nullement une volonté d'union avec la France, mais qu'il s'agissait plutôt d'une « sorte de menace contre l'Angleterre, afin d'en obtenir tout ce qu'ils veulent, libéré, respect de leurs lois et de leur religion ». Il constatait, d'ailleurs, que le clergé soutenait et encourageait la pérennité du fait français, comme aussi la langue française, pour contrer la puissance de l'élément anglophone et protestant.

¹ Cité par Robert Sylvain, op. cit., p. 124.

² Ibid., p. 125.

Sept ans plus tard, en 1867, la Confédération canadienne naîtra, formée initialement par les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario, ces deux dernières colonies formant depuis 1861 l'union du Haut-Canada et du Bas-Canada. De l'insurrection des Patriotes, en 1837, le prince jugea qu'elle avait pour but ultime « une indépendance complète, à laquelle on marche et qui arrivera ». Il note avec approbation que les populations sont satisfaites et libres et que leur indépendance est quasi complète depuis 1841. Selon lui, le mérite en revient à l'Angleterre : « C'est une grande sagesse [...] d'avoir su donner un régime libéral après le mouvement de 1837 dont tous les chefs sont au pouvoir », note-t-il.

À Québec, où le prince arriva le samedi 14 septembre par train, il fut reçu protocolairement par le gouverneur général, sir Edmund Walker Head, ancien lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, un lettré, celui-là même qui avait accueilli le capitaine de Belvèze; par Georges-Étienne Cartier, premier ministre ; le ministre de la justice, Joseph-Édouard Cauchon ; le maire de Québec et le greffier de la ville, François-Xavier Garneau dont le prince lisait précisément *L'Histoire du Canada*. Le soir, il dîna à Spencer Wood, résidence officielle du gouverneur général.

Tout comme Montréal, Québec était en liesse. « C'est une véritable procession, attestant une bien grande sympathie pour la France, d'autant plus que la réception que la population me fait a lieu malgré le clergé, qui a dit beaucoup de mal de moi et a voulu empêcher toute manifestation », note le prince. Pourtant, au début du règne, le clergé du Canada français était plutôt sympathique à l'empereur. Lors du baptême du prince impérial, en 1856, l'abbé Jean-Baptiste-Antoine Ferland, professeur à l'Université Laval, se trouvait à Paris. Il écrivit à son ami, l'abbé Charles-Félix Cazeau, le vicaire général de Québec, ami de Belcourt : « Les plus grands préparatifs se font pour le baptême du petit, tous les évêques du royaume sont invités; et sous un Napoléon, comment manqueraient-ils d'y venir ! ¹ » Et l'historien de s'extasier sur la splendeur de « l'illumination et du feu de joie en l'honneur du baptême Bonaparte ».

Pourtant, gêné ou non par la sulfureuse réputation du prince, le clergé dut faire contre mauvaise fortune, bon cœur, et recevoir officiellement le visiteur princier. À l'Université Laval, où « les cours sont faibles et plus sur le papier qu'en réalité », il fut accueilli par l'évêque coadjuteur de Québec, Mgr Charles-François Baillargeon ; l'archevêque, selon le prince, étant en enfance; par le recteur Elzéar-Alexandre Taschereau, futur archevêque de Québec et premier cardinal canadien; le vicaire général Cazeau, récipiendaire des confidences de l'abbé Ferland ; et bon nombre de professeurs, tous des clercs ! Constatant avec délectation la gêne et l'embarras de ses hôtes, le prince profita

¹ « Ferland à Cazeau, Paris, 8 juin 1856 », *Le Foyer canadien*, tome 3, Québec, 1863.

de cette situation et fit visiblement durer son plaisir; il visita l'université « tout en détail », note-t-il perfidement.

Fondée en 1852, l'Université Laval était encore très jeune, et ses besoins grands. En 1862, le consul Gauldrée-Boilleau s'adressa au ministre de l'Instruction publique pour obtenir une aide matérielle en faveur de l'Université parce qu'elle était « un établissement éminemment français et comme une sorte de lien au point de vue de la langue, des arts et des sciences, entre le Canada et son ancienne mère patrie ¹ ». Aussi, le consul général de France sollicitait-il de « la libéralité du gouvernement de l'empereur: des dons de livres, d'objets d'art, de machines, d'instruments de physique, d'appareils ou de modèles de tous genres, de collection scientifiques, etc., etc., seraient également précieux pour elle ² ».

Le ministre acquiesça, de sorte qu'en 1863, l'Université Laval reçut un important don de livres, inaugurant ainsi une solide tradition française. On ne s'adressait pas en vain à l'empereur ou à l'impératrice. Celle-ci, ayant reçu une demande de livres pour la bibliothèque d'un cercle littéraire de la ville de Québec transmet la demande à Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique, qui acquiesça à la demande.

La visite du prince à Québec ancre sa conviction quant à l'avenir du Canada français. Il prévoyait une éventuelle indépendance du Québec, notant dans son journal: « Les souvenirs des Canadiens [entendre du Québec] sont bien vifs, ils deviendront indépendants, c'est une question de temps qui n'est pas douteuse. Quelle forme prendra leur indépendance ? Comment vivront-ils en république ou en monarchie à côté des États-Unis ? Tout dans ce pays est différent, et je dirai, à mon avis, mieux qu'aux États-Unis, sauf l'influence du clergé catholique. » À ce clergé que, décidément, il n'aimait pas, il accordait cependant « le mérite de conserver ses traditions et la langue française au Canada ; c'est à lui surtout que l'on est redevable de ses traditions ». Ce en quoi il n'avait pas tort.

Visites et dîners officiels se poursuivirent et le prince nota tout dans son journal. Il y eut une visite au village huron de l'Ancienne-Lorette, visite peu appréciée par le prince, mais qui fascina Maurice Sand. Le lundi 16 septembre, avant de quitter Québec pour se rendre à Montréal en route pour New York, il fut cueilli à son hôtel par le gouverneur général qui l'avait déjà renseigné abondamment, et bien, sur les territoires de l'Ouest et du Nord ainsi que sur la Compagnie de la baie d'Hudson. Sir Edmund, en effet, connaissait parfaitement la question en spécialiste. C'est lui qui avait préparé la cession

¹ Cité par Pierre Savard, op. cit., p. 100.

² Ibid.

des immenses territoires de l'Ouest, propriété de la Compagnie de la baie d'Hudson, au gouvernement du Canada-Uni.

Prince et gouverneur passèrent en revue le 17^e Régiment et un bataillon de tirailleurs du 60^e Régiment sur les plaines d'Abraham. Dans son style lapidaire le prince nota : « Belles troupes; grand enthousiasme de la population : les Anglais sont bons enfants de ne pas trouver mauvais ces drapeaux français et ces cris de "Vive la France! Vive Napoléon! Vive le prince Napoléon!" Cela fait leur éloge. »

Si bons enfants que le très cultivé sir Edmund raccompagna en personne au quai l'illustre visiteur en partance pour Montréal. À cinq heures, le prince reçut les « adieux touchants de toute la population » de Québec. Il arriva à Montréal à 11 heures du soir où il fut accueilli de nouveau par le maire. Le lendemain, à l'aurore, le prince prenait le train pour Albany et New York. Le 21 septembre, les voyageurs retrouvaient le Jérôme-Napoléon et s'embarquaient pour Boston où ils passèrent plusieurs jours. Le 26, ils quittaient les États-Unis et firent une escale de deux jours à Terre-Neuve avant d'arriver à Brest le 7 octobre, puis au Havre le 9, pour arriver à Paris dans la soirée du 10 octobre.

Cette visite privée du prince Napoléon Jérôme fut un succès incontesté en dépit de la Question romaine. Loin de s'offusquer de la présence du cousin de l'empereur, la population canadienne-française lui réserva un accueil particulièrement chaleureux, non seulement parce qu'il était le neveu de Napoléon 1^{er}, auquel il ressemblait d'une façon frappante, mais parce qu'il incarnait la France à leurs yeux.

Le journal du prince, rempli d'observations judicieuses, révèle sa grande intelligence et son bon sens. Il s'intéresse aux techniques les plus diverses, des moissonneuses aux baignoires et aux chemins de fer; comme aux questions écologiques et commerciales autant qu'à l'armement. Les jugements qu'il porte sur les gens sont sûrs. Plus anticlérical qu'antireligieux, il fait souvent la juste part des choses. Il a bien lu et compris Tocqueville, aussi ses appréciations des systèmes politiques aux États-Unis sont-elles exactes. Il a constaté l'évolution libérale des institutions politiques du Bas-Canada. Bref, son journal, bien plus que le livre de Maurice Sand, constitue un tableau important et véridique de la vie en Amérique du Nord au XIX^e siècle.

Aux indéniables talents que lui reconnaissait son cousin correspondaient les défauts dont l'empereur n'était que trop conscient. Le prince n'était pas non plus dénué de sens politique. Seule lui a manqué la volonté d'assujettir ses talents à la politique officielle de l'empereur.

Il reste à Québec un souvenir tangible de la visite du prince. Ayant constaté qu'il manquait un digne couronnement à la colonne du monument aux Braves, inaugurée en présence de la mission Belvèze, en 1855, le prince proposa de compléter le monument en offrant une statue de Bellone, déesse romaine de la guerre¹. La statue arriva en 1862. Depuis, du haut de son piédestal, la belliqueuse déesse veille sur les cendres des vainqueurs et des vaincus de 1760, grâce aux soins du prince Napoléon Jérôme.

¹ Charles Baillargé, l'architecte du monument, avait lui-même prévu une statue symbolisant la guerre pour couronner la colonne. Voir Christina Cameron, *Charles Baillargé Architect and Engineer*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989, p. 65.

Chapitre 7

Des Murat acadiens ?

Je déclare que ma plus grande peine dans les derniers moments de ma vie est de mourir loin de mes enfants [...]

Joachim Murat, Pizzo, 1815

[Retour à la table des matières](#)

Les légendes dorées ou pieuses sont respectables parce qu'elles sont belles et que l'on voudrait y croire, ne serait-ce que parce que le merveilleux exerce une fascination qui supplée à la grisaille du banal. L'une de ces belles légendes veut qu'il se trouve des descendants d'un frère de Joachim Murat à la baie Sainte-Marie, en Nouvelle-Écosse, où les Acadiens furent autorisés à s'installer après 1764. S'ils ne retrouvaient pas leurs anciennes terres octroyées aux colons de la Nouvelle-Angleterre après la Dispersion, les Acadiens revenaient quand même à leur port d'attache initial, l'ancienne Acadie dont ils avaient gardé la nostalgie durant leur errance.

Le pays auquel ils restaient viscéralement attachés, au point de franchir de nouveau l'océan et de cheminer à partir de lointains États américains pour y revenir, était resté pour eux « ceste terre de bénédiction [...] ce paradis terrestre », comme l'avait qualifié un ancien gouverneur de l'Acadie française, le commandeur Isaac de Razilly.

Sur cette belle baie poissonneuse, elle-même doublant à l'intérieur la baie de Fundy, l'ancienne baie Française de l'Ancien Régime, ils fondèrent de nouveaux bourgs et villages, échelonnés comme un ruban le long de la côte. Ils y vécurent longtemps isolés et en autarcie, si bien que tout au cours du XIXe siècle, cette immense agglomération était connue comme la « Ville française. »

Le caractère français de la baie Sainte-Marie fut grandement renforcé par l'arrivée d'un prêtre français, l'abbé Jean-Mandé Sigogne, qui s'était réfugié à Londres pour échapper à la constitution civile du clergé, mise en place par la Révolution. Passé à la baie Sainte-Marie, il prit charge d'une immense paroisse, essaya d'intéresser ses ouailles à l'éducation, régla leurs différends - car les autorités anglaises l'avaient fait magistrat tant il était bien vu - s'intéressa activement au sort des Amérindiens micmacs pour lesquels il éprouvait une réelle et active sympathie et fut, sa vie durant, un infatigable et indiscutable chef. C'est sans aucun doute à cet homme hors du commun, à son dévouement inlassable, que les Acadiens du retour durent de conserver langue et traditions françaises constamment menacées, même de nos jours, par une majorité anglaise.

C'est là qu'aurait échoué une fille de Pierre Murat, navigateur originaire de Bayonne installé en Nouvelle-Angleterre et dont on a fait, abusivement, un frère du fastueux, courageux et malheureux Joachim Murat.

Ce fils d'aubergiste au destin fulgurant, marié à Caroline Bonaparte, sœur de Napoléon, député du Lot, gouverneur de Paris, grand amiral de France, maréchal d'Empire, prince de l'Empire, grand aigle de la Légion d'honneur, sénateur, grand-duc de Berg et de Clèves, devint roi des Deux-Siciles par la grâce de son beau-frère, Napoléon 1er. Se trouve-t-il destin plus étonnant que la vie de cet ancien petit-séminariste du Séminaire des Lazaristes de Toulouse ?

Sa fin même est héroïque. Ayant quitté Naples en 1815 pour échapper aux Autrichiens, Murat finit par gagner la Corse d'où il tenta une expédition sur Naples pour reprendre son trône. Arrêté à Pizzo, condamné à mort par la volonté du roi Ferdinand IV, le vendredi 13 octobre 1815, il fut fusillé à quatre heures de l'après-midi. C'est lui qui, en soldat, donna l'ordre fatal au peloton d'exécution.

Rien de plus normal que de revendiquer une parenté aussi illustre et, du même coup, de se rattacher à l'épopée impériale, à la gloire d'Eylau et d'Austerlitz, pour ne mentionner que celles-là. Cette belle légende, hélas, ne repose que sur une identité homonymique, renforcée par une oeuvre d'imagi-

nation contemporaine - le journal de Cécile Murat - imaginée fort joliment du reste à partir d'une authentique lettre et de souvenirs de famille ¹.

On prend souvent ce faux journal pour un récit autobiographique authentique, ce que l'auteur ne prétend pas. Or, seuls les renseignements d'état civil sont avérés ainsi que Io, lettre de Françoise Murat à sa fille Cécile ².

Les faits sont assez minces et permettent certainement des excès de romantisme. À l'automne 1780, Pierre Murat, capitaine de navire, quittait Bayonne à destination de Boston pour s'y installer. Il était accompagné de sa femme, Françoise. Une fille serait née en mer le 22 novembre 1780, et prénommée Cécile en l'honneur de la sainte dont c'était la commémoration au calendrier. Le couple aura trois autres enfants qui porteront les diminutifs américains de Fanny (Françoise), Polley (Pauline) et Soukie (Marguerite-Sophie) selon l'orthographe de la mère dont le nom de famille nous est totalement inconnu.

De Boston, Pierre Murat naviguait au large des côtes de la Nouvelle-Angleterre et de la Nouvelle-Écosse. Il aurait péri dans le naufrage de son bateau. Françoise Murat demeura quelque temps à Boston avec ses filles avant de retourner à Bayonne. Cécile Murat, elle, se retrouva au hasard des navigations de son père, semble-t-il, à Pointe-de-l'Église, à la baie Sainte-Marie.

Isolée de sa mère et de ses sœurs - sa mère lui avait écrit en 1803 -, la jeune fille fut adoptée à Pointe-de-l'Église par un couple acadien, Casimir LeBlanc et sa femme, Marie Daigle. Elle épousa Jean-Baptiste Melanson le 19 août 1800 et elle décéda à Pointe-de-l'Église le 23 mars 1855, ayant mis au monde 13 enfants. Ses descendants sont encore très nombreux à la baie Sainte-Marie.

L'acte d'état civil établissant le mariage de Cécile Murat et Jean-Baptiste Melanson, le 19 août 1808, signé par l'abbé Sigogne n'évoque pas le naufrage du père. Il précise, au contraire, que Cécile Murat est « fille mineure de Pierre Murat et de Françoise... originaires de France aujourd'hui habitants des États-Unis, sous la tutelle de Casimir LeBlanc et de Marie D'Aigle à qui elle a été confiée et livrée étant toute petite et qui l'ont adoptée pour leur fille ³ ». Le nom de la mère n'est pas mentionné et il semblerait que le père ait été encore vivant. On peut en déduire que la jeune mariée était alors sans nouvelles de sa famille.

¹ J. Alphonse Deveau, *Journal de Cécile Murat*, 4e édition, Yarmouth (Nouvelle-Écosse), Éditions Lescarbot, 1980.

² « Bayonne, 24 mars 1810 [ou 1816] », Centre acadien, Université Sainte-Anne, Nouvelle-Écosse.

³ J. Alphonse Deveau, *op. cit.*, p. 73.

La lettre de Françoise Murat à sa fille constitue le seul élément écrit donnant quelques détails sur la famille de Pierre Murat et de son odyssée outre-Atlantique. Elle ne contient pas la plus mince allusion à l'illustre mais infortuné, éphémère roi des Deux-Siciles. Il semblerait que d'autres lettres aient été adressées à Cécile Murat par sa mère, mais que celles-ci aient été perdues¹. C'est donc à partir de cette lettre, conservée dans la famille, et du témoignage oral d'une descendante religieuse, sœur Marie-Bernard, qu'un historien local inventa le journal de Cécile Murat. Dans son avant-propos, après avoir évoqué la résidence américaine du prince Achille Murat, l'auteur n'hésite pas à qualifier Cécile de « nièce » de Joachim et de « cousine » de son fils, le prince Achille.

L'auteur va plus loin lorsqu'il écrit, toujours dans l'avant-propos: « à la Pointe-de-l'Église nous avons la maison, encore habitée, où vécut de nombreuses années la cousine de cet Achille Murat et nièce de Joachim Murat. Que son histoire soit si peu connue chez nous ferait plaisir à Cécile Murat, car elle-même de son vivant n'a jamais voulu attirer l'attention des siens sur la gloire passagère que connut sa famille. »

Le préfacier, avec plus d'enthousiasme que de prudence, affirme pour sa part sans la moindre preuve : « Un fait qui ne manque pas d'ajouter à l'attrait de cette autobiographie, c'est qu'elle va jusqu'à introduire en terre acadienne des liens de parenté avec l'empereur des Français, Napoléon². » Notons que l'auteur ne parle pas d'un récit autobiographique et qu'il n'offre aucun « fait » pour prouver, ou tout simplement étayer l'hypothèse. Ainsi naissent les légendes et sont-elles accréditées. Rétablissons les faits.

Né à La Bastide-Fortunière, aujourd'hui La Bastide-Murat, dans le Haut-Quercy, près de Cahors, Joachim était l'un des 11 enfants de Pierre Murat et de Jeanne Loubières. L'un des fils fut prénommé Pierre comme son père. Aucun rapprochement généalogique n'est possible entre ce Pierre, qui fut éventuellement titré comte Murat, et le père de Cécile puisqu'il avait épousé, en 1783, Louise Dastorg. Une fille née de cette union épousa Charles-Antoine-Frédéric, prince régnant de Hohenzollern-Sigmaringen dont sont issues les familles royales de Roumanie et de l'ex-Yougoslavie, notamment.

Joachim Murat et Caroline Bonaparte, qui avaient réalisé un mariage d'amour³, eurent quatre enfants : Achille, Laetitia, Lucien et Louise. Après la

¹ Ibid., note, p. 63.

² Ibid., p. 8. Préface du père Clément Cormier, c.s.c., fondateur, recteur, chancelier de l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, fondateur du Centre d'études acadiennes et l'un des fondateurs de la Société historique acadienne.

³ Dans la soirée du 4 janvier 1802, immédiatement après le mariage religieux d'Hortense de Beauharnais à Louis Bonaparte, célébré par le cardinal Caprara, avant que les cierges ne soient éteints, Joachim Murat et Caroline Bonaparte, mariés civilement, firent bénir leur union par le légat du pape pour la négociation du Concordat.

chute de l'Empire et la restauration des Bourbons à Naples, les deux princes prirent la route des États-Unis qui fut une remarquable terre d'asile pour les Bonapartes. L'aîné, le prince Napoléon-Achille, né à Paris en 1801, s'établit, en 1823, à St. Augustine, en Floride. Il y épousa, en 1826, Catherine Dudley, petite-nièce de George Washington.

Ce mariage n'avait pas réjoui outre mesure l'ex-reine de Naples. Dans une lettre à sa nièce Clothilde Murat, Caroline lui annonçait le mariage d'Achille « avec la nièce de Washington ; ce nom si cher à la liberté a tourné sa tête enthousiaste et lui a fait faire un mariage très désavantageux du côté de la fortune, car elle n'en possède aucune ¹ ». Le couple n'eut pas d'enfants. Achille Murat mourut en 1841, à Jefferson County où il était maître de poste. Il ne connut donc pas l'ascension politique de Louis Napoléon, bien que lui et son frère aient accueilli leur cousin à New York, en 1837.

Son frère cadet, Napoléon-Lucien-Charles, né en 1803, titré prince de Pontecorvo, en 1812, vit sa qualité de prince reconnue par Napoléon III, en 1858, avec le prédicat d'altesse impériale. Lui aussi s'était marié à une Américaine, Carolina Frazer, de Charleston. Le couple eut cinq enfants et d'eux descendent tous les princes Murat actuels.

Dans sa dernière lettre à Caroline, écrite quelques moments avant de mourir, Joachim, qui avait toujours aimé sa femme en dépit des infidélités de part et d'autre, unis tous deux par une même tendresse pour leurs enfants, surtout leurs filles, avait fait d'émouvants adieux:

Ma vie ne fut entachée d'aucune injustice. Adieu mon Achille, adieu ma Laetiti, adieu mon Lucien, adieu ma Louise : montrez-vous au monde dignes de moi. je vous laisse sans royaume et sans biens, au milieu de nombreux ennemis. Soyez constamment unis, montrez-vous supérieurs à l'infortune, pensez à ce que vous êtes et à ce que vous avez été ; et Dieu vous bénira. Ne maudissez pas ma mémoire ².

On pouvait légitimement espérer que la mémoire de la carrière d'un homme aussi exceptionnel que Joachim Murat se soit perpétuée à la baie Sainte-Marie. La vérité historique n'a pas permis aux descendants de Cécile Murat à la baie Sainte-Marie - et parmi eux se trouve une famille Stuart « acadianisée » depuis longtemps! - de se réclamer d'une parenté avec l'illustre roi-cavalier. Caroline Bonaparte, qui prit en exil le titre de comtesse de Lipona - anagramme de Napoli - ne fut pas non plus leur arrière-arrière-grand-tante.

Il existe cependant un curieux lien entre le Second Empire et la Pointe-de-L'Église où les pères eudistes, venus de France, établirent un collège en 1890,

¹ Michel Lacour-Gayet, Joachim et Caroline Murat, Paris, Perrin, 1996, p. 309.

² Ibid., p. 300.

devenu par la suite l'Université Sainte-Anne, la seule université francophone en Nouvelle-Écosse. Or le choix par les eudistes de ce coin magnifique mais éloigné de l'ancienne Acadie pour y fonder le premier de leurs établissements d'enseignement au Canada serait dû, indirectement, à l'un des plus flamboyants écrivains français du Second Empire.

Le célèbre poème *Évangeline* du poète américain Longfellow fut publié à Philadelphie en 1847. Il ne tarda pas à être traduit en plusieurs langues, et Barbey d'Aurevilly aurait été l'un des premiers traducteurs français du poème. C'est ainsi que le « connétable des lettres » aurait découvert la saga acadienne et qu'il aurait communiqué son enthousiasme à son frère eudiste qui, à son tour, l'aurait transmis à sa congrégation¹. Lorsqu'il s'agit pour les eudistes, congrégation enseignante, de chercher un refuge contre les lois du ministère Émile Combes, l'ancienne Acadie, terre toujours française, sembla un choix naturel.

Si Cécile Murat en sa lointaine Pointe-de-l'Église n'était pas la nièce à la mode de Bretagne de Napoléon 1er, si elle n'avait de Murat que le nom, fort répandu en Gascogne, il n'empêche qu'aux tout derniers jours du Second Empire, un authentique prince Murat (Lucien peut-être ?) visita le Nouveau-Brunswick en touriste.

Un entrefilet dans *Le Moniteur acadien* rapportait, le 22 juillet 1870, que « Shédiac avait l'honneur de recevoir mercredi un visiteur de haut rang : le prince Murat, cousin de l'empereur Napoléon². » Le prince arrivait de Saint John et passa quelques jours dans la station balnéaire.

Mais le Second Empire allait bientôt disparaître. Juste au-dessus de la brève nouvelle commentant la visite du prince Murat, le journal acadien rapportait la rumeur, en provenance de New York, que la Prusse « se fait un ultimatum du détronement des Bonapartes » et qu'il y aurait eu un affrontement entre Prussiens et Français à Forbach. La rumeur devançait les faits : la dépêche d'Ems date du 13 juillet et la déclaration de guerre à la Prusse du 19. Les défaites de Froeschwiller et de Forbach surviendront le 6 août, suivies par le désastre de Sedan les 30 août et 1er septembre. Le lendemain, Napoléon III se constituait prisonnier. Le 4 septembre 1870, l'empereur était déclaré déchu et la République était proclamée à Paris. Le Second Empire avait vécu.

¹ Victor Forbin, « Pèlerinage en Acadie », *La Revue des deux mondes* (novembre 1932), p. 123.

² *Le Moniteur acadien*, 22 juillet 1870, p. 3.

Épilogue

[Retour à la table des matières](#)

L'abbé Girroir mourut en son « exil », brisé, désabusé, ses illusions perdues, estimant qu'il y avait « une malédiction qui pesait sur la race acadienne. » L'abbé Belcourt quitta Rustico pour devenir brièvement curé de Sainte-Claire, comté de Dorchester, au Québec. Il fut même curé de Havre-aux-Maisons, aux Îles de la Madeleine, puis de nouveau curé de Rustico. Estimant avoir atteint les buts qu'il s'était fixés, avait-il songé à quitter Rustico dès 1867 ? C'est possible, car dans une lettre à Rameau, il déclarait: « Votre connaissance, vos suggestions en faveur des Acadiens, les bontés de Sa Majesté envers ce peuple jusqu'alors tenu si bas, m'ont attaché ici jusqu'à ce jour. Mais voici que tous mes projets ou les vôtres ont été bénis de Dieu ¹. » L'abbé se retira dans une ferme à Shédiac où il mourut en 1874.

Il fut inhumé sous le sanctuaire de l'église Saint-Thomas à Memramcook. Au bout de ses courses, il aurait pu y attendre en paix la trompette du jugement dernier. L'abbé Belcourt, déraciné perpétuel, n'eût pas droit au repos pourtant mérité. Même dans la mort, cet homme entreprenant devait déménager de nouveau. Ses restes furent exhumés - probablement dans les années 1930 alors qu'on procéda à d'importants travaux de rénovation à la vieille église - et furent inhumés dans le cimetière avoisinant. Une pauvre croix de fer marquait sa sépulture. On la cherche vainement de nos jours. Sic transit...

¹ « Belcourt à Rameau, Rustico, 12 mai 1867 », CEA, 2.1-8.

Rameau de Saint-Père et Belcourt avaient correspondu durant 14 ans sans jamais se rencontrer. La nouvelle du décès de Belcourt chagrina Rameau qui confiait au père Camille Lefebvre, supérieur du Collège Saint-Joseph, à Memramcook, que son correspondant l'honorait « d'une confiance qui n'avait d'égale que mon profond respect pour ses vertus et son intelligente activité ¹ ». Aussi Rameau avait-il rédigé une notice nécrologique qu'il avait adressée « à quelques journaux du Canada pour conserver la mémoire de cet homme apostolique ² ».

L'œuvre de Belcourt lui survécut en Acadie, ce qui aurait étonné Mgr Provencher et aussi son successeur, Mgr Alexandre Taché, premier archevêque de Saint-Boniface, au Manitoba, qui, jeune prêtre encore, donnait de Belcourt un jugement qui n'avait peut-être été valable que pendant sa période missionnaire : « M. Belcourt était un missionnaire d'une haute intelligence et d'une indomptable énergie, qui passa dans le Nord-Ouest avec la puissance du génie; mais faut-il le dire ? [et pourquoi ne le dirions-nous pas ?] il manquait de cette soumission d'esprit et de jugement, à laquelle est attaché le succès des oeuvres de Dieu. Aussi toutes ses entreprises, malgré son grand talent, présentèrent tôt ou tard le spectacle de la maison bâtie sur le sable ³. » Ce ne fut pas vrai pour ses entreprises à Rustico, Saint-Alexis et Saint-Paul.

Le château de Saint-Père, à Adon (Loiret), résidence de Edme Rameau de Saint-Père.
Photo MédiaSys, Paris.

Voir Les Classiques des sciences sociales : [photo 21](#).

En 1877, Rameau publiait à Paris Une colonie féodale en Amérique, première solide histoire de l'Acadie, rédigée sur documents d'archives. Incontestablement, il a été le moteur d'une connaissance de l'Acadie en France mais aussi au Canada. Prophétique, Rameau constatait dans l'épilogue que les Acadiens « se multiplient avec une rapidité inouïe, ils s'étendent, ils grandissent et ils le savent ! Longtemps ils ont été traités comme des parias par les Anglais qui les entourent. Avant qu'il soit cinquante ans, ils seront 300,000 ; [...] on les respectera convenablement, autant par justice que par nécessité ⁴ ! »

¹ « Rameau à Lefebvre, Paris, 30 août 1874 », publiée dans Le Moniteur acadien, 24 décembre 1874.

² Ibid.

³ Cité par George F.G. Stanley, « Ce prêtre difficile : commentaires sur les activités du père Georges-Antoine Belcourt », Les Cahiers, vol. 14, n° 2 (juin 1983), La Société historique acadienne, p. 43.

⁴ Edme Rameau, Une colonie féodale en Amérique, l'Acadie, 1604-1710, p. 362.

Jusqu'à sa mort, en 1899, Rameau de Saint-Père continua de s'intéresser activement et intelligemment aux Acadiens, aux Français du Canada et aux Franco-Américains. Son mérite littéraire et ses qualités humaines furent reconnus de son vivant, car il fut élu membre correspondant de la Société royale du Canada en 1884. L'Université Laval, si décriée par la prince Napoléon Jérôme, lui avait décerné un doctorat honoris causa en 1889.

Si la mémoire de Napoléon III s'est maintenue quelque peu au Canada français, surtout dans le cercle restreint des érudits, le souvenir des interventions de l'empereur en faveur des Acadiens ne s'est pas qu'amenuisé au fil du temps; il s'est complètement perdu. D'autant plus que l'habitude s'est prise depuis longtemps au Québec de ramener l'histoire exclusivement à soi en occultant systématiquement ses prémisses acadiennes. Ce ne fut pas toujours le cas, mais force est de constater que cette détestable manie adopte une courbe parallèle au discours nationaliste ambiant.

On chercherait en vain, à Rustico, à Saint-Alexis, à Saint-Paul, une rue, une place Napoléon-III. Faut-il s'en étonner quand on constate que l'empereur qui fit tant pour donner à Paris le visage qui est le sien, dut attendre 1990 avant qu'une place, devant la gare du Nord, prit le nom de « place Napoléon-III » ?

Les vitupérations hugoliennes, comme celles de Marx, jointes au désastre de Sedan ont occulté l'œuvre éminemment moderne de l'empereur qui était en avance sur son temps. L'un de ses biographes l'affirme sur preuves: « Napoléon III est à l'origine de la plus grande révolution des temps modernes ¹. » Si ce discrédit injustifié mais persistant se conçoit dans le contexte historique de la France, il n'a pas sa raison d'être au Canada et, à plus forte raison, en Acadie dont Napoléon III sut adroitement reconnaître l'existence plus de 100 ans avant que le général de Gaulle ne reconnaisse avec éclat « ce rameau très cher et, par bonheur, retrouvé de notre vieille et nouvelle France ² ».

Un souverain déchu n'a pas de chance, surtout s'il perd la couronne sur un champ de bataille ! Les revers de fortune de Napoléon III le poursuivent encore puisque la gloire militaire n'a pas couronné ce visionnaire. Anatole France disait de lui : « Il fut combattu et injurié par des gens qui voulaient prendre sa place et qui n'avaient pas, comme lui, au fond de l'âme, l'amour du peuple ³. »

¹ Georges Roux, Napoléon III, Paris, Flammarion, 1969, p. 284.

² Cité par Robert Pichette, L'Acadie par bonheur retrouvée : de Gaulle et l'Acadie, Moncton, Éditions d'Acadie, 1994, p. 262.

³ Cité par Georges Spillman, Napoléon III, prophète méconnu, Paris, Presses de la Cité, 1972, p. 226.

Pasteur lui-même écrira, dans les heures qui suivirent la chute de l'Empire : « Malgré les vaines et stupides clameurs de la rue et toutes les lâches défaillances de ces derniers temps, l'empereur peut attendre avec confiance le jugement de la postérité : son règne restera l'un des plus glorieux de notre histoire ¹. »

Un seul exemple parmi cent des « vaines et stupides clameurs de la rue » au lendemain de Sedan suffira à illustrer le discrédit dans lequel l'empereur était tombé. Ce sont tous les Napoléonides qui subissent la hargne vengeresse du journal L'Indépendant de Perpignan :

Que le nom de Napoléon soit désormais le symbole de toutes les hontes, de toutes les infamies! Que les pères apprennent à leur enfants à le détester, que les mères en fassent un monstre pour leurs nourrissons !... Qu'ils disparaissent à jamais du sol français, ces Napoléon par qui la liberté a été deux fois écrasée dans son germe, ces idiots qui nous ont fait exécuter de toute l'Europe et ont par là causé notre isolement dans la lutte sanglante, ces voleurs qui ont donné la France à dévorer à une bande de filous et de femmes perdues, ces lâches qui, par trois fois, ont fait la France envahie et prosternée aux pieds de son vainqueur, ces imposteurs par qui le mensonge était roi et la vérité proscrite, ces bandits par qui était élevé le coquin, humilié l'honnête homme ².

Il est vrai que le journal était féroce­ment républicain, antibonapartiste autant qu'antiroyaliste, pourtant ce beau morceau n'est qu'un exemple entre mille.

Quel contraste avec l'empereur lui-même qui disait au fidèle docteur Conneau : « La nation m'a imposé la guerre de Prusse. Mais je l'ai faite et mal faite. Il serait facile de me trouver des excuses. Pourtant je ne veux pas me disculper. Je me dégraderais en défendant ma cause contre mon peuple. Et puis j'étais chef d'État. Il n'y a pas de circonstances atténuantes pour un empereur ³. »

L'opinion publique, une majorité du Corps législatif, la presse, plusieurs des ministres sans compter l'impératrice elle-même, avaient voulu la guerre avec la Prusse. L'empereur, malgré son désir de paix, se laissa entraîner à la guerre et à l'inévitable catastrophe. Sur un point de son analyse, il se trompait: malgré la fin de l'Empire, il y avait des circonstances atténuantes. Le recul du temps démontre qu'elles sont dans son caractère profondément humain et charitable.

Philippe Séguin cite fort à propos le jugement qu'Émile Zola portait sur l'empereur et ce qu'il fallait penser des calomnies de Victor Hugo:

¹ Cité par Philippe Séguin, Louis Napoléon le Grand, Paris, Grasset, 1990, p. 430.

² L'Indépendant, 8 mars 1871.

³ Cité par Georges Roux, op. cit., p. 419.

le Napoléon III des Châtiments, c'est un croquemitaine sorti tout botté et tout éperonné de l'imagination de Victor Hugo. Rien n'est moins ressemblant que ce portrait, sorte de statue de bronze et de boue élevée par le poète pour servir de cible à ses traits acérés, disons le mot, à ses crachats. Non l'empereur: un brave homme, hanté de rêves généreux, incapable d'une action méchante, très sincère dans l'inébranlable conviction qui le porte à travers les événements de sa vie qui est celle d'un homme prédestiné, à la mission absolument déterminée, inéluctable, l'héritier du nom de Napoléon et de ses destinées. Toute sa force vient de là, de ce sentiment des devoirs qui lui incombent ¹.

Retenons ce jugement du général Georges Spillman, l'un de ses biographes: l'empereur qui avait été le moteur d'un progrès industriel et social sans pareil, « voulait avant tout la grandeur de la France, une grandeur non dominatrice afin de ne pas porter ombrage à l'Angleterre ou aux autres pays européens, désormais partenaires et non plus adversaires ² ».

Voltaire avait raison de dire : « On doit des égards aux vivants. On ne doit aux morts que la vérité. » Premier chef d'État français à renouer les liens entre la France et ses anciennes colonies du Nouveau Monde, Napoléon III a droit doublement aux égards de ceux que le général de Gaulle appelaient en 1967 des « Français du Canada », et à la vérité.

Voltaire n'aimait ni l'Acadie ni le Canada. De la première il avait écrit: « le voudrais que le tremblement de terre eût englouti cette misérable Acadie plutôt que Lisbonne ³. » Du second, il proposera l'abandon pur et simple: « Si j'osais, écrivait-il au duc de Choiseul, ministre de la Guerre et de la Marine, je vous conjurerais à genoux de débarrasser pour jamais du Canada le ministère de la France. Si vous le perdez, vous ne perdez presque rien; si vous voulez qu'on vous le rende, on ne vous rend qu'une cause éternelle de guerre et d'humiliation ⁴. »

Les Français du XIXe siècle ont découvert avec une certaine stupeur et beaucoup de nostalgie l'étendue et la richesse de leur ancien empire américain. Que l'on songe aux regrets coloniaux exprimés par Chateaubriand. Après avoir constaté sur cartes l'immensité des anciennes colonies françaises en Amérique et s'être demandé « comment le gouvernement de mon pays avait pu laisser périr ces colonies, qui seraient aujourd'hui pour nous une source inépuisable de prospérité », l'auteur d'Atala insistait encore dans ses Mémoires d'outre-tombe :

¹ Cité par Philippe Séguin, op. cit., p. 430.

² Georges Spillman, op. cit., p. 101.

³ « Lettre à François Tronchin, 29 janvier 1756 », Correspondance, vol. 4, La Pléiade, Gallimard, 1978, p. 669.

⁴ Cité par Arthur de Gobineau, Voyage à Terre-Neuve, p. 331, note 150.

Nous possédions outre-mer de vastes contrées : elles nous offraient un asile à l'excédent de notre population, un marché à notre commerce, un aliment à notre marine. Nous sommes exclus du nouvel univers où le genre humain recommence: les langues anglaise, portugaise, espagnole servent en Afrique, en Asie, dans l'Océanie, dans les îles de la mer du sud, sur le continent des deux Amériques, à l'interprétation de la pensée de plusieurs millions d'hommes; et nous, déshérités des conquêtes de notre courage et de notre génie, à peine entendons-nous parler dans quelque bourgade de la Louisiane et du Canada, sous une domination étrangère, la langue de Colbert et de Louis XIV : elle n'y reste que comme un témoin des revers de notre fortune et des fautes de notre politique.

Sous le Second Empire, Michel Ney, le prince Napoléon Jérôme, Maurice Sand, Barbey d'Aurevilly, Rémy de Gourmont, Jean-Jacques Ampère, Tocqueville et combien d'autres, dont Rameau de Saint-Père, psalmodieront la même mélodie. Ainsi s'ancrera durablement la « faute de Louis XV » que le général de Gaulle voulut si intempestivement réparer au balcon de l'hôtel de ville de Montréal.

Quant à Gobineau, pragmatique, il considérait la perte du vaste empire colonial français en Amérique avec une sérénité dépourvue de revanchisme nostalgique, aux antipodes des romantiques, écrivant: « Ce serait s'abandonner au plus banal et au plus inutile de tous les regrets que de jeter encore un regard attristé sur des possessions anciennes qui, en réalité, ne nous ont jamais rapporté quoi que ce soit et dont la restitution, si on songeait jamais à nous la faire, devrait être repoussée comme un désastre ¹. » Sur ce point, Gobineau n'était pas éloigné de Rameau.

Dans le courant inauguré par Chateaubriand on trouve aussi Rémy de Gourmont qui déplora le recul de l'influence de la France « sur des pays qui nous doivent le premier coup de pioche civilisateur ». Déplorable aussi cette profonde ignorance, ce désintéressement des Français pour une population française au-delà de l'océan qui a grandi presque à l'insu de la mère patrie.

La leçon que tire Gourmont de cet abandon du Canada et de l'Acadie est claire. En la tirant, il en donne aussi le remède: « Nous avons délaissé jusqu'à son histoire et aujourd'hui il nous faut la rapprendre. La besogne est amère ². »

C'est précisément à cette besogne que Rameau de Saint-Père consacra sa vie, ses ressources et ses talents et qu'il sut y intéresser Napoléon III. Ses livres, surannés aujourd'hui, auront été le coup d'envol d'une nouvelle « découverte » d'une Acadie qui tenait toujours, malgré tout, à sa francité.

¹ Arthur de Gobineau, *Voyage à Terre-Neuve*, p. 260.

² Rémy de Gourmont, *Les Français au Canada et en Acadie*, Paris, Firmin-Didot, 1888.

Le grand mérite de Napoléon III aura été de comprendre instinctivement ce sentiment et de l'assister, par altruisme sans aucun doute, car l'empereur savait par sa discrétion ménager les susceptibilités de la puissance tutélaire, qu'il admirait d'ailleurs.

La reine Victoria elle-même avait de Napoléon III la plus haute opinion. « [O]n ne peut douter, écrivait-elle, qu'il ne soit un homme très extraordinaire, doué de très grandes qualités, je peux même dire un homme mystérieux. Il possède un courage indomptable, une fermeté de direction sans défaillance ¹. » Plus tard, en 1864, alors que l'empereur s'agitait sur l'échiquier mondial et déconcertait ses alliés cinglais, Victoria, prophétique, disait : « La France n'a pas besoin de bouleverser toutes les parties du globe et d'y semer la discorde. Cela finira quelque jour par une croisade contre l'agitateur universel ². » C'est bien ce qui arriva, mais, dans le malheur, c'est l'Angleterre qui accueillit la famille impériale, et, faut-il le rappeler, le prince impérial trouva la mort chez les Zoulous, en Afrique du Sud, alors qu'il servait dans un régiment britannique.

Si l'entente cordiale avec l'Angleterre devait se refroidir, l'empereur ne chercha pas à bouleverser l'empire colonial américain de la Grande-Bretagne. Il ne voulut pas susciter des craintes ou des alarmes en faisant des largesses trop voyantes à d'anciens sujets français devenus sujets britanniques. Dans les dispositions qu'il prit, ou qu'il fit prendre en faveur des Acadiens et des Canadiens français, le souci d'une revanche sur l'histoire - encore moins d'une reconquête - était notablement absent.

Il est donc logique de croire qu'en dotant généreusement la bibliothèque de Rustico, en aidant à défrayer le salaire d'un instituteur, en facilitant la migration de familles acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard vers le Québec et le Nouveau-Brunswick voisins, et en amorçant une véritable politique culturelle par des dons importants de livres et d'instruments scientifiques, tant au Québec qu'en Acadie, Napoléon III agissait par altruisme naturel plutôt que par calcul politique.

Ce qui n'a pas de quoi surprendre de la part de l'auteur de *L'extinction du paupérisme*, ouvrage rédigé durant sa captivité de Ham, et qui résume sa philosophie sociale. Pour le futur prince président puis empereur, disciple des saint-simoniens, les préoccupations sociales vont de pair avec les préoccupations économiques. Elles constituent en quelque sorte le complément de son concept des nationalités. Ce moderne, tout comme de Gaulle, ne confinait pas la France à l'Hexagone. Il entendait qu'elle rayonne culturellement dans le

¹ Cité par William H.C. Smith, *Napoléon III*, Paris, Hachette, 1982, p. 49.

² Cité par Georges Roux, *op. cit.*, p. 327.

monde entier et qu'elle profite économiquement d'une influence mondiale qui n'excluait pas l'Amérique.

La politique coloniale de Napoléon III fut marquée par la volonté « de partager avec l'Angleterre le commerce mondial et sans pour cela susciter de nouvelles rivalités ¹ », d'où la force des stations navales françaises partout dans le monde et la création de consulats et d'agences consulaires. Il fut un conciliateur plutôt qu'un agresseur, en contraste avec Napoléon 1^{er}. C'est Lacordaire qui l'affirme en une phrase frappante de vérité après l'avoir rencontré : « un homme qui n'a rien de violent, comme le premier Bonaparte, mais qui préfère les sinuosités conciliantes ² », écrivait-il.

Son désir de justice et de paix sociale ont certainement influencé son intérêt pour les Canadiens français et pour les Acadiens. Ceux-ci sont assurément le fruit d'une histoire à nulle autre pareille et ils possèdent, à défaut d'une configuration géographique propre, une conformité d'idées, d'intérêts et de souvenirs communs; entre-eux d'abord et avec la France, ancienne puissance fondatrice, devenue au fil du temps et des vicissitudes de l'histoire, le reposoir des regrets de Français qui n'en étaient plus et qui jamais plus ne le seraient, sinon de cœur.

C'est indéniablement à Napoléon III que l'on doit en Acadie et au Québec ce renouveau de ferveur pour la France. À telle enseigne que le tricolore, avant d'être supplanté par le drapeau fleurdelisé, fut longtemps considéré comme le drapeau national du Québec durant le XIX^e siècle, en dépit de ses origines révolutionnaires qui n'avaient pas l'heur de plaire au clergé du Québec.

Si le Québec, ou le Canada français comme l'on disait plus justement à une époque pas si éloignée, découvrait en 1855 le drapeau français, il y avait belle lurette que dans les territoires de l'Atlantique, en ancienne Acadie, le tricolore flottait joyeusement et souvent. Tant et si bien qu'en 1884, les Acadiens en vinrent à l'adopter, frappé d'une étoile d'or, symbole d'espérance, comme leur drapeau national, habitués qu'ils étaient depuis longtemps à sa présence dans leurs rades, grâce à la volonté de l'empereur d'affirmer partout le prestige de la France.

Un faisceau de circonstances historiques, une volonté très nette de manifester la présence de la France où jadis elle régnait, des initiatives commerciales d'envergure, une vision d'avenir dont la nostalgie du passé n'est pas exclue, une philosophie sociale doublée d'un souci de justice envers les minorités, tels sont les motifs qui amenèrent Napoléon III à être réceptif, avec

¹ Maurice Besson, *Histoire des colonies françaises*, Paris, Boivin, 1931, p. 254.

² Cité par Marc Eschollier, *Lacordaire ou Dieu et la liberté*, Paris, Fleurus, 1959.

empressement, aux demandes d'assistance que lui formulèrent des Acadiens. Admirens que l'action de l'empereur n'ait suscité aucune réaction négative de la part des autorités métropolitaines et coloniales anglaises.

Pierre Savard note que la grande majorité des Canadiens français admiraient l'empereur et que leur attachement à la famille se maintint après 1870 ¹. On estimait au Canada que Napoléon III avait été la victime des radicaux français plutôt que de Bismarck. Or, seuls les radicaux québécois penchaient vers le républicanisme, et ils étaient peu nombreux. Même les communards installés au Québec étaient mal vus et n'avaient pas bonne presse.

Bien plus que des circonstances atténuantes pour la mémoire de l'empereur, ce sont des raisons pour commémorer un geste trop longtemps méconnu qui est au cœur même du prodigieux essor que l'Acadie entreprenait pour vivre dans la dignité d'un véritable peuple.

Incontestablement, Napoléon III a été le renovateur des liens traditionnels qui unissent l'Acadie et le Canada français à la mère patrie, tous régimes confondus au creuset d'une histoire commune.

¹ Pierre Savard, *Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, p. 111, note 38, collection « Les Cahiers de l'Institut d'histoire ».

Annexe

Lettre de Rameau de Saint-Père à l'empereur Napoléon III pour la promotion de l'instruction en français des Acadiens du sud-est du Nouveau-Brunswick ¹.

[Retour à la table des matières](#)

Sire,

Votre Majesté a déjà fait beaucoup pour les malheureuses populations Acadiennes du Golfe St. Laurent (Amérique du Nord) et c'est encore en leur faveur que je viens aujourd'hui invoquer votre bienveillance et votre protection. Si je prends la liberté de m'adresser à vous en cette circonstance sur un sujet auquel je ne suis attaché par aucun lien direct, c'est que d'une part ayant habité au milieu de ces peuples, je porte le plus vif intérêt aux sentiments de nationalité française qu'ils ont invinciblement conservé malgré cent cinquante ans de séparation, tandis que d'autre part j'ai déjà été près de Votre Majesté l'intermédiaire des Acadiens de Rustico (Île du Prince-Édouard) dans une des pétitions que vous avez si favorablement accueillie.

Aujourd'hui je désirerais appeler l'attention de Votre Majesté sur les populations Acadiennes qui vivent sur les rives continentales du Golfe St. Laurent, dans le Nouveau-Brunswick. Depuis l'isthme de Shediac, jusqu'à la frontière du Canada au fond de la Baie des Chaleurs, ces débris dispersés de notre ancienne colonie de l'Acadie comptent près de quarante mille âmes

¹ Archives nationales de France, section moderne, Série F. 19 (Cultes), vol. 6236. Copie au CEA, A9-2-4.

parlant français formant trois groupes. L'un est situé au débouché même de l'isthme dans le C[om]té de Westmoreland [Westmorland], (New Brunswick) ; le centre principal en est Méméramcook [Memramcook] grosse paroisse Acadienne de 5 à 6000 âmes. Le second situé presque vis à vis Ile du Prince-Édouard, est dans le C[om]té de Kent (New Brunswick) son centre principal est à Bouctouche. Le troisième enfin, toujours en remontant au nord est dans l'angle formé par la Baie des Chaleurs et le Golfe St. Laurent c[om]té de Gloucester (New Brunswick) et a pour centres principaux Caraquette [Caraquet] et le Petit-Rocher.

Ces groupes sont entrecoupés par des populations d'origine Anglaise à peu près aussi nombreuses qu'eux-mêmes; mais là où ils existent, ils sont à peu près exclusivement composés d'éléments Français, de sorte que la population Franco-Acadienne forme environ la moitié de la population dans la section nord du Nouveau-Brunswick. Il n'est point à craindre que ces Français soient absorbés par l'invasion des immigrants Britanniques, car l'immigration se porte fort peu dans ces régions froides et reculées, tandis que le rapide accroissement de la population Française par elle-même, et le voisinage immédiat des populations Franco-Canadiennes, lui assurent de puissantes garanties de développement de conservation.

Leur accroissement propre est très rapide en effet puisque ces paroisses Françaises qui comptent aujourd'hui 40,000 âmes n'en possédaient par 8,000 en 1800; leur nombre se double tous les 25 ans comme au Canada ; ce dernier pays d'autre part touche par ses paroisses extrêmes aux limites nord du Nouveau-Brunswick et en ce moment même on y ouvre des voies de communication, qui permettront à l'excédent de la population Franco-Canadienne de rejoindre les Franco-Acadiens du Nouveau-Brunswick pour peupler les forêts désertes de l'intérieur de ce pays.

La conservation, les rapprochements et la considération de ces divers groupes Français du nord de l'Amérique se rattache[nt] à un sentiment si vif de nationalité et à un ordre si élevé de considération patriotique qu'ils ont obtenu et obtiendront toujours je le pense l'intérêt de Votre Majesté, et j'arrive maintenant à l'objet spécial de cette pétition.

Objet de la pétition

Les populations dont je viens d'entretenir Votre Majesté, se sont parfaitement conservées Françaises, profondément attachées à leur langue, à leurs mœurs, et à leur patriotisme, par le souvenir de leur origine et de leurs malheurs, par leur foi religieuse, et par le prestige qui entoure le nom Français.

Cependant dans cette persévérance il faut reconnaître qu'ils ont été particulièrement soutenus et maintenus par le clergé catholique représenté par quelques prêtres Français ou Canadiens, mais depuis 15 à 20 ans de nouvelles subdivisions ecclésiastiques ont séparé ces pays du diocèse de Québec par la création de sièges épiscopaux à St. Jean du Nouveau-Brunswick et à Chatam [Chatham], ces sièges furent occupés par des prélats Irlandais, et depuis lors ces derniers ainsi que les prêtres Irlandais et Anglais qu'ils ont amenés tendent visiblement à ne plus se recruter de prêtres Français, et ainsi éliminer peu à peu le plus puissant élément de la conservation nationale.

Ce fait est-il le résultat d'un calcul ou l'effet de la logique naturelle des choses, je n'ai point à m'en occuper ici, mais en réalité il développe ses conséquences, de façon à m'inquiéter et à froisser les sentiments les plus chers des Franco-Canadiens qui craignent de voir leurs enfants contraints par voie religieuse à se servir de la langue anglaise. En cet état de choses plusieurs d'entre eux, et plusieurs ecclésiastiques Français du pays m'ont écrit des lettres de condoléances en me consultant sur les moyens à employer pour remédier à cet état de choses. J'aurais bien répondu de s'adresser à Votre Majesté, mais pour ne point perdre de temps, j'ai préféré prendre directement les devants.

J'aurais donc l'honneur de proposer à Votre Majesté pour aider ces paroisses à conserver parmi elles quelques prêtres Français, quelques puissent être les sympathies ou les antipathies du clergé Anglo-Irlandais, d'envoyer comme maître d'école, un prêtre Français qui se dévouerait à ses missions et que Votre Majesté y maintiendrait à ses frais durant 5 ans, époque où ce soutien deviendrait moins nécessaire pour les raisons que j'expliquerai tout à l'heure.

Je pense qu'en consacrant à cet usage une somme de 1500L. ou 2000L. par an on trouverait aisément soit en France soit au Canada un jeune ecclésiastique qui se consacrerait à cette mission, et comme l'importance de ses résultats ne saurait échapper à Votre Majesté, on peut assurer que peu d'argent se trouverait plus utilement employé. Quand à l'endroit qui conviendrait le mieux pour l'installer, j'ai tout lieu de croire sauf meilleur avis que Bouctouche réunirait les conditions les plus favorables. Cette grosse paroisse qui dans ses tenants et aboutissants renferme près de 5,000 Franco-Acadiens forme centre du groupe du milieu, dominant ainsi l'ensemble de ces populations ; cet endroit d'ailleurs est celui où l'abbé Belcourt curé de Rustico (Île du Prince-Édouard) dirige en ce moment même les excédents et émigrants des paroisses Acadiennes de cette île, à l'aide de la généreuse subvention que leur a envoyée Votre Majesté à la fin de l'année dernière. L'établissement d'un missionnaire Français à Bouctouche serait donc la continuation du mouvement de concentration des Acadiens auquel Votre Majesté a déjà coopéré.

Le curé actuel de Bouctouche Mr. l'abbé Berthe originaire de la Suisse Française et avec lequel j'ai l'honneur d'être en correspondance, verrait du meilleur oeil, l'établissement de cet auxiliaire, qui lui donnerait l'assurance de voir perpétuer auprès de lui, les travaux et les oeuvres auxquels il s'est si généreusement consacré en ce pays pour le maintien de la nationalité Française, je puis s'il en était besoin en montrer les preuves a l'appui.

Maintenant quels résultats pourra-t-on attendre de cette opération ?

En établissant ainsi au milieu de ces contrées, un homme revêtu du caractère ecclésiastique et cependant indépendant par position des évêques Irlandais, on donnera à la tradition et à l'esprit Français dans ces contrées, un point d'appui naturel et comme un pivot, qui peut s'il sait se maintenir dans des justes bornes de discrétion et de réserve, obtenir des résultats d'une grande efficacité : D'une part tout en donnant son concours entier à la conservation de l'esprit français de la langue française en ce pays, il pourra avec la double puissance de son caractère et de son instruction, agir énergiquement sur les développements de l'instruction parmi les Acadiens ; population longtemps délaissée sous ce rapport, mais au milieu de laquelle on a fait depuis plusieurs années quelques efforts en ce sens qu'il continuerait avec succès. Il ménagerait ainsi parmi ses élèves quelques sujets pour le ministère ecclésiastique et formerait ainsi la pépinière d'un clergé Acadien qui deviendrait comme au Canada la pierre angulaire du sentiment national.

En second lieu il pourra de temps à autre rayonner de Bouctouche dans les autres paroisses, entretenir ainsi une union de vues et d'actions, utile à leurs intérêts : tant pour l'élection des députés, que pour l'expansion méthodique et bien entendue de leur jeunesse dans l'intérieur des terres, et aussi s'entendra-t-il avec eux et les soutiendra-t-il énergiquement sur le fait de leurs écoles Françaises constamment attaquées et menacées dans leurs ressources par les Anglais du pays.

Pendant ce temps la population croîtra tout en concentrant son mouvement, elle sera aidée en ceci par les Acadiens de l'Île du Prince-Édouard qui manquent de terres et que Votre Majesté a soutenu, et enfin le mouvement d'expansion des Franco-Canadiens débordant du comté de Bonaventure (dernier comté canadien) sur le Nouveau-Brunswick s'unira à ces débris renaissants et énergiques de la nationalité acadienne, et assurera non seulement la conservation mais la prédominance de l'élément français sur ces rivages du Golfe St. Laurent dans tout le nord du Nouveau-Brunswick.

Le passé en ceci nous donne le gage de l'avenir, en nous montrant comment ont pu se conserver et croître, sans se laisser mêler, fondre, ni absorber, depuis 150 ans (la conquête de l'Acadie par les Anglais date de 1710) de faibles débris de nos colons conquis, proscrits, dispersés, qui n'étaient guère

alors que 10,000 et qui aujourd'hui comptent près de 100,000 âmes dans le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et les îles du Golfe St. Laurent.

Tel est Sire, l'exposé des faits qui motivera ma demande, si vous pensez qu'une subvention annuelle de 1500L. à 2000L. pendant 5 ans ne soit pas disproportionnée à l'importance du sujet et des résultats à obtenir; Votre Majesté n'aura qu'à s'adresser à son consul général à Québec Mr le baron Gauldrée-Boileau [sic] qui pourra tout en contrôlant l'exposé ci dessus, vous éclairer en même temps sur le meilleur moyen à mettre en oeuvre pour obtenir les résultats désirables dont je viens d'entretenir Votre Majesté.

J'ai cru pouvoir prendre sur moi pour gagner du temps d'envoyer directement de mon chef cette pétition mais si Votre Majesté tout en lui accordant considération, jugeait convenable qu'une pétition lui fut adressée directement par les intéressés comme il a été fait pour les Acadiens de Rustico (Île du Prince-Édouard), Votre Majesté n'aura qu'à me faire connaître son désir et j'en écrirais immédiatement au Nouveau-Brunswick d'où on expédierait ici une pétition signée par les principaux habitants, Franco-Acadiens, et même par plusieurs de leurs curés, si toutefois ceux-ci jugent pouvoir agir ainsi ostensiblement, sans froisser les évêques Irlandais, et se compromettre vis-à-vis d'eux.

Je suis en tout ceci du reste heureux de pouvoir mettre complètement à la disposition de Votre Majesté, pour tous renseignements et démarches qui pourraient être utiles, et j'ai l'honneur d'être de Votre Majesté, le très humble et obéissant serviteur,

ce 6 juin 1863

E. RAMEAU
Propriétaire à Adon par
Châtillon-sur-Loing, Loiret.

Repères chronologiques

[Retour à la table des matières](#)

- 1713 - Traité d'Utrecht. L'Angleterre obtient Terre-Neuve, l'Acadie continentale et la baie d'Hudson. La France conserve le Cap-Breton (île Royale) et l'île Saint-Jean (Île-du-Prince-Edouard). L'Acadie devient la Nouvelle-Écosse (capitale Annapolis puis Halifax).
- 1745 - Prise de Louisbourg, restituée à la France en 1748 par le traité d'Aix-la-Chapelle.
- 1755 - Début de la déportation des Acadiens.
- 1758 - Prise définitive de Louisbourg, perte de l'île Royale et de l'île Saint-Jean.
- 1759 - Siège et reddition de Québec.
- 1760 - Le territoire de la Nouvelle-France est aux mains des Anglais.
- 1769 - L'Île Saint-Jean est érigée en colonie britannique. Elle prend le nom d'Île-du-Prince-Édouard (capitale Charlottetown) en 1799.
- 1774 - Acte de Québec.
- 1783 - Traité de Versailles. Reconnaissance des États-Unis. La France renonce au Canada.
- 1784 - Le Nouveau-Brunswick (capitale Fredericton) et le Cap-Breton (capitale Sydney) sont détachés de la Nouvelle-Écosse pour former deux colonies britanniques distinctes.
- 1791 - Le Canada est divisé en deux provinces, le Bas-Canada (Québec) et le Haut-Canada (Ontario).
- 1799 - Napoléon Bonaparte, premier consul.
- 1803 - Vente de la Louisiane aux États-Unis.

- 1804 - Napoléon Ier, empereur.
- 1808 - Naissance à Paris du prince Louis Napoléon Bonaparte.
- 1820 - Réunion du Cap-Breton à la Nouvelle-Écosse.
- 1828 - Voyage à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse d'Eugène, comte Ney.
- 1831 - Publication dans *La Revue des deux mondes* de la relation du voyage d'Eugène Ney.
- 1837 - Bref exil aux États-Unis du prince Louis Napoléon.
- 1838 - Rebellions au Bas-Canada et au Haut-Canada.
- 1840 - Union du Bas-Canada et du Haut-Canada sous le nom de Province du Canada ou de Canada-Uni.
- 1847 - Publication du poème *Évangeline* de Longfellow. Barbey d'Aurevilly en fera une traduction française.
- 1848 - Le prince Louis Napoléon Bonaparte est élu président de la République.
- 1850 - Agences consulaires de France à Sydney (Nouvelle-Écosse) et à Québec. John Bourinot, agent consulaire à Sydney.
- 1851 - Coup d'État et plébiscite.
- 1852 - Rétablissement de l'Empire, Napoléon III, empereur des Français.
- 1854 - Bourinot nommé vice-consul honoraire de France à Sydney.
 - Agence consulaire de France à St. John's, (Terre-Neuve).
 - Projet d'établissement d'une agence consulaire à Halifax.
 - L'abbé Hubert Girroir est nommé recteur de la cathédrale d'Arichat (Nouvelle-Écosse).
 - L'impératrice Eugénie fait don d'ornements liturgiques aux sulpiciens desservant la réserve iroquoise de Caughnawaga (Kahnawake).
- 1854-1856 Guerre de Crimée.
- 1855 - Exposition universelle à Paris. Le Canada-Uni y est représenté.
- 1856 - Mission de La Capricieuse en Nouvelle-Écosse et au Canada.
 - Établissement d'une agence consulaire de France à Chatham (Nouveau-Brunswick).
- 1857 - Ottawa (Bytown) devient la capitale du Canada-Uni.
- 1859 - Établissement d'un consulat général de France à Québec, les agences consulaires de France cessent de dépendre de l'ambassade de Londres pour relever désormais du consulat à Québec.
 - Publication de *La France aux colonies* d'Edme Rameau de Saint-Père.

- L'abbé Georges-Antoine Belcourt nommé curé de Rustico, Île-du-Prince-Édouard.
- 1859-1860 Mission d'Arthur de Gobineau à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse.
 - Le Pomone, commandé par le marquis de Chauvance de Montaignac à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard rend les honneurs au prince de Galles, futur Édouard VII.
- 1860 - Traité de commerce entre la France et l'Angleterre.
 - L'abbé Girroir fait venir les Frères des écoles chrétiennes à Arichat.
- 1860-1861 Rameau de Saint-Père effectue son premier voyage au Canada.
 - Arrivée des premiers pionniers de Rustico à Saint-Alexis-de-Matapédia, au Québec.
- 1861 - Publication par Hachette de Voyage à Terre-Neuve, de Gobineau.
 - Voyage du prince Napoléon Jérôme au Canada et aux États-Unis.
 - Guerre de Sécession des États-Unis.
 - Agence consulaire de France à Saint John, Nouveau-Brunswick. Intervention de la France au Mexique,
- 1862 - Publication en tranches par La Revue des deux mondes de la relation de Maurice Sand du voyage du prince Napoléon Jérôme. Publiée en livre sous le titre Six mille lieues à toute vapeur, préfacé par George Sand, Michel Lévy.
 - Premiers dons d'argent et de livres offerts par l'empereur à l'Institut catholique de Rustico.
 - L'abbé Belcourt s'adresse à l'empereur pour lui exposer son projet d'établissement acadien dans le comté de Kent, au Nouveau-Brunswick.
 - Dix-huit familles et douze célibataires quittent Rustico pour s'établir à Saint-Alexis.
 - Des marchands de la Nouvelle-Écosse expédient des homards vivants à l'empereur et à l'impératrice.
 - La statue de la déesse Bellone, offerte à la ville de Québec par le prince Napoléon Jérôme, est placée sur la colonne du monument aux Braves.
- 1863 - Proclamation de l'empire du Mexique, Maximilien empereur.
 - L'abbé Belcourt explore la région du futur établissement de Saint-Paul.
 - L'abbé Girroir adresse à l'empereur une demande d'aide pour son académie d'Arichat.
- 1865 - Les États-Unis demandent le rappel des troupes françaises au Mexique.

- L'abbé Belcourt fait venir de Montréal à Rustico Israël J.-D. Landry, instituteur et musicien.
- Agence consulaire de France à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard.
- 1867 - Confédération canadienne (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec et Ontario)
- John Bourinot nommé au Sénat canadien.
- Départ du Mexique du corps expéditionnaire français, exécution de l'empereur Maximilien.
- Fondation du Moniteur acadien, premier journal francophone en Acadie, par Israël J.D. Landry.
- Les premiers colons de Rustico s'établissent dans le comté de Kent, dans ce qui deviendra, vers 1870, Saint-Paul-de-Kent.
- 1868 - Les zouaves pontificaux canadiens partent pour l'Italie.
- Grâce à de généreux dons provenant de France, et notamment de l'empereur, huit ponts sont construits sur la rivière Bouctouche, à Saint-Paul.
- 1869 - Le tricolore français est arboré à Shédiac sur un arc de triomphe érigé en l'honneur du prince Arthur, duc de Connaught, fils de la reine Victoria, par les soins du député fédéral, Auguste Renaud, un Français naturalisé sujet britannique en 1867 et premier francophone du Nouveau-Brunswick élu au premier parlement canadien.
- 1870 - Le prince Murat en visite privée au Nouveau-Brunswick.
- Début de la guerre franco-prussienne.
- Chute de l'Empire.
- 1873 - Mort de Napoléon III.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

L'Acadie des Maritimes, sous la direction de Jean Daigle, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993.

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE. Correspondance consulaire et commerciale, Londres, 1793-1859, vol. 10-48. Comprend les agences consulaires de Miramichi, de Halifax, de Sydney jusqu'à 1858.

ANONYME. « La Saint-Napoléon à Québec », Bulletin des recherches historiques, vol. XLII, n° 9 (septembre 1936), pp. 523-525.

ANDREW, Sheila M. The Development of Elites in Acadian New Brunswick 1861-1881, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1996.

ARSENAULT, Georges. Les Acadiens de l'Île: 1720-1980, Moncton, Éditions d'Acadie, 1987.

ARSENAULT, Georges. « La colonisation et les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard à l'époque des premières conventions nationales », Les Cahiers, vol. 16, n° 1 (janvier-mars 1985), La Société historique acadienne, pp. 19-30,

ARSENAULT, Georges. Histoire de l'émigration chez les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard, Summerside (Île-du-Prince-Édouard), Société Saint-Thomas d'Aquin, 1980.

AUDET, Francis-J. « Les représentants de la France au Canada au XIX^e siècle », Les Cahiers des Dix, n° 4 (1939), p. 197-222.

AUBRY, Octave. Le Second Empire, vol. 1, Paris, Fayard, 1939.

AUTIN, Jean. L'impératrice Eugénie ou l'empire d'une femme, Paris, Fayard, 1990.

BARRY, Joseph. George Sand ou le scandale de la liberté, Paris, Seuil, 1982.

BEAULIEU, J.-A. Centenaire St-Alexis-de-Matapédia : son histoire 1860-1960, s.l., s.n., 1995 [1960].

BÉLANGER Jules, Marc DESJARDINS et Yves FRENETTE. Histoire de la Gaspésie, avec la collaboration de Pierre DANSEREAU, Montréal, Boréal Express ; Institut québécois de recherche sur la culture, 1981.

BERTRAND, Gabriel. « Paroisse acadienne de Rustico (Î.-P.-É.) et la Banque des fermiers : recueil de citations épistolaires du père Georges-Antoine Belcourt », Cahier de recherche, n° 95-04 (1995), Moncton, Chaire d'études coopératives, Université de Moncton.

BESSON, Maurice. Histoire des colonies françaises, Paris, Boivin, 1931.

BLANCHARD, J.-Henri. Rustico une paroisse acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard, s.l., s.n., 1979 [1938].

BOLOTENKO, George. Édifier l'avenir: le Canada de 1849 à 1873, Ottawa, Archives nationales du Canada, 1992, collection « Les documents de notre histoire ».

BOUDREAU, Éphrem. « L'abbé Hubert Girroir 1825-1884 », Les Cahiers, vol. 6, n° 2 (juin 1975), La Société historique acadienne, pp. 69-81.

BORRETT, William Coates. Historic Halifax in Tales Told Under the Old Clock, Toronto, Ryerson Press, 1948.

BRUCHÉSI, Jean. « Les correspondants canadiens de Rameau de Saint-Père », Les Cahiers des Dix, vol. 14 (1949), pp. 69-81.

BRUCHÉSI, Jean. Rameau de Saint-Père et les Français d'Amérique, Montréal, Éditions des Dix, 1950.

CASTELOT, André. Napoléon III, Paris, Perrin, 1973.

CHARBONNEAU, Paul M. Contre vents et marées: l'histoire des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, avec la collaboration de Louise Barrette, Moncton, Éditions d'Acadie, 1992.

CHATENET, Aymar du. « Un Bonaparte fonde le futur FBI », *Historia*, n° 580 (avril 1995), pp. 54-57.

COLLECTIF. St. Augustine's Church 1838-1988 = 1838-1988 Église Saint-Augustin Î.-P.-É. - Rustico. P.E.I., s.l., s.n., 1988.

CORMIER, Clément. « Le centenaire du Moniteur acadien », *Les Cahiers*, 16e cahier, vol. 2, no 6 (juillet-août-septembre 1967), La Société historique acadienne, pp. 225-230.

CROTEAU, John T. « La "Farmers'Bank of Rustico" : une des premières banque du peuple », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 10, n° 1 (juin 1956), pp. 13-49.

CYR, Jean-Roch. « Un aperçu des relations France-Acadie 1860-1940 », *Les Cahiers*, vol. 13, n° 4 (décembre 1982), La Société historique acadienne, pp. 160-179.

DAIGLE, Euclide. Une paroisse centenaire acadienne se raconte: Saint-Paul-de-Kent 1883-1893, Saint-Paul (Nouveau-Brunswick), Comité historique du centenaire de Saint-Paul, 1983.

DEVEAU, J.-Alphonse. *Journal de Cécile Murat*, 4e éd. rév., Yarmouth (Nouvelle-Écosse), Lescarbot, 1980.

Dictionnaire du Second Empire, sous la direction de Jean Tulard, Paris, Fayard, 1995.

DOUGLAS, R. *Place-Names of Prince Edward Island with Meanings*, Ottawa, Geographic Board of Canada, 1925.

ÉMONT, Bernard. « Les mythes édéniques dans les premières relations acadiennes », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 2, n° 2 (mai 1978), pp. 37-51.

FAUCHER DE SAINT-MAURICE, Narcisse-Henri-Édouard. *En route... sept jours dans les provinces Maritimes*, Québec, Imprimerie générale A. Côté, 1888.

Fonds Lionel-Groulx, Fondation Lionel-Groulx. Photocopies, Centre d'études acadiennes, Université de Moncton.

Fonds Rameau-de-Saint-Père. Centre d'études acadiennes, Université de Moncton.

FORBIN, Victor. « Pèlerinage en Acadie », *La Revue des deux mondes* (novembre 1932), pp. 94-125.

France et Canada 1855-1955, avant-propos de Charles Baibant, directeur des Archives de France, La Rochelle, s.n., 1992. Catalogue de l'exposition France et Canada 1855-1955.

GALLANT, Cécile. « L'engagement social de Georges-Antoine Belcourt, curé de Rustico, 1859-1869 », *Les Cahiers*, vol. 11, n° 4 (décembre 1980), La Société historique acadienne, pp. 316-339.

GIRARD, Louis. *Napoléon III*, Paris, Fayard, 1986.

GIROUARD, Anna. *La force herculéenne du maître-chantre Louis-joseph Ouellet, prêtre, Sainte-Marie-de-Kent (Nouveau-Brunswick)*, Les Balises, 1995.

GOBINEAU, Arthur de. *Voyage à Terre-Neuve*, introduction, chronologie, notes et index par Roland Le Huenen, Paris, Aux Amateurs de Livres, 1989 [1861], collection « Littérature des voyages ».

GOURMONT, Rémy de. *Les Français au Canada et en Acadie*, Paris, Firmin-Didot, 1888.

GRIFFITHS, Naomi E.S. *L'Acadie de 1686 à 1784: contexte d'une histoire*, traduction de Kathryn Hamer, Moncton, Éditions d'Acadie, 1997.

HÉBERT, Pierre-Maurice. *Les Acadiens du Québec*, préface et chapitre par Pierre Trépanier, Montréal, Éditions de l'Écho, 1994.

JARDIN, André. *Alexis de Tocqueville*, Paris, Hachette, 1994, collection « Pluriel ».

JOHNSTON, A.A. *A History of the Catholic Church in Eastern Nova Scotia, Antigonish (Nouvelle-Écosse)*, St. Francis Xavier University Press, vol. 1 (1960), vol. 2 (1971).

JOHNSTON, A.A. *Antigonish Diocese Priests and Bishops 1786-1925*, sous la direction de Kathleen M. MacKenzie, Antigonish (Nouvelle-Écosse), The Casket Printing & Publishing, 1994.

LACOUR-GAYET, Michel. Joachim et Caroline Murat, Paris, Perrin, 1996.

LACHNITT, Jean-Claude. *Le prince impérial « Napoléon IV »*, Paris, Perrin, 1997.

LEBLANC, Emery. *La vie à Sainte-Marie, s.l., comité de citoyens*, 1985.

LECAILLON, Jean-François. *Napoléon III et le Mexique*, Paris, L'Harmattan, 1994.

LECLERCQ, Jean-Michel. « Alexis de Tocqueville au Canada (du 24 août au 2 septembre 1831) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XXII, no 9 (décembre 1968), p. 353-364.

L'Église catholique à l'Île-du-Prince-Édouard: 1720-1970, sous la direction de Michael F. Hennessey, Summerside, s.n., 1979.

LeGRESLEY, Omer. *L'enseignement du français en Acadie (1604-1926)*, Paris, Gabriel Enault Mamers; Bathurst-Ouest, Collège du Sacré-Cœur, 1925.

LENTZ, Thierry. *Napoléon III*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, collection « Que sais-je ? ».

MacLEAN, R.A. « Girroir, Hubert », *Dictionnaire biographique du Canada*, Toronto, University of Toronto Press ; Québec, Presses de l'Université Laval, vol. XI, 1982.

MARION, Séraphin. « La France et le Canada français », *Les Cahiers des Dix*, no 38 (1973), pp. 133-156.

MARION, Séraphin. *Les lettres canadiennes d'autrefois*, tome V, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1947.

MARTIN, Ernest. *Les exilés acadiens en France au XVIIIe siècle et leur établissement au Poitou*, Poitiers, Brissaud, 1979 [1936].

MENGARDUQUE, René. « Rameau de Saint-Père et le renouveau acadien », *Les Amitiés acadiennes* (3e trimestre 1982), pp. 19-21.

MINC, Alain. *Louis Napoléon revisité*, Paris, Gallimard, 1997.

NEY, Eugène. « Voyage à la Nouvelle-Écosse », *La Revue des deux mondes* (avril-juin 1831), pp. 390-409.

OSWALD, Bernard. « Un buste de Napoléon III traverse l'Atlantique », *Les Amitiés acadiennes*, n° 81-82 (3e-4e trimestre 1997), pp. 24-25.

PICHETTE, Robert. *L'Acadie par bonheur retrouvée : de Gaulle et l'Acadie*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1994.

PICHETTE, Robert. « Bourinot et la présence de la France au Canada atlantique au XIXe siècle », *Essays in French Colonial History: Proceedings of the 21st Annual Meeting of The French Colonial Historical Society*, sous la direction de A.J.B. Johnston, East Lansing, Michigan State University Press, 1997, pp. 195-212.

PICHETTE, Robert. « Une Québécoise duchesse de Bassano », *L'héraldique au Canada = Heraldry in Canada*, vol. 5, n° 4 (décembre 1971).

PORTES, Jacques. *La France, quelques Français et le Canada, 1850-1870 : relations politiques commerciales et culturelles*, Paris, Université de Paris, 1974. Thèse de doctorat de troisième cycle.

PRADALIÉ, Georges. *Le Second Empire*, Paris, Presses universitaires de France, 1957, collection « Que sais-je ? ».

PRÉVOST, Robert. *La France des Québécois*, Montréal, Stanké, 1980.

Prince Jérôme Napoléon. « Voyage du prince Napoléon aux États-Unis », *La Revue de Paris*, sous la direction de E. d'Hauterive (15 septembre 1933), pp. 241-272 ; (1er octobre 1933), pp. 549-587.

PRUDHOMME, L.-A. « Monsieur Georges-Antoine Belcourt, missionnaire à la Rivière-Rouge », *Mémoires de la Société royale du Canada*, section 1 (1920), p. 25.

QUINPOOL, John. *First Things in Acadia*, Halifax, First Things Publishers, 1936.

RAMEAU, Edme. *La France aux colonies: études sur le développement de la race française hors de l'Europe, les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens*, Paris, A. Jouby, 1859.

RAMEAU, Edme. *Notes historiques sur la colonie canadienne de Detroit*, Montréal, J.B. Rolland & Fils, 1861.

RAMEAU, Edme. *Une colonie féodale en Amérique, l'Acadie, 1604 - 1710*, Paris, Didier, 1877.

RAMEAU DE SAINT-PÈRE, Edme. « Du mouvement de la population catholique dans l'Amérique anglaise », *Revue française* (15 septembre 1890).

RAMEAU DE SAINT-PÈRE, Edme. « Histoire des Acadiens du district de Canso », *Les Cahiers*, n° 15 (1967), *La Société historique acadienne*, p. 185-186.

RAMEAU DE SAINT-PÈRE, Edme. « Notes de voyage de Rameau en Acadie 1860 », *Les Cahiers*, n° 31 (avril-mai-juin 1971), *La Société historique acadienne*.

RAMEAU DE SAINT-PÈRE, Edme. « Voyages au Canada », sous la direction de S. Decencièr-Rameau de Saint-Père, *Revue de l'Université Laval*, vol. III (février-avril 1949), pp. 527-541, 722-732; vol. IV (septembre 1949 - mars 1950), pp. 75-86, 273-285, 464-468, 551-564, 656-661.

RAMEAU DE SAINT-PÈRE, Edme. « Voyages de Rameau de Saint-Père dans la région d'Arichat 1860 », *Les Cahiers*, no 35 (avril-mai-juin 1972), *La Société historique acadienne*.

RAYBURN, Alan. *Geographical Names of New Brunswick*, Ottawa, Canadian Permanent Committee on Geographical Names, 1975.

REARDON, James Michael. *George Anthony Belcourt Pioneer Catholic Missionary of the Northwest, 1803-1874*, St. Paul (Minnesota), North Central Publishing, 1955.

ROBINSON, Mary. « The Old Government House Fredericton, N.B. » *The Canadian Magazine*, vol. XXVII (octobre 1906).

ROUET, Damien. « Les Acadiens dans le Poitou: permanence d'une identité ? », *Études canadiennes = Canadian Studies*, no 37 (1994), pp. 145-157.

ROUET, Damien. L'insertion des Acadiens dans le Haut-Poitou et la formation d'une entité agraire nouvelle: de l'Ancien Régime au début de la monarchie de juillet (1773-1830), étude d'histoire rurale, Poitiers, Université de Poitiers, 1994. Thèse de doctorat,

Roux, Georges. Napoléon III, Paris, Flammarion, 1969.

Roy, J.-Edmond. « Napoléon au Canada », Mémoires de la Société royale du Canada, 3e série, section 1 (1910), pp. 57-123.

SAND, Maurice. Six mille lieues à toute vapeur, préface de George Sand, Paris, Michel Lévy, 1862.

SAVARD, Pierre. Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914, Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, collection « Les Cahiers de l'Institut d'histoire ».

SIMARD, Sylvain. « Les Français et le Canada, 1850-1914 : identité et perception », Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 29, n° 2 (septembre 1975).

SÉGUIN, Philippe. Louis Napoléon le Grand, Paris, Grasset, 1990.

SMITH, William H.C. Napoléon III, Paris, Hachette, 1982.

SPILLMAN, Georges. Napoléon III, prophète méconnu, Paris, Presses de la Cité, 1972.

STANLEY, George F.G. « Ce prêtre difficile : commentaires sur les activités du père Georges-Antoine Belcourt », Les Cahiers, vol. 14, n° 2 (juin 1983), La Société historique acadienne, pp. 39-58.

SULTE, Benjamin. « L'Acadie française », Mélanges historiques, sous la direction de Gérard Malchelosse, Montréal, Éditions Édouard Garand, 1930.

SYLVAIN, Robert. « La visite du prince Napoléon au Canada (1861) », Mémoires de la Société royale du Canada, vol. II, 4e série, section I (juin 1964), pp. 105-125.

TENNYSON, Brian. Impressions of Cape Breton, Sydney, University of Cape Breton Press, 1986.

TESSIER, Guy. « Le portfolio : photographies françaises de Terre-Neuve au XIXe siècle », L'Archiviste, Ottawa, Archives nationales du Canada, 1995, n° 108, pp. 5-12.

TRÉPANIÉ, Pierre. « Du système colonial des peuples modernes : un inédit de Rameau de Saint-Père », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 1 (juin 1982), pp. 55-74.

TRÉPANIÉ, Pierre. « Rameau de Saint-Père et Proudhon (1852-1853) », *Les Cahiers des Dix*, n° 45 (1990), pp. 169-191.

TRÉPANIÉ, Pierre, et Lise TRÉPANIÉ. « À la recherche d'un homme et d'une société : Rameau de St-Père et l'Acadie », *Bulletin du Centre de recherche en civilisation canadienne-française*, vol. 33, n° 16 (avril 1978), pp. 15-17.

TRÉPANIÉ, Pierre, et Lise TRÉPANIÉ. « Rameau de Saint-Père et l'histoire de la colonisation française en Amérique », *Acadiensis*, vol. 9, n° 2 (printemps 1989), pp. 40-55.

TRÉPANIÉ, Pierre, et Lise TRÉPANIÉ. « Rameau de Saint-Père et le métier d'historien », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 3 (décembre 1979), pp. 331-355.

TULARD, Jean. *Murat ou l'éveil des nations*, Paris, Hachette, 1983.

VANEL, Jean. « La mère de Joachim Murat ses origines, sa famille, sa postérité », *Cavalier et roi*, n° 3 (octobre 1971).

VANEL, Jean. « Les origines de la famille Murat », *Cavalier et roi*, n° 2 (octobre 1970).

WEST, Matthew J. *The Official Image: Reporting on Canada in Le Moniteur universel, Organ of the Second French Empire from 1855 to 1868*, vol. I et vol. II appendice C, Sackville (Nouveau-Brunswick), Mount Allison University, 1992. Mémoire de recherche.

YON, Armand. *Le Canada français vu de France (1830-1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, collection « Vie des lettres québécoises ».

Fin du texte